

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE



Bulletin de discussion du Comité d'organisation pour la
reconstruction de la IV^e Internationale

88 bis, avenue Parmentier - Paris 11^e N° 7 JANVIER 1973 Prix 5 F

Documents :

CEDOC
FONS
A. VILADOT

- un passeport politique
(article du camarade Stéphane Just)
- pour le maintien du comité international
(texte de la L.R.S.H. et du C.O. de l'Europe de l'est)

Avertissement

Les 14, 15 et 16 octobre le Bureau international du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale s'est réuni.

Comme il en avait été décidé à la pré-conférence de juillet 1972, c'est l'organisation de la discussion internationale qui constituait le point central de son ordre du jour.

Un point s'est avéré devoir être discuté prioritairement par toutes les organisations adhérentes au Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, parce qu'il constitue un préalable à la poursuite de la clarification politique sur l'ensemble des problèmes soulevés en juillet 1972, parce qu'il touche au sens même de l'activité du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale : ce sont les graves divergences que mettent en évidence les documents de l'OCI et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est.

Pour l'OCI — et elle le dit nettement — il ne s'agit pas de divergences « entre l'OCI et le CO de l'Europe de l'Est », il s'agit des fondements mêmes du programme de la IV^e Internationale, de la résistance nécessaire à une nouvelle entreprise de liquidation, de la lutte contre une tentative qui

— par son contenu politique — présente le même caractère de gravité que la capitulation en 1950-1951 du Secrétariat International de Pablo, Frank et Mandel, bien qu'aujourd'hui les possibilités de faire échec à cette nouvelle entreprise liquidatrice sont bien plus grandes, à condition que les questions soient politiquement posées avec netteté.

C'est parce qu'elle considère que les positions politiques développées par Varga et le CO de l'Europe de l'Est, comme leur pratique — leurs tentatives désagréatrices à l'égard de l'OCI et à travers elle du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale — représentent une capitulation ouverte devant le stalinisme, une rupture totale avec le programme et les principes de la IV^e Internationale, qu'elle a pris la responsabilité de rompre toutes relations politiques avec la LRSH et le CO d'Europe de l'Est.

L'OCI considère que c'est sa responsabilité que de faire de ce combat un combat international : elle va œuvrer, par la discussion la plus large, à convaincre toutes les organisations engagées dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale de l'incompatibilité qui existe entre cette lutte, ses bases programmatiques et les positions défendues par Varga et ses partisans.

Parce qu'il s'agit des questions les plus cruciales de notre époque, de la IV^e Internationale, c'est publiquement, devant toute l'avant-garde ouvrière internationale, que ce combat politique doit se mener jusqu'à son terme.

L'OCI s'est engagée à assurer l'édition française du bulletin de discussion du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, « La Correspondance Internationale ».

C'est dans le cadre de ce mandat qu'elle publie dans ce numéro le texte écrit par le camarade Stéphane Just au nom du Comité Central de l'OCI, « Un passeport politique », qui définit le contenu des positions de Varga, ainsi que le document déposé au Bureau International par la LRSH et le CO de l'Europe de l'Est, « Pour le maintien du Comité International ».

L'OCI ne se fait nulle illusion sur la gravité de ce qui est en cause. Mais c'est sans pessimisme aucun qu'elle aborde cette nouvelle bataille pour la IV^e Internationale : la IV^e Internationale est intégrée à la lutte des classes, elle en est en même temps l'enjeu. Chaque pas en avant ne peut qu'entraîner des attaques sur tous les terrains, y compris par l'apparition, au sein des forces regroupées sur la base du programme de la IV^e Internationale, de courants désagréateurs reniant ce programme.

Il s'agit de préserver le cadre que constitue le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Pour cela il faut le renforcer, l'homogénéiser politiquement. C'est aussi cela que vise l'OCI à travers le combat qu'elle engage.

L'un des moyens de ce combat, c'est précisément « La Correspondance Internationale ». C'est pourquoi c'est une tâche militante indispensable pour tous ceux qui entendent combattre pour la reconstruction de la IV^e Internationale que d'assurer, par sa diffusion, la vie de ce bulletin.

Administration - Abonnements - Correspondance :

« La Correspondance Internationale »

39, rue du Faubourg-du-Temple - 75-Paris (10^e)

A B O N N E M E N T S

Le numéro	2 F
6 numéros (1 an)	11 F
3 numéros (6 mois)	6 F
Soutien (1 an)	15 F et plus
Etranger (1 an)	15 F

A régler au C.C.P. de

JEAN SANVOISIN

N° 20.671-59 - PARIS

Stéphane Just

Un passeport politique

Métamorphose d'un « accord politique »

Depuis que de graves divergences sont apparues entre l'OCI et la Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois — qui reçut en cours de route le renfort du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est (1) — l'OCI, pour sa part, a poursuivi un but : que ces organisations, que Varga, leur dirigeant, écrivent, couchent noir sur blanc leurs positions.

Ce ne fut pas une tâche facile : les textes publiés dans le numéro 6 de « Correspondance Internationale » et qui rendent compte de la pré-conférence internationale tenue en juillet 1972, le rapport du Bureau politique de l'OCI à tous les membres de l'OCI — dont copie a été adressée à toutes les organisations affiliées au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale — en témoignent (2).

Varga préférait se cantonner dans le clair-obscur, les demi-teintes. Rappelons qu'il avait été décidé en commun que ce numéro de « Correspondance Internationale » comporterait les premiers commentaires des organisations participant à la pré-conférence de juillet. La LRSH et le CO de l'Europe de l'Est n'ont pas jugé utile d'en faire.

Auraient-ils au cours de ces mois d'été livré quelque dure bataille politique qui aurait mobilisé toutes leurs forces, occupé chacun de leurs instants ? Auraient-ils au cours d'une retraite estivale propice aux réflexions profondes médité sur la nature des choses ? Toujours est-il que septembre s'acheva sans que les militants de ces organisations fassent part de leurs réflexions politiques, de leurs conclusions sur la 2^e session de la pré-conférence, afin qu'elles soient publiées par « Correspondance Internationale ». Nous ne reprendrons pas ici les détails de la lutte menée par l'OCI pour, comme on dit, « qu'ils écrivent ». L'important, c'est que leur enfant ait enfin vu

le jour. Il a été présenté à la réunion du Bureau international du Comité d'organisation (3) dans sa réunion d'octobre après, il n'est pas inutile de s'en souvenir, que ses parents aient refusé de le montrer à leurs « camarades de l'OCI », ayant déclaré inutile toute discussion particulière avec l'OCI.

« Pour le maintien du Comité International. » Tel est le titre du texte soumis — après tant d'efforts — à la discussion par la LRSH et le CO.

Rappelons que Varga depuis plus de dix ans était membre du Comité Central élu par le Congrès de l'OCI : que le Comité Central l'avait désigné comme membre du Bureau politique. Il a donc participé (en tout cas il était présent) à toutes les instances où s'élabora la politique de l'OCI et il a voté tous les textes qui définissaient cette politique dans tous les domaines.

Membre du Comité International, il ne s'oppose pas à la politique de reconstruction de la IV^e Internationale définie par l'OCI, ne manifeste pas de divergences si ce n'est une fois — dans des circonstances et sous une forme qui méritent que nous y revenions — lors de la conférence internationale de 1966. S'il lui

(1) Désignés dans la suite du texte comme la LRSH et le CO de l'Europe de l'Est.

(2) Le texte du camarade Just revient sur l'essentiel des problèmes abordés dans ce rapport. Nous en publions toute fois, en annexe, quelques extraits qui permettent de suivre le déroulement des événements.

(3) Le Bureau International, désigné par la pré-conférence de juillet 1972 s'est réuni les 14, 15 et 16 octobre. La LRSH et le CO de l'Europe de l'Est y ont déposé un texte « pour le maintien du Comité International » que nous publions dans ce numéro de CI.

arrivait de marquer quelques réticences, c'était quant à sa participation aux réunions du Comité International : discuter avec la SLL lui paraissait une perte de temps. Les positions de la SLL, sa pratique au Comité International lui paraissaient insupportables et, en conséquence, la plupart des réunions du CI sans intérêt pour lui.

Seule l'insistance du camarade Lambert l'amenait à participer — du moins à assister — aux réunions du Comité International. Y compris lorsqu'il fut question, dans les discussions du BP de l'OCI, de la constitution d'un comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, bien avant la conférence trotskyste latino-américaine qui s'est tenue en avril 1972, Varga ne manifesta aucun désaccord. Il ne souleva de divergence qu'au mois de juin !

Enfin, dans une note au BP de l'OCI en date du 12 juin 1972, Varga souligne qu'il n'a pas l'intention de « traiter de multiples questions où l'accord est général et qui doivent être considérées comme acquises ».

A tel point que, s'il faut en croire le texte « Pour le maintien du CI », à la 2^e session de la pré-conférence :

« Nous sommes restés toujours sur la ligne de vouloir convaincre la direction de l'OCI et nous avons jugé impensable d'ouvrir la bataille à la pré-conférence et de conquérir la majorité contre elle (l'OCI), contre seulement son "erreur". Parce que nous avons continué à imaginer qu'il s'agissait d'un malentendu ou d'une erreur momentanée de la part de l'OCI. Donc nous n'avons pas pensé à l'existence d'une divergence de fond et c'est ainsi que nous avons relégué cette discussion au second plan de la pré-conférence. Pour cette raison, nous avons décidé que tout en maintenant notre position nous restions sur la défensive. »

Voilà qui est clair. Mais, ajoute immédiatement le texte : **« Ce fut une erreur monumentale. Qui plus est : une faute. »**

Les militants de l'OCI, ceux des organisations membres du CO pour la reconstruction de la IV^e Internationale, apprécieront la modération « défensive » des militants de la LRSB et du CO de l'Europe de l'Est à la 2^e session de la pré-conférence, qui s'est traduite par la mise en cause de la présidence de l'OCI (accusation non déguisée de manipulation de la conférence), par les accusations d'utiliser « une pédagogie de classe », de « faire pression sur la conférence », etc. Mais enfin cette « défensive » était « plus qu'une erreur monumentale : une faute ». Jugeons en effet « quelle faute ce fut » : la liste (qui n'est pas limitative) des erreurs politiques, théoriques, d'organisation que le texte de la LRSB et du CO de l'Europe de l'Est impute à l'OCI, sans omettre « les méthodes » de l'OCI, est impressionnante.

Donc l'OCI :

— Aurait refusé à la LRSB et au CO des pays de l'Est de l'Europe leur indépendance politique ;

— Elle constituerait des dossiers (sur Varga notamment) ;

— Elle formerait un bloc politique avec des organisations dont les positions politiques sont contraires au Programme de la IV^e Internationale, contraires au marxisme, car elles aliéneraient l'indépendance de classe du prolétariat ;

— Elle violerait les règles de la démocratie communiste (pression de Lambert et Just sur la conférence) ;

— Elle pratiquerait le « culte de la personnalité », Just aurait déclaré que Lambert incarnait l'OCI (les pablistes diraient : l'OCI est une organisation « charismatique ») ;

— Elle falsifierait les textes. Just a écrit que la LRSB proposait « la formation d'une fraction trotskyste » alors qu'il s'agissait du « maintien du CI » ;

— Elle aurait dissous le Comité International ;

— Elle romprait l'unité entre la théorie et la pratique, donc transformerait la théorie en idéologie et l'activité politique en opportunisme éciectique.

— Elle s'abandonnerait, bien entendu, à l'idéalisme : ainsi de son appréciation des racines de la crise pabliste « l'objectivisme-subjectivisme », de sa conception d'une histoire de la IV^e Internationale qui se situerait hors de la lutte des classes, qui existerait en elle-même ;

— Elle rejeterait l'histoire réelle de la IV^e Internationale, du CI de la IV^e Internationale (donc sa propre histoire) parce qu'elle ne les considérerait « pas suffisamment belles » : elle réécrirait cette histoire en la transformant en une « lamentable histoire du CI » ;

— Elle ouvrirait la porte « au regroupement des révolutionnaires » et en serait un partisan inavoué ;

— Elle serait coupable d'éclectisme arbitraire, de crime contre la dialectique, de « formalisme navrant » ;

— Elle serait inconsciente de l'importance historique de la constitution de la LRSB et de son adhésion au CI, du changement qualitatif que cela représenterait ;

— Elle serait contaminée par le passé qui a conduit au pablisme ;

— Elle n'aurait jamais compris les rapports entre la crise de la IV^e Internationale et le stalinisme ;

— Elle n'aurait jamais compris quels sont les fondements de la IV^e Internationale.

Mais, la dialectique particulière de ce texte aidant, cela n'empêche pas que :

« Selon nous — écrivent les auteurs de ce texte — il faut un regroupement au sein du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale sur la base ferme de la résolution politique de la pré-conférence. »

Ainsi la LRSB et le CO de l'Europe de l'Est feraient de ce texte politique la base d'airain de la « fraction trotskyste ». Pourtant, et chacun le sait, c'est l'OCI qui a élaboré cette « ferme résolution politique », cette OCI dont les fautes et les crimes, les erreurs historiques et politiques — et, bien entendu, organisationnelles — ont été longuement exposés tout au long de ce texte de cinquante pages (et dont nous avons essayé de dresser la liste sans pouvoir affirmer qu'elle soit limitative). Le texte politique voté à la 2^e session de la pré-conférence, il faut le rappeler, ne fait que reprendre sous un angle politique donné ce que depuis des années l'OCI a développé. Or l'OCI :

« reste encore contaminée par ce passé (celui de la IV^e Internationale) encore victime dans une mesure non négligeable des conditions extrêmement difficiles de sa propre lutte contre le pabliste ».

Cela signifie qu'elle a toujours, au cours de ces vingt dernières années, été contaminée. Pourtant cette résolution politique serait un baril de miel sans la moindre cuillerée de goudron. Voilà qui est étonnant. Comme il est étonnant que depuis des années Varga, membre du CC et du Bureau politique de l'OCI, n'ait jamais eu à s'armer de sa lancette pleine d'antibiotiques théoriques et politiques (et bien sûr organisationnels), voire de son scalpel, pour lutter contre « l'infection » de l'OCI, voire couper les chairs décomposées. La raison en serait que :

« La conception de l'OCI — aurait été — tout récemment élaborée. Mais elle a pour base une rupture entre théorie et pratique dont elle est une manifestation. »

Ainsi il serait possible d'avoir — bien qu'étant infecté — une théorie correcte et une pratique fautive, une base politique juste et une pratique organisationnelle erronée ! Le texte de la LRSH et du CO de l'Est conclut :

« Il y a une divergence entre ceux qui veulent traduire cette résolution sur le plan organisationnel et ceux qui refusent en traçant la voie vers la dissolution. »

En d'autres termes la « base ferme » sur laquelle se constituerait la dite « fraction trotskyste » aurait été élaborée par les « liquidateurs » du CI et au-delà, bien évidemment, de la IV^e Internationale. Certes il n'y a pas identité entre théorie, textes politiques et pratique, mais tout de même, lorsque la « pratique » c'est la liquidation, la destruction de l'instrument de reconstruction de la IV^e Internationale, il est impossible que la trace de cette pratique ne se retrouve pas dans chaque texte politique. Alors... alors... Quelles sont ces palinodies, ces jongleries ?

S'adressant au BP de l'OCI, Varga écrivait le 12 juin 1972 :

DES ECOLIERS ? MAIS DE QUELLE ECOLE ?

Donc au printemps de cette année, Varga, la LRSH, le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est étaient fondamentalement en accord avec la politique de l'OCI. En ce temps ils aimaient l'OCI. Elle était leur mère à tous. Et encore à la pré-conférence — ils l'affirment — leur « volonté de marcher ensemble avec l'OCI (leur) a caché ce fait (la profondeur des divergences). D'autant (qu'ils étaient) persuadés qu'elle commettait une erreur... et encore... provisoire ». Aussi quelle rude épreuve fut pour eux de subir à la pré-conférence les « méthodes » de l'OCI : « la consternation de la délégation est-européenne » (il s'agit bien de la délé-

« Nous savons tous que dans la période que nous vivons ce sont les problèmes les plus fondamentaux (ceux du Front unique et du gouvernement ouvrier et paysan) dans toute leur dimension se situant au centre de l'ensemble de notre combat contre le stalinisme, le pabliste et le gauchisme varié. Déjà aujourd'hui dans tous les pays et sous des formes multiples ce sont les problèmes à clarifier et à résoudre dans la pratique. Comment voulons-nous les clarifier et les résoudre concrètement en Allemagne, en Espagne, au Moyen-Orient, etc. Si à cause de divergences autour d'eux nous laissons planer une équivoque au-dessus (et dans l'organisation internationale chargée justement de cette bataille. »

C'était, selon la Varga du 12 juin 1972, une base fondamentale de son accord avec l'OCI que les questions du Front unique ouvrier et du gouvernement ouvrier et paysan. L'OCI, on en conviendra, n'a laissé planer aucun équivoque sur elles au cours de la pré-conférence et dans la résolution politique qu'elle a soumise à celle-ci (puisque c'est une ferme base politique). Mais la Varga du mois de septembre a changé d'opinion, encore que cette variation d'opinion il ne puisse la formuler qu'en langue hongroise, ce qui, bien sûr, facilite la discussion au sein du CO pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Il écrit dans sa lettre réservée aux militants de la LRSH :

« La base ici en France, ce sont les problèmes propres de l'organisation française... Ce qui devient de plus en plus clair, à propos du Front Populaire qui approche c'est leur opportunisme envers le parti stalinien. Des exemples de cette politique : la proposition de réunification de l'UNEF avec les staliniens ainsi que le pacte électoral conclu avec les pablistes, c'est-à-dire la non-publication de ce pacte... »

L'accord fondamental est loin, très loin. Y compris sur les questions du Front unique ouvrier, et gouvernement ouvrier et paysan, Varga est en désaccord « fondamental » avec l'OCI.

Ce plat est très fortement épicé. Or quelques remarques préliminaires, avant d'en venir au fond de ce texte, sont encore nécessaires.

gation est-européenne) fut indicible. Néanmoins, un vieux proverbe affirmant « lorsqu'on te fait des serments d'honnêteté, mets la main sur ton portefeuille », regardons-y de plus près.

L'une des manifestations des « méthodes » de l'OCI ce fut la condamnation par le BP de l'OCI de l'attitude de deux militants de la LRSH, participant à la pré-conférence de juillet, alors membres de l'OCI. Le BP considéra en effet qu'en parlant de « pédagogie de classe », en mettant en cause la présidence du camarade Lambert, A... et A... accusaient l'OCI de vouloir manipuler la conférence. « C'est faux, pas du tout », ont affirmé la LRSH, Varga, A... et A... en

particulier (1). A tel point que, une fois encore, le 5 octobre, au cours de la réunion de la Commission de contact A... et Varga firent la déclaration suivante :

« L'OCI n'a jamais contesté aux représentants de la Ligue le droit de défendre leurs positions à la pré-conférence. Ce que la Ligue conteste, c'est le droit de l'OCI de condamner publiquement A... et A... en tant que membres de l'OCI pour des faits qui se sont déroulés à la pré-conférence où ils étaient délégués de la Ligue et relevés de la discipline de l'OCI par le Bureau politique de l'OCI. »

Retenons de cette déclaration que l'OCI n'a jamais contesté aux représentants de la Ligue le droit de défendre leurs positions à la pré-conférence. Mais dix jours plus tard le texte de la Ligue est publié. On y lit :

« La direction de l'OCI — nous le supposons — ne nous a pris que comme une fraction récalcitrante qui reviendra rapidement au bercail. »

Laissons de côté l'hypocrite « nous le supposons ». Il ressort de cette proposition que l'OCI aurait considéré la Ligue comme une simple appendice, une simple « fraction récalcitrante ». L'OCI aurait voulu la faire revenir « rapidement au bercail ». Pour tout le monde, et pour Varga et A... en premier, cela signifie que l'OCI n'admettait pas l'indépendance politique de la Ligue Hongroise et que, d'une façon ou d'une autre, elle allait le lui faire sentir et comprendre. Dès lors la vraie signification des interventions d'A... et d'A... s'éclaire : dressés sur leurs ergots, ils accusaient l'OCI d'agir pour que la « fraction récalcitrante » (la LRSB) revienne « rapidement au bercail » ; en clair, qu'elle s'aligne derrière l'OCI. Ils accusaient l'OCI de retirer à la LRSB, et par extension au CO de l'Europe de l'Est leur indépendance politique. Ils accusaient l'OCI de tenter de les manipuler et en conséquence de manipuler la pré-conférence.

La duplicité de Varga et d'A..., leurs mensonges, leurs falsifications éclatent au grand jour.

Varga et ses émules sont capables de nombreux exploits du même genre. Ils en administrent les preuves de nombreuses fois dans ce fameux texte. Ainsi, qui l'aurait cru, trois mois plus tard ils ont enfin trouvé une explication à l'expression d'A... : « **Pédagogie de classe** » — « **Le camarade A... l'utilisant a exprimé que le camarade Lambert ne devrait pas se comporter comme des pédagogues, sommant les petits enfants de réciter leur devoir.** » C.Q.F.D.

Il n'a pas fallu moins de trois mois d'activité théorique intense à ces puissants marxistes pour élaborer cette « thèse ». Mensonge risible, duplicité éhontée, grossière falsification.

Varga et ses partisans ne s'embarrassent de rien. Ainsi écrivent-ils dans leur texte : « **Le camarade Lambert incarne l'OCI** », aurait déclaré Stéphane Just. En fait Stéphane Just a expliqué : « **A la pré-conférence lorsque Lambert présidait, il incarnait l'OCI, c'est l'OCI donc que vous mettez en cause.** » Mensonge, duplicité, falsification.

Mais Lambert n'est qu'une brute violente et immonde. Nous lisons :

« S'est précipité de la tribune sur le camarade de "Politica Obrera" et l'a trainé à la tribune. »

Pauvre camarade de « Politica Obrera » qui, terrorisé, est installé de force à la tribune. Ce n'est pas tout :

« Il l'a nommé lui-même président de séance sans attendre que la pré-conférence se prononce. »

Cette fois c'est la pré-conférence qui est terrorisée (pour un peu les « cogneurs » de l'OCI seraient intervenus). Nous ne sommes pas au bout :

« Le camarade Lambert est resté sur la tribune non pas pour diriger les débats mais les inscriptions. »

Nous y voici à nouveau, Lambert et Just manipulaient la conférence. Pour preuve :

« A ce sujet il y avait une curieuse alternance de prise de parole : le camarade Just suivait le camarade Lambert qui a rendu la parole à ce dernier et ainsi de suite. »

Il faudrait en conclure que le président était, soit terrorisé, soit complice, et que la pré-conférence entière était terrorisée. Le curieux est qu'A... et A... et autres ne bronchaient pas, bien qu'ils aient refusé précédemment la présidence du camarade Lambert. Mais oui, selon le texte de la LRSB et du CO de l'Europe de l'Est, Lambert et Just utilisaient la terreur :

« Ces interventions ont clairement signifié une pression sur la pré-conférence. »

Ainsi : « **Elles étaient pleines de sous-entendus menaçants.** »

Enfin, aux sous-entendus menaçants, succède la menace terrible et sans sous-entendus : elle visait « **ceux qui ont des opinions différentes et qui ne s'inscrivent pas.** »

Et, comme un claquement sec de révolver : « **Qu'ils s'expliquent — avons-nous entendu.** »

Subtiles les délégations de la LRSB et de l'Europe de l'Est.

« Ont parfaitement compris qu'il s'agissait d'elles. »

Mais gardant un sang-froid teinté d'héroïsme :

« Conformément à leur décision de ne pas intervenir tout au début — seules juges du moment de leurs interventions — elles sont restées impassibles. »

(1) Voir sur ce point, en annexe, les extraits du rapport du Bureau politique de l'OCI.

Ouf ! Nous revenons de loin. Ce mélodrame de mauvaise facture veut faire impression. Il suffit de connaître le camarade de « Política Obrera » pour savoir que ce n'est pas le genre d'homme à se laisser « trainer » à la tribune, à se laisser imposer la tutelle de Lambert, de Just ou de tout autre. C'est surtout avoir un souverain mépris des militants présents à la conférence que de laisser entendre qu'ils se laisseraient terroriser. Quant à l'exigence que la LRSH et le CO de l'Europe de l'Est s'expliquent dès lors qu'il était patent qu'ils étaient en désaccord avec le rapport présenté par le camarade François au nom de l'OCI, lequel reprenait les grandes lignes du rapport écrit, cette exigence était parfaitement normale. En tout cas elle contredit l'affirmation formulée par ailleurs selon laquelle l'OCI voulait étouffer le débat :

« Pour comprendre la consternation de la délégation est-européenne, nous devons revenir aux journées précédentes... Le délégué de "Política Obrera" a parlé trois heures... Le lendemain on nous presse de s'inscrire et on veut limiter le temps de parole à quelques minutes. »

La vérité est totalement différente et très simple. Ainsi qu'il arrive toujours, la pré-conférence allant vers son terme, il fallait limiter les temps de parole dont pouvaient disposer les orateurs, la discipline devait être plus stricte. Mais il ne dépendait que de Varga, ou d'un autre militant de la LRSH, qu'ils disposent du temps nécessaire pour faire un contre-rapport ou une intervention plus longue : il suffisait qu'il le demande. Personne n'est responsable, à part eux, du sang-froid teinté d'héroïsme dont ils font preuve et qui leur impose de « rester impassibles » et de ne s'expliquer publiquement et clairement que contraints et forcés. Ce même sang-froid teinté d'héroïsme a dicté l'attitude de Varga à la session du CC de l'OCI de septembre, lorsque, à la suite du rapport sur la pré-conférence, il lui fut offert de prononcer un contre-rapport, il refusa, il déclara vouloir intervenir le dernier, ce que le CC accepta. Malheureusement à la première occasion il prit la porte en refusant de s'expliquer au sein de l'organisme dirigeant de l'OCI auquel le congrès l'avait élu. Et ceci éclaire cela. Une fois encore : affabulation, mensonge, duplicité, falsification.

Nous ne sommes pas au bout. Le 15 octobre se réunit le Bureau International. Le camarade Scali, délégué de l'OCI, intervient, il analyse le projet de statuts du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Europe de l'Est.

Y..., membre du CO d'Europe de l'Est, le coupe et déclare : « C'est un faux. » Scali lui répond : « Je reconnais les caractères bien connus de la machine à écrire qui a servi à frapper ce texte. » Y... se reprend et dit : « C'est un brouillon. » Un brouillon envoyé comme projet ! Varga se rend compte que l'explication ne colle pas et il donne une interprétation très personnelle de ce que « veut dire Y... » : « Le texte est faussement interprété par les camarades de l'OCI. » En trente secondes trois « explications » différentes. Mensonge, duplicité, falsification.

La façon dont est expliquée l'histoire du texte du 20 juin 1972, soumis par Varga au BP de l'OCI, est tout aussi édifiante. Il s'agit d'un texte de discussion pour le BP, disait alors Varga. Au cours de la réunion de la commission de contact du 5 octobre, Varga confirme encore. François lui ayant demandé si ce texte devait être publié et diffusé à la pré-conférence, il répond :

« Les choses se sont passées comme le dit François à propos du texte du 20 juin. »

C'est-à-dire que c'est à la demande de Varga que ce texte ne fut pas publié et diffusé.

Vient ensuite une explication qui déjà altère la vérité :

« Nous étions convaincus que vous faisiez une erreur. C'est pourquoi nous voulions la redresser et c'est pourquoi nous avons limité la discussion à la direction de l'OCI. Quand j'ai dit qu'il fallait réfléchir, c'était sur les racines de cette erreur et sur comment mener la discussion. La pré-conférence nous a appris beaucoup de choses et nous préparons un autre texte qui sera soumis au Bureau International, mais on ne peut pas dire que nous n'avons pas de position. »

(Procès-verbal de la réunion de la commission de contact, du 5 octobre.)

En vérité Varga a, après la discussion au BP du 30 juin, expliqué que nos arguments l'ébranlaient et qu'il lui fallait encore réfléchir. Le texte que nous analysons opère un nouveau glissement :

« A cette réunion du 30 juin, le BP ayant rejeté ce texte, aussi le camarade Varga a conclu qu'il réfléchirait. Et puisque nous tous voulions convaincre la direction de l'OCI, il fallait décider après cette tentative échouée au dernier moment de l'attitude de nos délégations à la pré-conférence. Le camarade Varga n'avait pas le droit d'en décider seul. Et bien naturellement cela demandait réflexion et discussion. »

Donc, selon ce texte, Varga n'a pas demandé la publication parce qu'il ne pouvait décider seul. La version est une fois encore différente. Quoiqu'il en soit, trois mois plus tard, malgré une intense réflexion, tous les cerveaux des militants de l'Europe de l'Est phosphorant ensemble n'ont toujours pas été capables de « décider ». A la question que je pose à Varga, pendant la réunion de la Commission de contact qui s'est tenue le 5 octobre : « Faut-il publier le texte du 20 juin ? », ni Varga, ni d'autres militants de l'Europe de l'Est ne répondent. Mais il y aura une ultime et, espérons-le, définitive version à cette affaire du texte du 20 juin ; le texte diffusé le 15 octobre au BI par la Ligue Hongroise et le CO de l'Europe de l'Est écrit :

« Ils — "ils" c'est le BP de l'OCI — auraient mieux fait en attendant de publier notre texte du 20 juin et aussi la note du camarade Varga remise au BP de l'OCI le 16 juin. »

Et plus loin :

« Nous sommes bien obligés de faire état de ces discussions car ne publiant pas notre texte et faisant silence sur ces discussions la direction de l'OCI développe toute une campagne nous accusant devant les militants de ne pas avoir une position et d'avoir refusé la discussion. »

Autrement dit la direction de l'OCI aurait escamoté le texte du 20 juin, ce texte que Varga estimait ne pas devoir être publié.

Mensonge, duplicité, falsification.

On est obligé de s'interroger : pourquoi ces mensonges, cette duplicité, ces falsifications ? Lambert, prétendent-ils, exigeait que comme des écoliers studieux et disciplinés les délégués de la LRSH récitent leurs leçons. Mais quelles leçons leur a donné le maître Varga ? A quelle école les ont-ils apprises ? A l'école de la falsification, à l'école du stalinisme ?

VERS « L'INTERNATIONALE DE LA REVOLUTION POLITIQUE »

Laissons à d'autres le soin d'opérer une rupture artificielle entre la fin et les moyens : la méthode en général, les « méthodes » en particulier sont inséparables des objectifs politiques poursuivis. Après avoir montré comment Varga et ses compagnons mentent, truquent, falsifient, il faut aller directement au fond des problèmes. Au compte de quelle politique ces moyens sont-ils utilisés ? D'une politique liquidatrice du programme de la IV^e Internationale, de la méthode marxiste, d'une politique qui vise à détruire les forces qui combattent pour la reconstruction de la IV^e Internationale ; d'une politique qui s'efforce de détruire l'OCI ; d'une politique de capitulation devant la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties parasitaires ; d'une politique qui s'ordonne dans la sainte alliance de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin au moment où se préparent de nouvelles et puissantes crises révolutionnaires dans le monde.

La discussion portait au départ sur la question de savoir si le CI de la IV^e Internationale avait éclaté ou s'il se perpétuait. Les positions défendues par la LRSH étaient fausses et dangereuses, mais elles étaient discutables sur le terrain même de la IV^e Internationale (1). Cependant, ce n'était pour Varga et compagnie qu'un point de départ. Ils se préparaient à aller beaucoup plus loin : ce qui paraissait simple égratignure était déjà le signe d'une gangrène avancée, les mensonges, les faux-fuyants, la duplicité, les falsifications allaient le montrer.

Tout est devenu limpide dès lors que nous avons eu en main le « Projet de statuts du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Europe de l'Est ».

A vrai dire le ver était dans le fruit depuis au moins plusieurs mois.

Comme on le sait le CO des militants de l'Europe de l'Est fut constitué en janvier 1970. Il se constituait comme organisme placé sous le contrôle politique du CI, il était « associé au Comité International ». L'OCI et la LRSH au nom du CI participaient à cet organisme qui par définition était circonstanciel, avait une tâche de liaison, de coordination, d'organisation, de l'activité de construction de partis révolutionnaires dans chaque pays de l'Europe de l'Est. En aucun cas il n'était un embryon de super-parti, doté de statuts, centralisé, fonctionnant sur la base d'une discipline propre, disposant d'organes ou d'un organe élus à partir d'une ligne politique définie souverainement, à la majorité, et applicable par tous.

Dans la mesure où Varga était membre du CC et du BP de l'OCI et bénéficiait d'une large marge d'actions et d'initiatives, ce qui est normal, il a modifié insensiblement le caractère du Comité d'organisation sans que cela nous apparaisse rapidement. Initialement, cet organisme s'appelait Comité d'organisation des militants de l'Europe de l'Est ; il s'est, à l'initiative de Varga, transformé en Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est. A première vue il est difficile de saisir la différence. Nous n'y avons pas prêté attention. Deux responsables de l'OCI (dont moi-même) participions au nom de l'OCI aux réunions du CO de l'Europe de l'Est. Au cours des derniers mois nous n'avions pas été convoqués. Mais comme Varga était membre du BP, qu'il est rare que tout fonctionne parfaitement du point de vue organisationnel que le nombre de réunions est assez écrasant, nous n'y avons pas pris garde. En fait, nous étions tout doucement et sans bruit éliminés. Jusqu'au mois de juillet et y compris pendant les premières discussions de juin au BP de l'OCI sur le Comité International, le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est n'est pas apparu en tant que tel.

Utilisant la méthode de glissements insensibles d'une position à l'autre qui est devenue pour lui une seconde nature, Varga a procédé de la façon suivante. La note du 12 juin 1972 adressée au BP de l'OCI est signée Michel : c'est-à-dire qu'elle est une note d'un membre du BP remise au BP en tant que telle. Le texte du 20 juin est signé LRSH : c'est déjà un autre type de discussion. La lettre du 8 juillet au BP est encore signée LRSH. Mais à partir de septembre tous les textes ou lettres envoyés au BP de l'OCI sont signés conjointement LRSH et Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est. Dès lors il est devenu clair que celui-ci avait changé de nature : d'organisme de liaison et d'organisation, il était devenu un organisme ayant personnalité politique souveraine. Le changement d'appellation correspondait à un changement de nature : la délimitation impliquée dans les mots communistes (trotskystes) correspondait à la définition d'une organisation structurée et organisée comme une « organi-

(1) Voir en particulier, sur ce point, l'article du camarade Just, paru dans « Correspondance Internationale » n° 6 et intitulé « Pour la clarification politique ».

sation communiste » (ajouter « trotskystes » veut d'ailleurs dire qu'il existe d'autres « communistes » qui ne sont pas pas trotskystes) souveraine.

Les responsables de l'OCI qui y participaient antérieurement n'avaient évidemment pas leur place dans une telle organisation sinon, ainsi que le dira plus tard Varga, comme « invités » par le CO de l'Europe de l'Est quand il le considérerait utile. La mutation du Comité d'organisation d'une nature à l'autre, le droit écrit sanctionnant très souvent le fait, devait être consacré par le projet de statuts qui spécifie :

Chapitre 3/-c)

« L'orientation et la ligne politique générale du Comité d'organisation est définie par la conférence annuelle de tous les membres à la majorité des voix des militants votant à titre individuel, dont les résolutions sont obligatoires pour tous les groupes et organisations membres du Comité d'organisation. »

Sans doute le projet de statuts comporte d'autres articles qui contredisent celui-là. Ils n'ont d'importance qu'autant qu'ils soulignent une fois de plus la duplicité de Varga, rédacteur de ce projet.

Pour analyser les positions de Varga, il importe d'insister sur ce que signifie l'unité mondiale de la lutte des classes et ce que doit être son expression consciente, la IV^e Internationale et ses partis nationaux. L'unité mondiale de la lutte des classes est organique, elle est le produit de tout un développement historique : chacune de ses expressions nationales s'intègre à l'ensemble, nullement de façon arbitraire, mais comme une de ses composantes organiques. Les partis nationaux sont fondés sur cette réalité. Des partis de la IV^e Internationale ne peuvent être constitués arbitrairement ou alors ils sont contradictoires à l'unité organique de la lutte des classes, aux lois du développement de cette lutte des classes.

L'Internationale est fondée sur l'unité de la lutte des classes mondiale, elle en est l'expression consciente, elle est le parti mondial et non la somme des partis nationaux, justement parce que ces partis nationaux expriment ce qu'expliquait Trotsky :

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux... »

« ... Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient "qu'un supplément" aux traits généraux, une sorte de verrue sur la figure. En réalité les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux. Cette particularité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années. » Préface française de « La révolution permanente ».

Former un embryon de super-parti de l'Europe de l'Est c'est nier l'unité organique mondiale de la lutte des classes et cela d'une double façon : en brisant

l'Internationale, en la décomposant en Internationales régionales ; en niant la forme nationale du développement de la lutte des classes. En bref c'est nier que la lutte des classes est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu. C'est nier et la forme et le contenu.

Mais est-il inadmissible de constituer des organismes régionaux ? N'existe-t-il pas entre les pays de telle ou telle région, des relations économiques et politiques particulières qui exigent des objectifs communs aux prolétariats de ces pays ? Evidemment. Nous combattons pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, du Moyen-Orient, d'Amérique latine. De toute façon, ces relations, ces objectifs, ces mots d'ordre et perspectives demeurent subordonnés au développement de la lutte des classes mondiale, dans laquelle ils s'insèrent, laquelle reste nationale dans sa forme et internationale par son contenu. Il est possible et parfois indispensable de constituer des organismes de liaison, de coordination, éventuellement de réunir des conférences en fonction de situations données et d'objectifs politiques définis dans telle ou telle région du monde. Mais toujours et encore, tant qu'une situation historique nouvelle, de nouveaux rapports organiques ne se sont pas développés, ces organismes, ces conférences sont doublement subordonnés : à l'Internationale, aux partis nationaux. Les Etats multinationaux posent des problèmes particuliers du point de vue de la construction du Parti révolutionnaire qui ne peut ignorer ni les nationalités ni l'unité nécessaire du parti multinational que, dans ce cas, il s'agit de construire : ainsi en URSS, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie.

Mais examinons ce qu'il en est pour les pays de l'Europe de l'Est. Ils ont en commun : la transformation des rapports sociaux de production, la lutte contre l'oppression de la bureaucratie du Kremlin, la tâche révolutionnaire d'accomplir la révolution politique ; le mot d'ordre et la perspective transitoire (entièrement subordonnée au mot d'ordre et à la perspective politique des Etats-Unis socialistes d'Europe, eux-mêmes subordonnés à la lutte des classes mondiale) d'Etats-Unis socialistes d'Europe de l'Est, URSS incluse. Mais, tout au contraire, à ce jour, l'Europe de l'Est ne constitue pas un Etat multinational ; la transformation des rapports sociaux de production dans ces pays est le résultat d'un développement tronqué, abâtardi de la lutte des classes mondiale, de la révolution prolétarienne que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont contenu ; la révolution politique en URSS et dans les pays de l'Est est une composante de la révolution prolétarienne mondiale ; la révolution sociale dans les pays impérialistes est en dernière analyse la condition du maintien des rapports sociaux de production basés sur la propriété collective des moyens de production en Europe de l'Est, en URSS, comme dans le monde entier, encore que la révolution politique puisse vaincre dans tel ou tel pays de l'Europe de l'Est avant que la révolution sociale soit victorieuse dans tel ou tel pays capitaliste.

Plus que jamais l'imbrication politique entre chaque pays de l'Europe de l'Est, l'URSS et les pays capitalistes d'Europe de l'Ouest est directe et vivante.

Le développement de la Révolution politique en Pologne, en Tchécoslovaquie, en URSS, en Hongrie, en Bulgarie, en Roumanie, en Yougoslavie dépend du développement de la Révolution politique dans chacun de ces pays : c'est une évidence. Mais elle dépend tout aussi directement du développement de la Révolution sociale dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest et du reste du monde.

L'exemple le plus saisissant est naturellement celui de l'Allemagne : révolution sociale et révolution politique y fusionnent directement. L'unité de l'Allemagne produirait un explosif révolutionnaire sans égal. L'unité de l'Allemagne est aujourd'hui une revendication chargée d'un contenu révolutionnaire sans pareil. Le SPD se garde bien par exemple de constituer un parti unique de toute l'Allemagne. Il connaît le danger pour la bourgeoisie d'organiser en un même parti ouvriers et jeunes de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est. Il sait que la perspective de la réunification allemande ouvre la voie politique à la révolution sociale et à la révolution politique fusionnées. La révolution sociale ne peut se développer en Allemagne de l'Ouest que si elle intègre la révolution politique en Allemagne de l'Est ; la réciproque est peut-être encore plus vraie.

Il est indiscutable que la révolution sociale en Allemagne (et non seulement en Allemagne) aurait un effet majeur et direct sur le développement de la révolution politique en Pologne, en Tchécoslovaquie (et pas seulement dans ces deux pays) tout autant, sinon plus, que l'éclatement de la révolution politique en Hongrie par exemple sur le développement de la révolution politique en Pologne, en Tchécoslovaquie et dans les autres pays de l'Europe de l'Est. Les rapports économiques, sociaux, politiques avec l'Europe de l'Ouest (et avec le reste du système impérialiste) ne sont pas des rapports de bloc à bloc, **ces blocs seraient-ils constitués par les classes ouvrières de ces pays.** La ligne politique de la bureaucratie du Kremlin freine l'expression des tendances profondes qui existent dans chacun de ces pays : chaque bureaucratie prise en particulier s'efforce de nouer des liens économiques et politiques directs et pour son propre compte avec les grandes puissances capitalistes d'Europe et du monde, elle tente de briser le carcan du COMECON et des autres organismes. Ces bureaucraties expriment ainsi, mais en se soumettant aux exigences de l'impérialisme, le mouvement qui pousse l'économie de ces pays entravée dans son développement, distordue, déformée par la gestion bureaucratique et les cadres qui lui sont artificiellement imposés à s'intégrer plus profondément au marché mondial, à la division internationale du travail, non par la médiation d'une entité (les pays de l'Europe de l'Est), mais chacun directement. La classe ouvrière de ces pays tend tout autant à établir sa jonction directe avec le prolétariat de l'Europe occidentale qu'avec les prolétariats de l'Europe orientale. En ce qui concerne l'Allemagne de l'Est (avec l'Allemagne de l'Ouest), le prolétariat yougoslave, c'est l'évidence, mais c'est également exact en ce qui concerne la Tchécoslovaquie, la Pologne, etc.

Dans les conditions, le cadre et les limites qui étaient les siennes à l'origine, le Comité d'organisation

des militants de l'Europe de l'Est avait son utilité. Il était composé de délégations de noyaux de militants embryons de partis nationaux et de représentants de l'OCI. Internationalement, par la médiation de l'OCI et de la LRSH, il était politiquement sous le contrôle du CI (organisation assumant la continuité de la IV^e Internationale). Encore une fois il faut le répéter : la conférence des militants de l'Europe de l'Est a été organisée, officiellement, au nom du CI, par l'OCI et la LRSH. La proclamation politique était la conclusion d'un certain nombre de militants qui s'adressaient au militants de l'Europe de l'Est et qui leur faisaient part de leur bilan politique : se situer sur le programme de la IV^e Internationale ; reconstruire la IV^e Internationale ; construire dans chaque pays de l'Europe de l'Est des partis de la IV^e Internationale ; rejoindre le CI qui assumait la continuité de la IV^e Internationale. La faiblesse des noyaux nationaux, tout autant que les tâches politiques immédiates et à plus long terme, lutte contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, objectif commun de la révolution politique, rendaient nécessaire la constitution de cet organisme. Mais en aucun cas il ne s'agissait de constituer un embryon de super-parti. Jamais auparavant il n'avait été question de rédiger des statuts. Le simple projet de statuts est en quelque sorte un programme que ne fait que confirmer son contenu : la constitution d'un super-parti de l'Europe de l'Est, de la révolution politique. Ce qui n'est rien d'autre que la reprise sous une autre forme des vomissements du pablisme : le « monde stalinien », les « épiscopates de la révolution ». L'unité mondiale du prolétariat dans le temps et l'espace, son unité organique est disloquée.

Cependant le chœur des vierges se récrie : comment mais il s'agit d'un projet de statuts, rien que d'un projet ; par ailleurs notre texte comporte de multiples références à l'unité de la lutte des classes mondiale. Que ce projet ait forme est déjà très significatif. Mais, surtout, ce projet est la conclusion organisationnelle (unité de la théorie et de la pratique, de la politique définie et des mesures d'organisation, dirait Varga), même s'il fut rédigé avant que le soit le texte politique de la LRSH et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est déposé le 14 octobre 1972 au BI et intitulé « Pour le maintien du Comité International ». Soulignons en passant que compte tenu du projet de statuts et de la pratique politique de la LRSH et du CO de l'Europe de l'Est, la signature de la LRSH est superflue, puisqu'elle n'existe plus que comme une composante administrative de l'embryon de super-parti, de l'« Internationale de la révolution politique » dont les :

« Résolutions sont obligatoires pour tous les groupes et organisations membres du Comité d'organisation. » (Projet de statuts.)

Quant aux références formelles à l'unité mondiale de la lutte des classes, elles n'abusent que ceux qui veulent bien se laisser abuser. En matière d'éclectisme formel le pablisme a fait mieux. Venons-en donc au texte lui-même.

AU-DELA DU PABLISME

La citation suivante concentre tout le texte :

« Le pablisme n'a pas de caractère autonome en dehors de cette lutte fondamentale. Bien au contraire, il n'est concevable qu'en fonction de ce combat historique et mondial entre bolchevisme et stalinisme. Pour cette raison, cherchant ses racines, nous ne pouvons pas nous arrêter à sa conception subjectiviste-objectiviste (même si cette "pensée" lui est caractéristique) ni à la constatation très générale qu'il est le produit de la pression des forces ennemies. Or déjà nous devons remarquer une chose. S'il est vrai que le pablisme subit l'influence et la pression de l'impérialisme, de la social-démocratie, de la petite-bourgeoisie, il est erroné d'établir une identité entre ces pressions et celle du stalinisme, comme le fait le texte de l'OCI, à plusieurs reprises. Car précisément une telle identification efface l'essentiel, notamment qu'il s'agit du combat entre stalinisme et bolchevisme. Que le renforcement relatif de la social-démocratie ainsi que la prolifération des courants petits-bourgeois eux-mêmes trouvent l'explication dans le rapport des forces entre bolchevisme et stalinisme par rapport à la classe ouvrière internationale. »

Cette thèse contient la révision totale du marxisme et bien entendu des analyses de Trotsky sur la bureaucratie du Kremlin, ainsi que du programme de fondation de la IV^e Internationale.

Assurément c'est en luttant contre le stalinisme que l'opposition de gauche, et ensuite la IV^e Internationale, ont assumé la continuité du bolchevisme. Mais quel est le contenu de la lutte de l'opposition de gauche, de la IV^e Internationale (du bolchevisme) ? La lutte pour la révolution prolétarienne : c'est-à-dire la lutte de classe du prolétariat développé jusqu'à la victoire contre son ennemi de classe la bourgeoisie. Si des textes de l'OCI laissent à penser qu'il y a « identité entre la pression de l'impérialisme et le stalinisme », il faut rectifier... Rectifier dans un sens radicalement différent de celui du texte du CO de l'Europe de l'Est. A notre époque, comme à celle de Marx, pour la I^{re}, la II^e, la III^e et la IV^e Internationale, la lutte des classes mondiale oppose : prolétariat et bourgeoisie.

Réformisme, stalinisme, pablisme ne sont que des formes particularisées, de la « pression » de l'impérialisme (de la bourgeoisie), sur le prolétariat : plus précisément des formes, des instruments de la lutte des classes contre le prolétariat. Varga d'un seul coup raye cette lutte des classes et il fait surgir, à la façon d'un illusionniste, un monde nouveau dominé par le stalinisme. Le stalinisme n'est que l'expression idéologique et politique d'une couche sociale : la bureaucratie du Kremlin. Pour Pablo « qu'on le veuille ou non, la réalité dominante nouvelle "était" la lutte entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ». Un nouveau prophète s'est levé qui annonce « le dépassement du pablisme » : la réalité dominante est la lutte entre la bureaucratie du Kremlin et la classe ouvrière, et le reste lui est subordonné.

Non ! Le stalinisme, ou plus exactement la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est, sont, ainsi que l'a démontré Trotsky, les agents de la bourgeoisie (de l'impérialisme) au sein des Etats ouvriers dégénérés ou déformés. Les rapports sociaux de production issus de la révolution d'octobre 1917 et étendus après la deuxième guerre mondiale aux pays de l'Europe de l'Est, qui sont des rapports sociaux de production transitoires entre le capitalisme et le socialisme, vivent dans la conscience des masses.

La bureaucratie du Kremlin a trahi la révolution mais elle n'a pu encore la renverser et restaurer le mode de production capitaliste, car la révolution a une grande force de résistance, mais elle y tend, étant entendu que cela signifierait son propre éclatement. Les développements politiques des vingt dernières années confirment totalement cette analyse. La nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire, « l'imminence de la révolution et de la contre-révolution » la précisent. La révolution politique et la contre-révolution bourgeoise dont les bureaucraties parasitaires sont les agents en Europe de l'Est s'inscrivent dans une nouvelle période de développement de la révolution prolétarienne mondiale contre l'impérialisme, le capital, la bourgeoisie et ses agents, révolution qui a commencé en Russie en 1917.

La bureaucratie du Kremlin est une couche sociale particulière, mais elle est organiquement liée à la bourgeoisie mondiale, son existence dépend de l'existence de l'ordre social bourgeois à l'échelle mondiale, c'est pourquoi elle est du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale. Elle incarne la contre-révolution bourgeoise inachevée au sein de l'Etat ouvrier.

Voilà ce que Varga et ses collaborateurs balaient, pour faire surgir leur nouvelle « réalité » mondiale. Ils poursuivent :

« Le renforcement relatif de la social-démocratie ainsi que la prolifération des courants petits-bourgeois eux-mêmes trouvent son explication dans le rapport des forces entre bolchevisme et stalinisme par rapport à la classe ouvrière internationale. »

Venant à la fin de la citation faite plus haut, cette affirmation est dangereuse et fautive. Il est vrai que la bureaucratie du Kremlin par sa politique a été un facteur de conservation, de perpétuation de la social-démocratie, cependant fondamentalement le « stalinisme » est né de la modification des rapports de force entre le prolétariat mondial et la bourgeoisie. C'est notamment la survivance de la social-démocratie qui a été une des raisons des défaites des prolétariats européens aux lendemains de la révolution russe, lesquels ont été à l'origine de la naissance et de la victoire du « stalinisme » sur le « bolchevisme ».

La crise de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin et de cette bureaucratie elle-même, leur désagrégation, leur éclatement résultent et résulteront des rapports de force nouveaux entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat mondial : la bureaucratie du Kremlin et son appareil international occu-

pent une place qui leur est propre dans la lutte des classes mondiale, mais aux côtés et au compte de l'impérialisme, c'est-à-dire de la bourgeoisie !

La crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international trouve son explication dans le rapport des forces entre les classes, entre la bourgeoisie et la classe ouvrière qui se développent à l'échelle mondiale : L'unité entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ne signifie pas leur identité. Mais si l'on ne part pas de « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, époque des guerres et des révolutions », de la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, pour analyser la bureaucratie du Kremlin, la situer par rapport à cette lutte des classes, à son développement historique, on aboutit obligatoirement aux siècles de transition de Pablo. Une différence toutefois : pour Pablo la bureaucratie du Kremlin, et ultérieurement les bureaucraties qui se constitueraient, avaient encore à vaincre l'impérialisme ; pour Varga et consorts cette phase est dépassée, l'impérialisme, la bourgeoisie sont des survivances mineures. La lutte de « classes » fondamentale se déroule entre le prolétariat et les bureaucraties du Kremlin. Nous sommes entrés dans les siècles de transition.

Car il est indispensable de bien saisir le mécanisme de la pensée pabliste. Ce n'était pas seulement les siècles qui comptaient dans cette formule. Ils n'étaient en quelque sorte qu'une conséquence d'une période historique nouvelle : le mode de production capitaliste disparaissait, il était remplacé par la « société bureaucratique », aux anciennes divisions de classe se substituaient de nouvelles divisions de classe, bureaucratie-prolétariat. Il s'agissait bien d'une nouvelle période de l'histoire du monde. Actuellement il est impossible d'oublier que le mode de production capitaliste reste le mode de production dominant. Cela Varga ne peut le nier. Il procède autrement : selon lui, certes le mode de production capitaliste subsiste mais, du point de vue de la lutte des classes, la bourgeoisie disparaît ou ne joue plus qu'un rôle secondaire. Tout se joue dans la lutte entre la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites,

la bureaucratie chinoise peut-être, et le prolétariat de ces pays. Il s'agit bien d'une nouvelle période de l'histoire du monde dans laquelle nous sommes entrés le plein pied. Que Varga le veuille ou non, cela signifierait que la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, la bureaucratie chinoise ont une force qui ne procède pas de leur lien avec l'impérialisme (c'est l'inverse qui serait devenu vrai, la « pression » impérialiste serait secondaire par rapport au « stalinisme ») mais de leur nécessité historique. La « société bureaucratique », qui recèle évidemment des antagonismes sociaux, serait un stade du développement de l'humanité, le stade dans lequel nous sommes rentrés. D'ores et déjà elle serait la « réalité » dominante. On ne voit pas pourquoi elle ne se perpétuerait pas pendant des siècles.

Ce n'est même plus la théorie des épicycles de la révolution chère aux pablistes. C'est la théorie de l'épicentre du monde entier qui se situe en URSS, dans les pays de l'Europe de l'Est auquel le reste du monde serait subordonné. En conséquence l'« Internationale » se concentrerait en Europe de l'Est et en URSS. L'« Internationale de la révolution politique » serait fondée en théorie. Les autres « secteurs » de l'« Internationale » seraient secondaires. Secondaires dans le sens procédant, de découlant de. A quelque chose près cependant : la révolution politique n'aurait pas lieu d'être, tout au moins pas ce que Trotsky entendait par révolution politique, si la bureaucratie avait une légitimité historique, ainsi que le sous-tend la position de Varga. Alors, même des mouvements révolutionnaires en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est n'auraient comme objectif que de la réformer. Ce serait donc l'Internationale de la réforme de la bureaucratie. Pour les pablistes et les petits-bourgeois de toute obédience, le monde se divise en : monde capitaliste, monde « socialiste », tiers-monde. Désormais le sphinx a parlé : le monde se divise bien sûr ainsi, mais tous ces mondes dépendent du vrai monde : le monde bureaucratique.

Cette conclusion se dégage de l'analyse du texte de Varga. Elle ne doit rien à l'exagération polémique ainsi que le prouve la suite.

CONSEQUENCES DE LA METHODE DES « RACINES OBJECTIVES » SELON VARGA

Cette vision du monde s'exprime dans sa conception de la crise de la IV^e Internationale et de ses origines :

« En premier lieu (affirme le texte) nous pensons également avec l'OCI que le pabliste se caractérise par ses "théories" et pratiques de briser l'unité mondiale de la lutte des classes. »

Il s'agit de la « phrase trotskyste » indispensable à tout texte révisionniste. Voyons la suite. Mais :

« Nous ne pouvons accepter que la racine du pabliste soit une "conception", une attitude subjectiviste-objectiviste devant l'histoire comme le texte l'affirme (le rapport sur la reconstruction

de la IV^e Internationale soumis par l'OCI à la pré-conférence). **C'est du pur idéalisme. »**

Après un long développement qui contient la citation faite plus haut, le texte du CO de l'Europe de l'Est en vient à ses propres conclusions :

« Dans sa lutte pour la destruction de la IV^e Internationale, le stalinisme a réussi à couper la IV^e Internationale. Il n'a pas "seulement" brisé l'unité mondiale de la lutte de la classe ouvrière, mais en exterminant les partis et organisations trotskystes en URSS et en Europe de l'Est, en assassinant Trotsky, il a pu briser l'expression organisée de cette unité. Il a réussi à la briser précisément en son point essentiel et central.

Là où s'exprime l'unité mondiale de la révolution du prolétariat des pays capitalistes et de la classe ouvrière des pays dominés par la bureaucratie. Or du point de vue de la continuité du bolchevisme, contenu de la IV^e Internationale contre le stalinisme, c'est l'essentiel. Il est donc inexact de dire que c'est le pablisme qui a détruit le bolchevisme comme organisation mondiale. C'est considérer l'histoire et la crise de la IV^e Internationale en elles-mêmes, détachées de cette lutte contre le stalinisme. C'est expliquer la naissance du pablisme à partir de la IV^e Internationale et détacher cette dernière du terrain réel de la lutte des classes. Non, le pablisme a tout fait pour parachever "seulement" la destruction entreprise par le stalinisme. Il s'agit toujours du même combat entre bolchevisme et stalinisme."

Nul plus que l'OCI n'apprécie l'importance capitale pour la IV^e Internationale et le prolétariat mondial de l'extermination des bolcheviks, des trotskystes et de Trotsky lui-même par la bureaucratie du Kremlin, encore que le lien avec l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est n'ait jamais été rompu malgré ce que Varga affirme. Mais Varga, ici, nous explique autre chose, tout en donnant des coups de chapeau à l'« unité mondiale de la lutte des classes ». Le stalinisme n'a pas « seulement » brisé l'unité mondiale de la lutte de la classe ouvrière. Ce premier point exige discussion. L'unité mondiale de la lutte de la classe ouvrière est un phénomène objectif qui découle de l'unité mondiale de l'économie et de ses contradictions, de la division internationale du travail et du marché mondial et de leurs contradictions, de la nécessité pour le prolétariat d'en finir avec la propriété privée des moyens de production et de briser l'étroitesse des frontières nationales dans lesquelles étouffent les forces productives. Quels que soient les moyens politiques dont disposent la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, ils ne peuvent briser cette unité. Elles-mêmes sont bien plutôt le produit de l'unité mondiale de la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie comme expression du maintien de la domination à l'échelle mondiale de l'impérialisme ainsi qu'il a été expliqué plus haut.

La révolution politique qui se développe comme un des éléments constitutifs de la révolution prolétarienne mondiale leur rappelle de l'autre bout, du point de vue du prolétariat, l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat. Elles ne pourraient avoir brisé ce mouvement objectif de la classe ouvrière que dans la mesure où le mode de production de l'URSS et de l'Europe de l'Est serait indépendant de l'économie mondiale. La proposition de Varga n'est pas « seulement » fautive, mais radicalement, mais méthodologiquement fautive. Elle correspond à la notion du « monde stalinien ». Il y aurait deux ou trois mondes juxtaposés, l'un à côté de l'autre, tout au plus les luttes de classes seraient parallèles, et en fait étrangères les unes aux autres. La proposition sur « la destruction de l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat » ne peut être vraie qu'au niveau de la conscience de l'unité de cette lutte des classes et de son expression organisée. Mais encore faut-il ajouter que la destruction par la bureaucratie du

Kremlin et la bourgeoisie, de la conscience chez le prolétariat de l'unité de la lutte des classes mondiale serait une manifestation, une expression de l'unité mondiale de la lutte de classe de la bourgeoisie contre le prolétariat : donc toujours sur la base de l'unité mondiale organique de la lutte des classes entre bourgeoisie et prolétariat. En ce sens, mais en ce sens seulement, cette proposition est acceptable, à condition toutefois d'en tracer les limites.

Il est sûr que le poids politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international n'a pas permis au prolétariat mondial d'accéder à la claire conscience politique de l'unité de sa lutte et qu'ils sont parvenus à le diviser contre lui-même sur le plan politique. L'Europe et l'Allemagne en particulier ont consacré cette situation politique. Mais est-ce vrai en ce qui concerne la IV^e Internationale ? Non !

L'existence de la IV^e Internationale n'est pas déterminée par l'existence de sections en URSS ou dans les pays de l'Europe de l'Est. Elle est déterminée par le programme de la révolution mondiale, par une organisation internationale combattant de façon centralisée et homogène sur ce programme. Au sens strict du terme, la IV^e Internationale n'a jamais été une organisation mondiale ayant des sections dans chaque pays ; la I^{re}, la II^e, la III^e Internationale ne l'ont pas été non plus. Mais au sens politique, la IV^e Internationale était une organisation mondiale, y compris lorsque sa section russe était exterminée par Staline. La pensée de Varga et des co-auteurs de ce texte se précise lorsqu'ils écrivent :

« Non, le pablisme a fait tout pour parachever (souligné par moi) "seulement" la destruction entreprise par le stalinisme. »

S'il en était ainsi il faudrait en conclure : la destruction de la IV^e Internationale était d'ores et déjà consommée lorsque la section russe a été exterminée par Staline et Trotsky assassiné. Le reste a été complémentaire, a « parachevé » cette destruction et cela précisément au moment où Staline mit l'accent dernier à la destruction de la IV^e Internationale.

« Il est d'une importance considérable que c'est parallèlement avec cette destruction (de la IV^e Internationale) en Europe de l'Est (en 44-47 S.J.) et donc avec le raffermissement de la domination du stalinisme sur le mouvement ouvrier, que sont apparus les premiers signes du révisionnisme à l'intérieur de la IV^e Internationale qui trouveront plus tard leur expression complète dans le pablisme. La racine du pablisme est donc la guerre du stalinisme contre le bolchevisme, sa continuité, avec des succès non négligeables et en particulier la liquidation des organisations de la IV^e Internationale dans les pays sous la domination de la bureaucratie. »

Si l'interprétation de Varga de l'origine et du développement du pablisme et de la crise de la IV^e Internationale était correcte, ce ne serait que complémentaiement que Staline aurait détruit les sections des autres pays de l'Europe de l'Est, après avoir détruit la section russe : vraisemblablement afin de ne pas

blessier l'amour-propre national de Varga et des « communistes (trotskystes) des pays de l'Europe de l'Est », pour leur permettre de devenir des compagnons du monde de la révolution politique et, ainsi que nous le verrons par la suite, pour qu'ils redonnent à la IV^e Internationale, par leur adhésion au CI, sa dimension mondiale (cela en toute humilité internationaliste bien sûr).

Il faut remonter à ce qui, selon la méthode de Varga, a été le moment déterminant dans la lutte entre « le stalinisme et le bolchevisme », à la lutte entre la fraction stalinienne et l'opposition de gauche à l'intérieur du parti bolchevik : là résideraient les origines du pablisme et de la crise de la IV^e Internationale.

En effet, la version de Varga, sa « méthode » des « racines objectives » de la crise de la IV^e Internationale, a ses exigences. Elles contraignent à considérer non seulement que le pablisme mais que l'assassinat de Trotsky, que la destruction de la section de l'URSS, que la liquidation de centaines de milliers de bolcheviks n'ont fait que « **parachever** » la « **défaite du bolchevisme face au stalinisme** » : cette défaite est celle de l'opposition* de gauche écrasée au sein du parti bolchevik et au sein de l'IC par la bureaucratie du Kremlin.

C'est à ce moment qu'aurait été consommée — à raisonner comme Varga — la crise de la IV^e Internationale ; là seraient les racines du pablisme. En d'autres termes, ce qui pour Trotsky exigeait que soit fondée et construite la IV^e Internationale est, pour Varga, à l'origine du pablisme et de la crise de la IV^e Internationale. En bref, la IV^e Internationale était mort-née.

Il ne fait pas doute que Varga va protester, citer tels ou tels textes qu'il a écrits, ou même telles ou telles parties ou phrases du texte « **Pour le maintien du CI** » afin de « démontrer » que ce n'est pas sa position. Peu importe ses protestations et celles de ses compagnons, la méthode de leur texte amène à ces conclusions. Ils ne les tirent pas parce qu'ils

sont éclectiques, car l'éclectisme leur est indispensable pour couvrir leurs positions politiques.

Mais nous ne faisons encore que suivre le fil conducteur du texte qu'ils ont commis. Il doit nous conduire aux « racines objectives ». La défaite de l'opposition de gauche, la victoire du stalinisme sont les conséquences d'affrontements entre des hommes vivants et entre des organisations.

Ne sombrons surtout pas dans l'« idéalisme », les « conceptions », les rapports de force ont des « racines objectives ». Il faut bien que la défaite de l'opposition de gauche, que les défaites des révolutions allemande, chinoise et autres aient également des « racines objectives ». Varga ne tolérerait pas que ces défaites soient mises au compte de « conceptions », de quelque « objectivisme-subjectivisme ». Mais alors quelles peuvent bien être ces « racines objectives », quelle réalité matérielle les nourrit ? Obligatoirement l'absence de maturité de la situation objective.

Si la révolution a été battue en Chine et dans les pays capitalistes économiquement développés, en Allemagne en particulier en 1918-1923, ce ne peut être en raison de « conceptions », « d'idées », mais très simplement parce que le capitalisme, l'impérialisme, malgré de violentes contradictions et convulsions, étaient en mesure de les surmonter : l'impérialisme n'était pas le stade du capitalisme pourrissant. C'est toute la base du « bolchevisme », les fondements du programme de transition qui sont remis en question par la méthode de Varga.

La révolution russe cesse du même coup d'être le premier chaînon de la révolution mondiale. Si elle n'est pas un accident de l'histoire, ses causes sont spécifiques à la Russie ; l'extension des conquêtes d'octobre en Europe de l'Est a également des origines spécifiques, qui se situent dans ces pays et dans les relations de ces pays à l'URSS. La méthode de Varga, qu'il proteste ou non, implique « le monde stalinien » qui de plus devient par extension la « réalité objective », dominante (la pression de l'impérialisme devenant secondaire).

VARGA LE FATALISTE...

Varga et ses fidèles sont dans une situation difficile : ils parcourent le « monde stalinien », le « monde de la révolution politique » en chaussant les bottes du « trotskysme » ; ils suppriment toute base à la IV^e Internationale mais en proclamant que la IV^e Internationale, « le bolchevisme est indestructible ». Dès lors inévitablement ils ont recours aux contorsions, aux équilibres, que les pablistes ont si souvent utilisés : l'éclectisme est obligatoirement leur lot. Ainsi, avant d'écrire que des « pressions » respectives de l'impérialisme et du stalinisme, cette dernière était déterminante, comme si le stalinisme n'était pas une expression spécifique de la « pression » de la bourgeoisie, ils avaient écrit :

« Le rôle de la bureaucratie soviétique (1?) parasitaire est de transmettre la pression de la bourgeoisie sur le prolétariat. »

Dans ce même paragraphe on lit des définitions qui, a priori, semblent correctes :

« La véritable signification de la IV^e Internationale ne peut être saisie par elle-même mais par rapport à toute la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire qu'elle englobe. »

C'est un point de départ ; mais il sert à Varga d'écran de fumée pour masquer les bases de son attaque contre l'analyse faite par l'OCI, l'analyse des origines de la crise pabliste, ce que nous avons appelé « l'objectivisme-subjectivisme ». Plus loin le texte dit :

« Nous ne disons pas que celui-ci (le pablisme) devait arriver fatalement, ni qu'au cas de survivance des partis trotskystes en URSS et en

Europe de l'Est il aurait été automatiquement balayé. Nous écartons de telles pensées mécaniques. »

L'histoire leur sera reconnaissante de ce beau geste. Mais ce n'est qu'un nouvel écran de fumée. Dans la foulée le texte poursuit :

« La IV^e Internationale possédait un programme exprimant l'unité mondiale de la révolution, mais elle était organisationnellement détruite dans les pays dominés par la bureaucratie. Une base objective était créée ainsi pour la rupture entre le programme et l'organisation, et notamment en fonction de la bureaucratie stalinienne. C'est cela qui explique que le programme porté "seulement" par les organisations des pays capitalistes était en quelque sorte suspendu en l'air par rapport aux pays des conquêtes socialistes, donc au rôle et à la fonction de la bureaucratie. Il devenait ainsi la cible des révisionnistes qui, dès 1945, ont commencé à l'attaquer. La véritable signification de la IV^e Internationale a été émue, sur la base de laquelle (sans doute de "quoi" S.J.) sa liquidation organisationnelle devait être poursuivie. »

Malgré toutes les précautions de style, les phrases à résonance « trotskyste », Varga et consorts montrent leurs cartes. Lorsqu'on se souvient qu'ils accusent l'OCI d'opérer une rupture entre théorie et pratique, entre programme et organisation, on apprécie la signification de ces lignes. En l'absence de sections de l'URSS et de l'Europe de l'Est, en l'absence de forces organisées, de base organisationnelle, correspondant au programme (rappelons que, selon Varga, le « monde de la révolution politique » est déterminant) que voulez-vous que les « organisations des pays capitalistes fassent ? » Succomber sous les coups des révisionnistes. Ils ne pouvaient porter le programme à eux seuls : le programme devait les écraser.

La conception de Varga du « parti mondial », de la IV^e Internationale est radicalement opposée à la conception marxiste. D'abord une question de fait : au lendemain de la guerre, le programme de la IV^e Internationale n'était pas « suspendu en l'air par rapport aux pays des conquêtes socialistes » (il faudra revenir sur la formule : « pays des conquêtes socialistes »), les forces organisées en Europe de l'Est, les forces se réclamant du trotskysme en URSS étaient plus importantes alors qu'elles n'étaient au moment où s'est formée la LRSH et également après que se soit formé le Comité d'organisation des militants de l'Europe de l'Est. Au 2^e congrès mondial de 1948 assistait par exemple le communiste ukrainien Babenko qui avait milité en URSS pendant la guerre.

Mais l'essentiel est ailleurs. La vérité est strictement inverse à ce que prétend Varga et ses compagnons : tant que la IV^e Internationale vit et combat (aujourd'hui encore) son programme n'est pas « suspendu en l'air » en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, à bien plus forte raison au lendemain de la guerre. Ils manifestent, en disant cela, combien ils sont étrangers au programme de la IV^e Internationale, au contenu de l'Internationale : pour eux la « révo-

lution politique » et son expression organisationnelle sont séparées de l'ensemble du programme et de l'Internationale. Bien pire le « reste » du programme et de l'Internationale sont complémentaires à la partie qui concerne l'URSS et l'Europe de l'Est. Pour nous le programme forme un tout : il est le programme de la révolution prolétarienne mondiale dans lequel s'insère la révolution politique.

La destruction de la section de l'URSS de la IV^e Internationale fut un coup très dur porté à celle-ci par la bureaucratie du Kremlin. La IV^e Internationale en fut affaiblie organisationnellement. Toutefois la désintégration des trotskystes allemands, la capitulation de Nin devant le bloc ouvrier-paysan en 1933-1934, la formation du POUM, sa politique suiviste du « Front populaire » espagnol, les ravages de la répression stalinienne et fasciste avant, pendant et après la guerre, contre les militants et sections de la IV^e Internationale furent des coups aussi rudes portés à la IV^e Internationale et qui ne l'ont pas moins affaiblie. Il est vrai qu'un affaiblissement « organisationnel » comme la destruction de la section de l'URSS favorisait le développement du révisionnisme au sein de la IV^e Internationale.

Mais Varga ne comprend pas ou ne veut pas comprendre l'essentiel : la véritable signification de la IV^e Internationale n'a pas été « émue », elle a été soulignée par le fait que malgré la destruction de la section de l'URSS, malgré la crise ultérieure de la IV^e Internationale, le programme de la révolution politique, comme partie du programme de la révolution mondiale soit resté, et reste, vivant, et que le combat pour la reconstruction de sections en URSS et en Europe de l'Est se soit poursuivi. Varga ne comprend pas, ou ne veut plus comprendre, que ce qui a été le plus dur, et le plus lourd de conséquences pour la IV^e Internationale, ce ne fut pas son affaiblissement « objectif » (après la guerre, la IV^e Internationale était plus forte organisationnellement qu'au moment de sa proclamation), mais la destruction de milliers de cadres, la perte irréparable de dirigeants expérimentés, formés politiquement et pratiquement, armés théoriquement, et parmi eux, le plus capable, le plus expérimenté, le plus ferme : Léon Trotsky. C'est « subjectivement », théoriquement, politiquement (ce à propos de quoi Varga parle, pour donner le change, de « conception », d'« idée ») que l'affaiblissement de la IV^e Internationale a fini par être catastrophique. Là sont les origines du pablisme.

Le pablisme est né par suite de la destruction des meilleurs cadres, de la IV^e Internationale, de l'assassinat de Trotsky, de l'incapacité « subjective » de sa direction d'appliquer correctement la méthode marxiste, de son incapacité à définir une orientation correcte de la construction de la IV^e Internationale, de sa projection mécanique des positions de Trotsky et des perspectives qu'il avait ouvert.

« L'objectivisme-subjectivisme » ce n'est rien d'autre que :

objectivisme : croyance au développement mécanique de la révolution prolétarienne, jusqu'à « la crise finale ».

subjectivisme : croyance que la proclamation de la IV^e Internationale équivalait à la solution de la crise de la direction révolutionnaire : la « direction révolution-

naire ; la « direction révolutionnaire de rechange » attendait que la « situation objective », le mouvement des masses, lui fasse signe.

Varga, maître truqueur, sait parfaitement de quoi il s'agit, et il introduit quelques phrases couvertures dans son texte, phrases qui sont d'un « idéalisme » qui n'a d'égal que celui qu'il attribue à l'OCI :

La IV^e Internationale à cause de l'inexpérience de ses militants — autrement dit, en l'absence de Trotsky — n'a pu s'enraciner dans le mouvement ouvrier et résister à la dislocation, malgré les efforts de ses militants ».

Varga danse d'un pied sur l'autre, il affirme ici le contraire de ce qu'il dit plus haut, et plus bas, dans son texte. Cependant quelques précautions que lui et les co-auteurs de ce texte prennent, ils sont contraints d'avoir recours à un matérialisme mécanique contraire au marxisme pour le défendre. Ailleurs, subissant d'autres contraintes, ils auront recours à l'idéalisme pour tenter de se faire les défenseurs de la IV^e Internationale contre les « liquidateurs » de l'OCI, après qu'ils se soient employés à ôter à la IV^e Internationale sa base objective.

Mais il faut pour l'instant reprendre la méthode que Varga et son équipe utilisent afin de démontrer que la crise de la IV^e Internationale a ses racines dans la situation objective. Ils écrivent :

« Le défaut fondamental de la position de l'OCI — de remplacer le CI par un Comité d'organisation — consiste à poser le problème de son histoire, de sa forme organisationnelle du regroupement trotskyste international, en un mot : la IV^e Internationale en parallèle de la lutte des classes, de son développement. L'histoire de la IV^e Internationale, celle du CI en particulier, sont examinées, en elles-mêmes comme l'histoire intérieure de l'organisation, d'un organisme international dont le développement est, certes, fonction de la lutte des classes, mais expliqué par l'attitude de ses forces composantes, par la vie même, elle-même de la IV^e Internationale du CI. Les pressions, les reflets de la lutte des classes n'y dépassent pas la valeur d'une généralité. Exactement comme une sorte de premier coup donné à un mécanisme. »

Visiblement lorsque Varga affirme que « la IV^e Internationale est l'enjeu de la lutte des classes », il donne à cette formule un sens radicalement différent de celui que lui donne l'OCI lorsqu'elle l'utilise. La LRSH et le CO de l'Est font de la IV^e Internationale une résultante passive de la lutte des classes dont de plus « l'épicentre » se situerait en Europe de l'Est. Non, l'OCI ne situe pas l'histoire de la IV^e Internationale et du CI en parallèle à la lutte des classes. Elle est inséparable, elle s'intègre à la lutte des classes, elle en est un concentré. Mais la IV^e Internationale n'est pas identifiable à la lutte des classes en général, ni l'histoire de la IV^e Internationale à l'histoire de la lutte des classes en général. L'histoire de la IV^e Internationale n'est pas le « reflet » du mouvement de la lutte des classes : des défaites et des victoires du prolétariat. Le programme de transition dit : « La IV^e

Internationale est née des plus grandes défaites du prolétariat. » Selon Varga et les siens, la destruction de la section de l'URSS, et par extension la destruction des sections de l'Europe de l'Est, sont la base « objective » de la crise pabliste. Ils voient dans les défaites du bolchevisme devant le stalinisme l'origine du pabliste. Nous avons vu que la logique de cette position revient en dernière analyse à nier tout fondement objectif à la IV^e Internationale.

Quand on analyse l'histoire réelle de la lutte des classes et celle de la IV^e Internationale, on constate que la fondation de celle-ci va à l'encontre du mouvement immédiat de la lutte des classes, afin — précisément — d'exprimer son mouvement historique. Ni reflet de la lutte de classe, ni détachée de la lutte des classes, ni parallèle à la lutte des classes, ni arbitraire : la fondation de la IV^e Internationale est un acte subjectif, nullement fatal. La dislocation de la IV^e Internationale se produisait au contraire alors que le prolétariat repartait à l'assaut du mode de production capitaliste, que l'impérialisme était ébranlé, miné dans ses bastions traditionnels, et à la veille de l'éclatement du premier mouvement de la révolution politique à l'Est de l'Europe, le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'Est de l'Allemagne en juin 1953. Le mouvement objectif de la lutte des classes semble être cette fois encore, mais dans l'autre sens, contradictoire à l'histoire de la IV^e Internationale. Pour expliquer le rapport entre la lutte des classes et l'histoire de la IV^e Internationale, il faut oublier Varga et en revenir à Marx et Trotsky.

Nous revenons au problème clé : la crise de l'humanité est-elle oui ou non la crise de la direction révolutionnaire ? Nous connaissons tous la première thèse de Marx sur Feuerbach :

« Le principal défaut, jusqu'ici, du matérialisme de tous les philosophes — y compris celui de Feuerbach — est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'objet ou d'intention, mais non en tant qu'activité humaine concrète, non en tant que pratique, de façon subjective. C'est ce qui explique pourquoi l'aspect actif fut développé par l'idéalisme, en opposition au matérialisme, etc. »

Même l'histoire en général n'est pas écrite à l'avance : certes en fonction de conditions déterminées, ce sont les hommes qui font leur propre histoire quelque tournure qu'elle prenne.

Cette proposition prend toute sa valeur, toute son importance en fonction des tâches et des méthodes de la révolution prolétarienne. La classe ouvrière combat à partir de rapports de production déterminés, de rapports sociaux et politiques déterminés, de sa propre histoire, de la maturation « des conditions objectives », mais la plus importante des conditions « objectives » de la victoire de la révolution prolétarienne dépend de l'activité subjective des révolutionnaires : le parti révolutionnaire. Tout le sens du combat de la classe ouvrière exige qu'elle maîtrise sa propre histoire, et par là l'histoire de l'humanité : le mouvement inconscient doit devenir un mouvement conscient. La IV^e Internationale est l'expression organisée et consciente d'un processus inconscient, ou semi-conscient, qui ne peut aboutir que s'il devient

conscient. L'être détermine la conscience. Mais en ce qui concerne le prolétariat, et par voie de conséquence l'humanité tout entière, finalement, ce sera la conscience qui déterminera l'être. La conception mécaniste que Varga et ses alter-ego utilisent nie la conception bolchevique du parti, de sa nécessité, de son rôle et de ses relations avec la classe ouvrière et la lutte des classes.

A propos de la révolution allemande de 1923, Trotsky écrivait dans « Leçons d'octobre » :

« Il faut mettre à l'ordre du jour, expliquait-il, dans le Parti et dans toute l'Internationale l'étude de la Révolution d'octobre. Il faut que notre parti et notamment les Jeunesses étudient minutieusement l'expérience d'octobre, qui nous a fourni une vérification incontestable de notre passé et nous a ouvert une large porte sur l'avenir. La leçon allemande de l'année dernière est non seulement un sérieux rappel mais aussi un avertissement menaçant.

« On peut dire, il est vrai, que la connaissance la plus approfondie du développement de la Révolution d'octobre n'aurait pas été une garantie de victoire pour notre parti allemand. Mais un tel raisonnement n'avance à rien. Certes la seule étude de la Révolution d'octobre est insuffisante pour nous faire vaincre dans les autres pays ; mais il peut y avoir des situations où existent toutes les prémisses de la révolution prolétarienne, sauf une direction résolue et clairvoyante du parti, basée sur la compréhension des lois et des méthodes de la révolution. Telle était précisément la situation l'année dernière en Allemagne. »

Dans ce cas, ajoute Trotsky, les forces des classes ennemies s'emparent du parti aux moments décisifs :

« Un parti qui ne va pas de pair avec les tâches historiques de sa classe devient, ou risque de devenir, un instrument indirect des autres classes. »

Varga pourrait bien sûr accuser Trotsky « d'idéalisme ». Bien que Trotsky sût parfaitement que le manque de maturité du PCA, de sa direction, était en rapport avec tout le passé du mouvement ouvrier allemand, que la sociale-démocratie dressait d'énormes obstacles sur la voie de la construction d'un parti et d'une direction de ce parti, authentiquement communistes, que les vieilles formes, les vieilles habitudes collaient ainsi que de la glue à la direction du PCA et la paralysaient, il mettait pourtant tout l'accent sur le côté « actif », ainsi que disait Marx, sur le subjectif.

L'OCI considère que Léon Trotsky avait raison de concentrer son analyse sur la faiblesse théorique, politique, organisationnelle de la direction du PCA, sur le « subjectif », et d'en faire le nœud de la situation et de son dénouement dans un sens ou dans un autre. C'est cette méthode qui permet de comprendre la défaite de la révolution allemande en 1918-1923, de la révolution chinoise, de l'ensemble des défaites du prolétariat mondial entre 1917 et 1938, et donc l'émergence de la bureaucratie du Kremlin.

C'est celle que l'OCI utilise lorsqu'elle analyse les origines de la crise pabliste, de la dislocation de la IV^e Internationale, et également dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale. L'analyse de la « situation objective », du mouvement de la lutte des classes, est indispensable : elle ne suffit pas à rendre compte de la crise de la IV^e Internationale. A moins de considérer (ce qui est le fond de la position de Varga) la crise pabliste, la dislocation de la IV^e Internationale comme fatale. Il faut analyser cette crise et cette dislocation de la IV^e Internationale en fonction du développement de la lutte des classes, mais en tant que problèmes de la IV^e Internationale, en tant que conséquences de l'incapacité de la direction de résoudre ses problèmes. En bref, comprendre la relation dialectique du développement de la lutte des classes et du problème de la direction révolutionnaire : la IV^e Internationale, le parti révolutionnaire sont des catégories, des organes de la lutte des classes, mais ils sont des catégories, des organes spécifiques.

Dans son « Journal d'exil » Trotsky expliquait dès 1935 :

« Je crois que le travail que je fais en ce moment — malgré tout ce qu'il a d'insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile, etc.

« Pour être plus clair je dirai ceci. Si je n'avais pas été là en 1917, à Petersbourg, la révolution d'octobre se serait produite, conditionnée par la présence et la direction de Lénine. S'il n'y avait eu à Petersbourg ni Lénine ni moi, il n'y aurait pas eu non plus de révolution d'octobre ; la direction du parti bolchevik l'aurait empêchée de s'accomplir (cela ne fait pas pour moi le moindre doute !). S'il n'y avait pas eu à Petersbourg Lénine, il n'y a guère de chances que je fusse venu à bout de la résistance des hautes sphères bolchevistes. La lutte contre le « trotskysme » (c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne) se serait ouverte dès mai 1917 et l'issue de la révolution aurait été un point d'interrogation. Mais, je le répète, Lénine présent, la révolution d'octobre aurait de toute façon abouti à la victoire...
... Ainsi je ne peux pas dire que mon travail ait été « irremplaçable », même en ce qui concerne la période de 1917-1921. Tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du terme « irremplaçable ». Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire, la nouvelle génération, par-dessus la tête des chefs de la II^e et de la III^e Internationale, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme pour la remplir. Et je suis pleinement d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourgueniev) que le plus grand

vice est d'avoir plus de cinquante ans. Il me faut au moins encore cinq ans pour assurer la transmission de l'héritage. »

Trotsky mérite de subir les foudres du « matérialiste » Varga. Quel idéalisme ! Aussi bien à propos de la révolution d'octobre qu'à propos « de la transmission de l'héritage ». Nous nous permettons de penser que Léon Trotsky savait ce qu'est le matérialisme dialectique, la relation entre le conscient et l'inconscient, entre la lutte des classes en général et le parti révolutionnaire (le parti mondial de la révolution socialiste), entre la construction du parti révolutionnaire et la direction de ce parti. Il estimait que le « subjectif » était décisif. Ce « subjectif », il allait jusqu'à le concentrer en un homme précis, en certaines circonstances données : Lénine ou lui.

Varga a recours à un plat fatalisme. Il ne peut faire autrement parce qu'il lui faut expliquer la crise pabliste comme le « parachèvement » de la liquidation physique de la section de l'URSS et, par extension, des sections de l'Europe de l'Est. Il « oublie » que la lutte pour la IV^e Internationale est la seule action

libre, possible dans cette société, parce qu'elle répond à la nécessité historique et que seule cette action, cette activité peut être maîtrisée. Il n'en découle évidemment pas qu'elle peut être conduite de façon arbitraire et que l'Internationale et ses sections peuvent être construites arbitrairement, de façon volontariste. Tout au contraire, c'est en situant la reconstruction de la IV^e Internationale comme l'expression consciente du processus inconscient de la lutte des classes que l'arbitraire et le volontarisme n'ont pas place dans cette lutte politique. Mais de même que l'organique et l'inorganique sont inséparables l'un de l'autre, que l'organique procède de l'inorganique, le mouvement inconscient et le mouvement conscient sont inséparables, le spontané est l'embryon du conscient, de même qu'il est impossible d'identifier, de mettre un signe égal entre l'inorganique et l'organique, le spontané et le conscient. Et encore une fois, s'il est vrai que la crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire, alors le mouvement conscient, le parti, la IV^e Internationale concentre tous les problèmes mais de façon spécifique et finalement déterminante pour la lutte de classe du prolétariat.

VARGA L'IDEALISTE

Le fatalisme de Varga est, ainsi qu'il fallait s'en douter, le verso de son idéalisme, car l'idéaliste c'est lui. Revenons à son texte éclectique :

« Le contenu profond de la IV^e Internationale est l'internationalisme prolétarien, l'unité mondiale de lutte des classes. »

On a envie de crier « un petit bravo pour l'artiste ». Mais chut, silence. La phrase suivante est un prodigieux saut périlleux dans le vide :

« Elle (la IV^e Internationale) est la continuité du bolchevisme contre le stalinisme basé sur le socialisme dans un seul pays, brisant l'unité mondiale au profit de l'impérialisme. »

Le stalinisme est basé sur le « socialisme dans un seul pays », sur des « conceptions », des « idées ». Non. La « théorie » du « socialisme dans un seul pays » est l'habillage idéologique des intérêts matériels, concrets, de la bureaucratie parasitaire. La bureaucratie du Kremlin n'a pas brisé l'unité mondiale de la lutte des classes au profit de l'impérialisme. Son existence exprime, sous la forme de la pression de l'impérialisme, l'unité mondiale de la lutte des classes. On ne peut mettre sur le même plan — en les opposant sur le terrain des « conceptions », des « idées » — bolchevisme et stalinisme.

La « théorie » du socialisme dans un seul pays doit être combattue comme telle, mais elle n'est qu'un habillage idéologique des intérêts matériels de la bureaucratie parasitaire. Le « bolchevisme » est le concentré théorique, politique, d'organisation, la « science » et la pratique de la révolution prolétarienne. Le combat n'est pas celui de deux « conceptions », de deux « idées » dans le vide, puisque l'unité

mondiale a été brisée par le stalinisme (même s'il est ajouté « au profit de l'impérialisme »), c'est le combat du prolétariat mondial contre la bourgeoisie et ses agents : il ne s'agit pas de vaincre « la théorie » du « socialisme dans un seul pays » mais d'abattre la bourgeoisie et son agent la bureaucratie du Kremlin, de détruire leurs bases matérielles, en donnant à la lutte de classe du prolétariat, fondée également sur une base matérielle, toute son ampleur, toute sa portée, tout son sens, en la rendant consciente par la théorie et la pratique marxistes : le bolchevisme, la théorie de la révolution permanente.

Les bureaucraties parasitaires peuvent enfanter ou emprunter de nombreuses « théories » qui ne sont que couverture de la défense de leurs intérêts matériels et de leur rôle d'agents de la contre-révolution bourgeoise. La « théorie » de l'autogestion des entreprises est une autre forme de la défense des intérêts des bureaucraties parasitaires, qui disloque la planification et sape la propriété collective des principaux moyens de production. La « théorie » des « modèles de socialisme » joue un rôle identique à la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays », elle est un « développement » de celle-ci. La théorie a une toute autre fonction pour le prolétariat et son avant-garde consciente, le parti révolutionnaire : accéder à la conscience du mouvement de la lutte des classes, de la place et de la mission historique du prolétariat et lui permettre de l'accomplir.

Varga est contraint à ces élucubrations fatalistes, idéalistes, éclectiques, étant donné ce qui constitue le noyau de son texte : le stalinisme est la réalité dominante, le pabliste n'a fait que parachever la destruction entreprise par le stalinisme, le monde réel, celui de la lutte des classes entre prolétariat et bourgeoisie, étant gommé.

Les contraintes que lui impose le rôle politique qu'il joue désormais ne s'arrêtent pas là.

Mettre en cause le marxisme, la IV^e Internationale, au nom du marxisme, de la IV^e Internationale, amène obligatoirement à de nombreuses contradictions qui n'ont qu'un rapport indirect avec la dialectique. La parabole suivante, extraite du nouvel évangile selon Saint Varga et ses disciples, met en scène un ânier, vraisemblablement hongrois :

« Un paysan est vendeur d'une ânesse sur le marché. L'acheteur lui demande : est-elle pleine ? Ne sachant pas l'intention de l'acheteur, il lui répond : si je veux elle est pleine, si je ne veux pas elle ne l'est pas. »

Varga et les autres auteurs de ce texte centrent leur argumentation sur l'affirmation : la pression de l'impérialisme est secondaire, la pression du stalinisme c'est l'essentiel :

« Il est inexact de dire que c'est le pablisme qui a détruit la IV^e Internationale comme organisation mondiale... Le pablisme n'a fait que parachever "seulement" la destruction entreprise par le stalinisme. »

En conséquence la IV^e Internationale était morte-née : la défaite du « bolchevisme devant le stalinisme » fut d'abord la défaite de l'opposition de gauche à l'intérieur du parti bolchevik ; la liquidation physique des bolcheviks et de Trotsky a approfondi cette défaite. La IV^e Internationale était une ânesse vide, d'autant qu'elle « reflète » passivement la lutte des classes, vue au travers des lunettes de Varga et compagnie. Le véritable embryon de la IV^e Internationale, modèle Varga, c'est le CO de l'Europe de l'Est.

Mais cette mauvaise cause a d'autres exigences. Il lui faut s'emparer du drapeau de la IV^e Internationale contre « les liquidateurs du CI de la IV^e Internationale ».

Souvenons-nous que Varga et sa troupe sont partis en croisade pour défendre la « Fraction internationale trotskyste ». Nécessité fait loi : l'ânesse est pleine. Notre ânier est obligé de démontrer combien elle est féconde et saine. Ainsi :

« Il existe toute une littérature selon laquelle la proclamation de la IV^e Internationale était surtout motivée par les défaites du prolétariat et en particulier par une nécessité circonstancielle de regrouper l'avant-garde en vue de la guerre qui approchait. »

Ce crime est imputé particulièrement à la brochure « Les Enseignements de notre Histoire ».

Varga et sa cohorte font justice et restituent à la IV^e Internationale, à sa proclamation, leur dimension, en pourfendant l'OCI liquidatrice dans ses écrits (« Les Enseignements de notre Histoire ») et dans ses actes (liquidation du CI).

« Trotsky voyait la prochaine période avec la guerre non pas comme une hibernation mais en tant que terrain de bataille favorable à la IV^e Internationale, convaincu que l'approche de la guerre

et celle-ci (sauf son début où les révolutionnaires seraient submergés) apporterait la bataille décisive. »

L'OCI venait par contre dans la proclamation de la IV^e Internationale un « acte défensif ».

Ces lignes prouvent que la théorie pablisme de la révolution-guerre, sinon de la guerre-révolution, a fait de nouveaux adeptes. Trotsky n'estimait pas que l'approche de la guerre apporterait la bataille décisive. Il considérait que la deuxième guerre impérialiste mondiale était devenue possible, était à l'ordre du jour, par suite des terribles défaites subies par le prolétariat mondial. Les citations faites par Varga ne prouvent qu'une chose : la confusion et la falsification sont indispensables à sa cause. Aussi bien en ce qui concerne la France que l'Espagne, Trotsky utilisant les armes dont il disposait, combattait jusqu'au bout, tant que la classe ouvrière n'était pas écrasée complètement, pour une politique qui retourne la situation, c'est-à-dire qui redonne l'initiative au prolétariat mondial et par conséquent contre la préparation de la seconde guerre mondiale. En même temps il voyait comment, au fur et à mesure où les défaites s'abattaient sur le prolétariat, la guerre devenait de plus en plus inéluctable. Il considérait que, sanction des plus terribles défaites, au début de la guerre les révolutionnaires seraient submergés. Ensuite les contradictions de classe, la guerre et ses souffrances, le caractère de la guerre, les contradictions inter-impérialistes, etc. seraient à l'origine de nouvelles éruptions révolutionnaires des masses. Mais encore, affirmait-il dans le « Manifeste » de la conférence d'alarme de la IV^e Internationale, en mai 1940 :

« Il est question d'une époque révolutionnaire tout entière. »

« Le monde capitaliste n'a plus d'issue, à moins qu'on ne considère comme telle l'agonie prolongée de la mort. Il est nécessaire de se préparer à de longues années, sinon à des décennies de guerre et à de nouveaux bouleversements. Un jeune parti révolutionnaire doit prendre pour base une telle perspective. »

Le talent de falsification de Varga se déploie magnifiquement lorsqu'il recourt aux confusions, aux demi-teintes : il fait semblant de confondre les raisons historiques de la proclamation de la IV^e Internationale et les raisons de sa proclamation à tel moment plutôt qu'à tel autre.

La proclamation de la IV^e Internationale était indispensable pour poursuivre le combat des 1^{re}, 2^e, 3^e Internationales, dès lors que cette dernière était définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Elle ne fut pourtant pas proclamée urbi et orbi en 1933. Il fallait réunir quelques conditions nécessaires, et d'abord : la base programmatique. Dès 1936, Trotsky jugeait celle-ci suffisante et il estimait indispensable de proclamer la IV^e Internationale en fonction de la guerre qui venait. Pourtant il accepta de différer. Mais en 1938 il jugeait impossible de différer cette proclamation plus longtemps. La proclamation de la IV^e Internationale n'était pas circonstancielle : elle répondait à la nécessité historique. Le moment de sa pro-

clamation dépendait des « circonstances » et principalement du moment de la lutte des classes. D'ailleurs l'escroc politique Varga le sait. Il ajoute, espérant ainsi se couvrir :

« Bien entendu (quel suc à ce : "bien entendu") les défaites successives et parmi elles surtout la liquidation des bolcheviks mettant en danger mortel la continuité historique du marxisme dans les conditions de l'approche de la guerre ont dû contribuer à décider Trotsky de proclamer la IV^e Internationale. »

Il souligne sa duplicité. La proclamation de la IV^e Internationale était un acte historique, politique, qui affirmait la continuité de la lutte pour la révolution prolétarienne, pour l'Internationale. Elle n'était pas une « bouée de sauvetage », ainsi que Varga veut faire croire que le dirait l'OCI ; elle était la base et le cadre programmatique, politique, d'organisation, indispensable à l'instant où la classe ouvrière écrasée était déchiquetée par l'impérialisme et son agent la bureaucratie du Kremlin, alors que ses meilleurs cadres et dirigeants, bientôt Trotsky lui-même, étaient physiquement éliminés. L'unité de la lutte de classe mondiale du prolétariat avait un programme, une organisation qui malgré sa faiblesse l'affirmait consciemment, activement, subjectivement, qui permettait

de « lutter pour la conquête des masses ». « Bien entendu » Varga essaie tout aussitôt de passer sous cette couverture, en fraude, sa marchandise.

« Cependant, ce qui fut décisif, c'est que cet acte historique présentait et représentait la solution à la crise de la direction du prolétariat non seulement pour l'avenir mais aussi pour l'immédiat. »

Sautant allègrement la barrière, après avoir décidé que :

« Le pablisme a "seulement" parachevé la destruction de la IV^e Internationale entreprise par le stalinisme », il affirme d'un seul coup : « La proclamation de la IV^e Internationale (en 1938) représentait la solution à la crise de la direction du prolétariat. »

Fumiste, mais fumiste dangereux. Il importe de comprendre : dans quel but, pourquoi, comment utilise-t-il ces artifices ? Contrairement à ses affirmations, et le programme de fondation de la IV^e Internationale l'explique en toutes lettres, la proclamation de la IV^e Internationale ne résolvait pas la question de la direction révolutionnaire, elle était indispensable à la solution de la crise de la direction révolutionnaire :

MORT ET RESURRECTION DE LA IV^e INTERNATIONALE (SELON VARGA)

Ainsi le fatalisme plat de Varga et son brain-trust rejoignent le subjectivisme qui a été à l'origine du pablisme et de la dislocation de la IV^e Internationale. Le rôle qu'ils assignent au « monde stalinien », dont le versus est « le monde de la révolution politique », exige que la destruction de la section de l'URSS et, par extension, des sections de l'Europe de l'Est, ait rendu fatal la destruction de la IV^e Internationale.

L'avenir de l'humanité dépend du « monde stalinien », du « monde de la révolution politique », de l'Europe de l'Est : la direction révolutionnaire, la IV^e Internationale, c'est la « Fraction internationale trotskyste », c'est le CO des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est. Cependant il existe, entre la destruction de la section de l'URSS, l'assassinat de Trotsky et la constitution du CO de l'Europe de l'Est, un trou historique de trente années. Il faut le combler : c'est un énorme abîme « organisationnel ». Alors Varga fait réapparaître la IV^e Internationale et cette fois comme :

« Solution à la crise de la direction du prolétariat non seulement pour l'avenir mais aussi dans l'immédiat. »

Il faut bien que le flambeau soit transmis de la section de l'URSS au CO de l'Europe de l'Est, si celui-ci doit devenir la « direction du prolétariat non seulement pour l'avenir mais dans l'immédiat ».

Dès lors la IV^e Internationale aura un vie fabuleuse, au sens précis du terme : elle va mourir et renaître selon les chapitres et les passages du chapitre intitulé : « Pour le maintien du Comité International. »

Ainsi : « Le point de cristallisation en 1952 était marqué non seulement par l'attaque pabliste ouverte, amorcée plus tôt, mais bien plus par le début d'un combat contre le pablisme né au sein de la IV^e Internationale. »

Et docteurs tant mieux les auteurs s'exclament : **Fort heureusement il y avait une crise. Le contraire aurait signifié qu'il n'y a pas de résistance au sein de la IV^e Internationale. »**

Décidément ces gens-là sont fort aimables. Ils leur arrivent même de réciter les leçons que l'OCI leur a apprises. Mais qu'ils citent leurs sources au lieu de cancaner :

« Les "camarades de l'OCI" rejettent cette histoire avec le dédain qu'elle n'est pas assez belle. »

Les « camarades de l'OCI » ne rejettent pas leur propre histoire. Sans doute la réaction de l'organisme à la maladie est « heureuse ». Il faut cependant caractériser la crise, ses conséquences. Au lieu de cela on nous sert une mixture selon laquelle, d'après l'OCI :

« revenus avant 1938, comme si nous étions dans la phase du regroupement entre 1933 et 1938. Il ne faut pas oublier que dès 1933 Trotsky parlait de la IV^e Internationale comme d'une réalité — et pourtant sa proclamation signifiait un changement très important et définitif. » (En quoi il ne tenait pas compte des enseignements, à venir il est vrai de Varga, qui font de la IV^e Internationale une organisation mort-née.)

Le voudrions-nous que nous ne reviendrons pas en 1933, pas même en 1938. Mais que veulent dire « très important et définitif » ? Que « la solution à la crise de la direction du prolétariat » était donnée et « définitive » ! L'équivoque est un des charmes de ce texte. Après ces nobles paroles, leurs auteurs se prononcent par ailleurs « pour la reconstruction de la IV^e Internationale ».

Ces gens-là sont vraiment difficiles à suivre.

S'il est nécessaire de reconstruire la IV^e Internationale, il faut qu'elle ait été disloquée, politiquement et organisationnellement, et il faut expliquer les conséquences de cette dislocation. Préciser quel type d'organisme était le Comité International de la IV^e Internationale n'est pas moins nécessaire. La LRSB et le CO de l'Europe de l'Est se gardent de répondre à ces problèmes. Ils les évitent, mais par contre ils jettent feu et flammes : « Faut-il revenir sur la proclamation de la IV^e Internationale : reviendrons-nous à avant 1938 ? »

L'OCI a depuis longtemps répondu par maints et maints textes, que Varga vota en leur temps : la IV^e Internationale a été détruite en tant qu'organisation centralisée : mais le CI n'est pas la IV^e Internationale reconstruite ; la reconstruction de la IV^e Internationale exige la destruction du SU pabliste et que soient dégagés de ce cadre des organisations, des militants qui ne sont pas perdus pour le trotskysme ; la reconstruction de la IV^e Internationale passe par l'organisation, la clarification théorique et politique de nouvelles forces militantes venues de la jeunesse, des vieilles organisations sociales-démocrates, stalinienne en crise.

Quant au CI, l'OCI et Varga étaient il y a peu encore d'accord ; il n'a jamais fonctionné et n'a jamais été organisé comme doit l'être la IV^e Internationale (jamais il n'a été doté de statuts). Au mieux il fonctionnait de façon fédérative : il n'y avait pas de congrès, pas d'exécutif, pas de budget. En principe, la discipline se limitait à l'application des décisions prises en commun, qui n'étaient pourtant pas toujours respectées. Bien qu'ayant rompu avec le SI, une organisation comme le POR restait des années en dehors du CI.

L'art du faux-fuyant n'a rien à voir avec la dialectique. Dire « le CI a été un centre d'élaboration politique » ne suffit pas. Il faut constater ce qui est : le CI n'a jamais été un centre dirigeant, une direction internationale centralisée et centralisante. Cela n'enlève rien au rôle historique qu'il a joué. Mais encore faut-il apprécier justement ce que fut ce rôle. A ce propos, il faut une fois de plus (c'est lassant) relever le truquage, la falsification, le mensonge. Enumérant toute une suite d'activités peintes, pour les besoins de la cause, en couleurs flamboyantes, ce qui, pour qui connaît les appréciations antérieures de Varga sur la SLL, est assez drôle, la LRSB et le CO de l'Europe de l'Est laissent entendre que l'OCI soutiendrait « la thèse selon laquelle le CI n'aurait rien fait pour la reconstruction de la IV^e Internationale ».

L'OCI a dit et redit que le Comité International de la IV^e Internationale avait assumé la continuité de la IV^e Internationale, comme elle a dit et redit que l'Internationale reconstituée à la fin de la guerre, placée sous la direction du SI, était la IV^e Internationale. Mais faut-il pour autant nier la crise pabliste,

la dislocation de la IV^e Internationale, ne pas analyser quelles sont les origines, les racines du pabliste ? Le texte de la LRSB et du CO de l'Europe de l'Est ne dit pas que la crise pabliste a été « une crise de croissance », encore que, selon ce texte, il semblerait que cette crise ait été « positive » car elle s'est inscrite dans « un développement ». Par contre ce texte ne dit rien de l'absence de caractérisation de la crise pabliste par le CI, de l'absence d'analyse de la part du SWP des Etats-Unis et de la SLL, des origines du pabliste sinon que :

« Les camarades disent que la naissance du CI était basée sur une équivoque. Ils confondent ici l'équivoque dans les conceptions des protagonistes avec le sens historique et réel du CI qui exprimait — avec toutes les équivoques possibles — une résistance, puis une lutte contre la tentative de liquidation pabliste. »

Ils donnent un grand coup de pied dans une porte ouverte en espérant faire oublier les véritables problèmes.

Le CI a été constitué en réaction contre le pabliste liquidateur, il était un organisme né de la IV^e Internationale, qui assumait sa continuité. Merci du renseignement. Mais en même temps le CI s'arrêtait court lorsqu'il s'agissait d'analyser les origines de la crise pabliste, ses racines, l'ampleur de cette crise (qui n'était pas n'importe quelle crise) et ses conséquences, lorsqu'il s'agissait d'analyser les problèmes que posait et pose la dislocation de la IV^e Internationale : en clair le CI était lui-même marqué par les origines de la crise pabliste. Rappelons-nous ce que Trotsky écrivait à propos du PCA et de sa direction en 1923 sur l'importance d'une direction résolue et claire et sur ses conclusions : au moment où justement il s'agissait de mettre en accord la défense du programme en général et son application, de mettre en œuvre les moyens politiques, organisationnels, matériels nécessaires à la reconstruction de la IV^e Internationale — après que la SWP ait rallié en 1963 le SI et formé avec lui la SU — la SLL s'est dérobée progressivement, elle a entravé le fonctionnement du CI et elle a fini par perpétrer la scission en entraînant la moitié des organisations du CI. De ce point de vue, le CI n'a pas assumé la continuité de la IV^e Internationale parce qu'il n'a pas assumé les tâches et la responsabilité de sa reconstruction.

Lorsque celles-ci se sont posées et qu'elles se sont développées, le CI est devenu un champ de bataille, d'une bataille dont l'enjeu était la reconstruction de la IV^e Internationale, donc sa continuité. Il est mensonger de prétendre comme le fait Varga, que cette appréciation de la crise du CI est nouvelle. Dès le début de cette bataille à la réunion du CI de Pâques 1967, je faisais un rapport au nom de l'OCI — au nom aussi de Varga, membre du BP de l'OCI et de Varga dirigeant de la LRSB — au cours duquel je développais ce que Varga caractérise cinq ans plus tard ainsi :

« Sombrier dans l'éclectisme pour ne donner aucune caractérisation de l'ensemble de l'activité du CI. »

« La résolution sur le travail de la Commission Internationale adoptée par le CC de l'OCI en sa session du 22-1-67 » expliquait : « La perspective que traçait la conférence d'avril 1966 au Comité International a été pleinement confirmée par le développement de la situation internationale, par l'évolution de la politique du secrétariat unifié pabliste, par les possibilités démontrées au cours de la manifestation de Liège, des meetings de Paris et de Londres commémorant la révolution hongroise : le CI peut et doit s'engager dans les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale.

« Ayant assuré depuis 1953 la continuité de la IV^e Internationale, le CI est désormais confronté avec les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale. Il n'y a là aucune contradiction. L'existence, la lutte du CI et de ses sections ont permis que le programme de la IV^e Internationale s'inscrive dans la lutte des classes, reste vivant : la continuité de la IV^e Internationale était assurée. En même temps la crise pabliste a disloqué la IV^e Internationale organisationnellement, accumulé les problèmes théoriques et politiques à résoudre, développé au sein d'organisations — qui auraient pu évoluer différemment — la confusion politique, empêchant que se construisent dans le monde des Organisations de la IV^e Internationale. La IV^e Internationale est donc bien à reconstruire. Le CI, parce qu'il a assumé la continuité de la IV^e Internationale est la force motrice de cette reconstruction. Mais avec la Conférence d'avril 1966, s'est ouvert un nouveau stade : celui où le Comité International doit, sous peine de faillir à ce qui le justifie, entreprendre les tâches concrètes de la reconstruction. »

En l'occurrence l'éclectisme consiste à se dérober à une analyse de l'histoire du CI, de son mouvement contradictoire, car lui aussi est un « enjeu de la lutte des classes » mais pas un enjeu passif, pas un « reflet ».

Constater et analyser la crise pabliste, ses origines, ses conséquences, la dislocation de la IV^e Internationale, la nécessité de la reconstruire, ce n'est pas coller une étiquette négative sur la IV^e Internationale depuis Trotsky et jusqu'en 1950 : c'est analyser son histoire contradictoire. L'histoire a montré une fois encore qu'elle n'était pas toute droite, linéaire : malgré la proclamation de la IV^e Internationale en 1938, en 1972 il faut la reconstruire. Nous ne revenons pas pour autant à 1938 et avant.

Mais la LRSH, le CO de l'Europe de l'Est s'inscrit en faux : le CI n'a pas éclaté, il s'agit « d'une crise de croissance ».

Que le SWP rejoigne le SI, que la SLL et la moitié des organisations aient scissionné et nous vivons, « une crise de croissance ». C'est une caractérisation très... étonnante. Elle rappelle le délire de P. Frank en 1947 : alors que la moitié du PCI l'abandonnait sous l'influence des droitiers (et qu'ensuite le PCI était réduit au tiers, sinon au quart de ses effectifs), il se réjouissait. Il estimait sans doute aussi que c'était « une crise de croissance ». Le délire de Pierre Frank était politiquement motivé, secrétaire de l'Internationale il se « pensait » comme un des membres de « la direction révolutionnaire ». L'objectivisme-

subjectivisme était à l'origine de ce délire.

Le délire « varguiste » a aussi ses raisons. Varga, après avoir affirmé que la IV^e Internationale avait ses bases objectives en Europe de l'Est, dans la section de l'URSS et par extension dans les sections de l'Europe de l'Est, qu'en conséquence de la défaite du bolchevisme face au stalinisme elle était mort-née, a dû la ressusciter en lui donnant la qualité qu'elle n'eut jamais : celle d'être la direction du prolétariat. Il fallait que le flambeau, ainsi que dans une course de relais, soit transmis. Pourquoi le CI continue-t-il, pourquoi subit-il simplement « une crise de croissance » ? Le SWP a quitté en 1963 le CI et formé avec le SI le SU, soit, la SLL a scissionné, elle a cassé en deux le CI, soit : mais l'OCI

« ne voit pas l'histoire du CI comme un processus de développement ».

Elle

« ne voit qu'un bloc uni (dans l'histoire du CI) où le début (1953) ressemble à la fin (1972), pour ainsi dire sans aucun changement, que cette fin est expliquée par la situation du début, de façon déterminante et ainsi de suite.

« ... le CI a connu diverses phases dans son développement séparées les unes des autres par des changements qualitatifs. »

Qualitatif est-il écrit. Poursuivons :

« ... aussi bien dans son caractère, que dans sa composition... Intimement liés au développement de la lutte des classes.

« ... la première (phase) allait jusqu'à 1959, date de la révolution cubaine. C'est à partir de cette date que la position empirique du SWP à l'égard du pablisme commençait à se révéler. »

Non. Elle date des années 50-53. Elle était contenue dans l'indifférence du SWP vis-à-vis de l'Internationale depuis au moins la fin de la guerre.

« Son attitude par rapport à Castro devait la rapprocher du pablisme. »

Varga et ses amis mettent tout à l'envers : l'attitude équivoque du SWP à l'égard du pablisme, de la IV^e Internationale, donc de l'unité dans l'espace et dans le temps, de la lutte des classes mondiale, allait de rapprocher du castrisme et de l'organisation pabliste. Ne désespérons pas, le changement qualitatif arrive, il est là :

« Cette période s'est conclue par un changement qualitatif du CI en 1962-63. Il était marqué par deux événements importants... La rupture du SWP... La LRSH est entrée au CI. »

Leur modestie souffre de cet aveu, aussi les auteurs de ces lignes, les joues rosies de confusion, s'empressent de faire preuve de l'humilité naturelle à ceux qui font les Internationales :

« Lorsque nous pensons que dans l'œuvre de la reconstruction de la IV^e Internationale l'entrée de la LRSH et en général des groupes trotskystes des pays de l'Est est décisive nous ne sommes pas conduits par un quelconque nationalisme. Nous affirmons par là, indépendamment de nos

résultats modestes, que dans le combat entre bolchévisme et stalinisme, où ce dernier a remporté une victoire provisoire et limitée par la destruction de la IV^e Internationale en URSS et en Europe de l'Est — base matérielle du pablisme — la IV^e Internationale a pris sa revanche.

La suite est précaution de style :

« Nous ne disons pas, non plus, que la reconstruction de la IV^e Internationale se fera à partir des pays de l'Est comme certains camarades (de l'OCI) nous prêtent cette opinion. Ce n'est pas à partir des organisations trotskystes de ces pays mais seulement avec elles — ensemble — que nous pouvons la reconstruire. Et tandis que la rupture persistait il n'y avait pas de reconstruction possible. »

Le noyau de leur texte, analysé plus haut, le projet de statuts du CO des Communistes (trotskystes) des pays de l'Europe de l'Est, démontrent ce qu'il faut penser de ce camouflage. D'autant que la dernière phrase dément les deux précédentes : tant que la LRSH et le CO de l'Europe de l'Est n'existaient pas la reconstruction de la IV^e Internationale était impossible.

COMMENT EST NEE ET S'EST DEVELOPPEE LA FRACTION TROTSKYSTE INTERNATIONALE

Lorsqu'en conclusion de l'article « Pour la clarification politique » j'écrivais : « Nous sommes d'accord pour estimer que la SLL a trébuché, pour ne pas dire plus, parce qu'elle s'est refusée à assumer ses responsabilités internationales : la "fraction trotskyste" n'est rien d'autre qu'un refus d'assumer les tâches internationales que nous avons à accomplir cela au nom de la « pureté ». Je ne savais pas quel était le fond des divergences. Ce que j'en savais suffisait néanmoins pour que je puisse conclure :

« L'étroitesse nationale, l'idéalisme petit-bourgeois, ne sont pas réservés aux organisations occidentales. La pression déformante de la bourgeoisie et du stalinisme s'exerce sur toutes les organisations : des erreurs de méthodes multiplient l'efficacité de cette pression. La méthode utilisée par la LRSH est au fond la même que celle utilisée par la SLL pendant des années. Elle ne peut être que très dévastatrice pour la LRSH. Il faut en changer. »

C'était une erreur : la gangrène avait déjà gagné la LRSH. L'attaque vicieuse était déjà déclenchée. Elle visait à briser le nouveau cadre de reconstruction de la IV^e Internationale, au nom du « Maintien du CI », de la « fraction trotskyste ». Saisissons une fois encore nos lascar la main dans le sac.

Ayant été étrillés sur la question de la « fraction trotskyste internationale », Varga et son équipe ont trouvé une voie de retraite :

« Qu'on le veuille ou non la IV^e Internationale est une fraction de l'ensemble du mouvement

La « base matérielle », ainsi que le cœur et l'esprit de la IV^e Internationale c'est « le monde stalinien », le « monde de la révolution politique » : la destruction de la section de l'URSS aboutit à la destruction de la IV^e Internationale, en réalité la défaite de l'opposition de gauche ; la constitution de la LRSH et du CO de l'Europe de l'Est est le point de départ de la reconstruction de la IV^e Internationale, en réalité de la construction d'une Internationale des pays de l'Est de l'Europe ; le CO de l'Europe de l'Est est par lui-même une « Internationale » le « reste » est secondaire, au sens rigoureux du terme, c'est-à-dire subordonné.

Mais entre la défaite de l'opposition de gauche, la destruction de la section de l'URSS et la constitution de la LRSH, il faut un pont : Varga a besoin pour cette fonction de la IV^e Internationale « occidentale », du CI de « la première période » de la IV^e Internationale que Trotsky proclama. Il faut en outre qu'ils aient été « la direction du prolétariat » (une triste direction en vérité estime Varga) pour que Varga et son brain trust assument à leur tour ce rôle, en le transformant toutefois « qualitativement ».

Que dire ? sinon escrocs politiques de bas étage.

ouvrier international, la fraction la plus consciente... »

Ces phrases veulent être une nouvelle mouture de ce que Marx et Engels écrivaient dans le « Manifeste communiste » :

« Les communistes ne forment pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers... Pratiquement, les communistes sont donc la partie la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui va toujours de l'avant. »

Varga et consorts ont oublié que depuis la publication du « Manifeste communiste » il s'est écoulé une déjà longue histoire du mouvement ouvrier. La sociale-démocratie, les PC restent des partis ouvriers — des partis ouvriers bourgeois pour reprendre l'expression de L. Trotsky —. Mais il est impossible de considérer la sociale-démocratie comme une fraction du mouvement ouvrier, la IV^e Internationale comme une fraction du mouvement.

Les seules organisations authentiquement ouvrières ce sont les organisations communistes : les organisations de la IV^e Internationale, le CI, le CO pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne sont pas « une fraction (parmi d'autres) du mouvement ouvrier » : la « fraction trotskyste internationale ». Cette explication montée après coup et donc fautive bien que significative, Mais au point où ils en sont se rendent-ils compte combien elle est incongrue ? De plus c'est une nouvelle tentative d'escroquerie politique, dans le but de masquer une prise de position qui, maintenant, devient très significative. En effet, la résolution de la LRSH soumise à la 2^e Session de la pré-Conférence est rédigée ainsi :

« Nous considérons que dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale le problème de la fraction trotskyste internationale est une question décisive. »

« C'est en fonction de cette question décisive que nous envisageons l'ensemble du problème du Comité International et non en soi. »

« De ce point de vue fondamental, face aux liquidateurs qui ont effectivement réussi à détruire la IV^e Internationale basée sur le centralisme démocratique, une fraction trotskyste internationale a pu naître et se développer » (souligné par moi).

C'est net et précis : « la fraction trotskyste internationale est née et s'est développée au sein du CI ». Il n'est pas question d'une fraction trotskyste, « fraction du mouvement ouvrier » à travers les âges. Il n'est pas plus question que cette « fraction trotskyste internationale » soit le CI, puisque même après son éclatement, siègent parmi les organisations qui en furent membres et qui sont restées aux côtés de l'OCI

certaines qui « aliènent l'indépendance du prolétariat » : le POR. Enfin cette résolution a été soumise au vote de la pré-Conférence : par conséquent au vote d'organisations que les auteurs de cette résolution considèrent comme « aliénant l'indépendance de classe du prolétariat » et comme indignes d'appartenir à la « fraction trotskyste internationale », celle-ci fut-elle un CI nouvelle manière. Cependant la signification et le contenu que donnait Varga et son équipe à cette formule « la fraction trotskyste internationale » depuis est devenue claire : cette fraction est née au moment où s'est constituée la LRSH, elle s'est développée par la formation du Comité d'Organisation de l'Europe de l'Est. Partout et sous de multiples formes c'est la même ligne conductrice : « le monde stalinien », le « monde de la révolution politique » centre de toutes choses

Malgré leurs véhémentes dénégations, Varga et les siens entreprenaient, au cours de la 2^e Session de la pré-conférence en présentant leur résolution, une sérieuse « épuration ».

Indignés, ils écrivent :

« Les camarades de l'OCI nous ont répété « vous voulez exclure le POR ». Lorsque nous avons répondu que nous ne voulons exclure personne ; que c'est à tous et à chacun de se définir par rapport au programme, de nouveau on parlait deux langages différents. »

C'est parfaitement exact pour une fois. L'OCI parlait le langage de la clarté, de la netteté politiques ; Varga et ses amis le langage de la duplicité. L'OCI prenait acte que d'après la LRSH et le CO de l'Europe de l'Est, la politique du POR (et de PO) « aliénait l'indépendance de classe du prolétariat » et que si les rédacteurs de cette résolution étaient conséquents ils devaient, compte tenu de l'ensemble de ce qu'ils expliquaient, demander que soit exclu « de la fraction trotskyste internationale » le POR. Ils s'indignent : mais non, mais non... Et ils écrivent plus loin :

« Nous pouvons et devons lutter pour élever le degré du centralisme démocratique, en commençant par l'application d'une discipline découlant d'un accord ferme sur le programme (souligné par moi).

En bonne logique : il faut donc exclure le POR, dont les positions, selon Varga et compagnie, sont contraires au programme, et PO, et bien d'autres.

La dernière excommunication en date concerne l'OCI, qu'il vous faut oh ! « très chers camarades », « caractériser ». D'après vous, à la pré-Conférence, il y a eu deux criblages. Le premier a été effectué par le vote sur la résolution politique. L'OCI se tenait encore à ce moment du bon côté de la barricade. Le second a été effectué par le vote sur la résolution « les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale ». Alors l'OCI a basculé du mauvais côté. L'OCI défend formellement le programme :

« Mais le problème grave c'est que lorsqu'il faut traduire cette intransigeance sur le plan d'organisation les camarades de l'OCI la transforment en méthode... C'est déjà une séparation très dangereuse entre le programme et l'organisation, entre la théorie et la pratique. »

Que peut-il advenir à une organisation qui effectue une rupture de ce genre ? Le texte de la LRSH et du CO de l'Europe de l'Est nous l'enseigne. Commentant la scission perpétrée par la SLL :

« Il faudrait caractériser les organisations scissionnistes du CI en particulier la SLL pour établir si oui ou non elles ont rompu avec la IV^e Internationale ? Nous ne le pensons pas, car il serait erroné de dire que la SLL — de même que le POR par exemple — sont devenus ennemis, c'est-à-dire passés du côté de l'ordre bourgeois. »

Varga et compagnie n'ont que faire du minimum de cohérence : exclu en raison de la nécessité « d'appliquer une discipline qui découle d'un accord ferme sur le programme » le POR retrouve sa place en tant qu'organisation trotskyste, pour la seule raison que cela facilite la démonstration que prétend faire ce paragraphe de leur texte. Or il s'agit de mettre au pilori l'OCI coupable d'un acte criminel contre la IV^e Internationale qui dépasse de loin ceux de la SLL et aussi du POR.

« Certes, la scission est grave. Mais elle ne détermine pas le CI. Pas plus pour l'avenir que par rapport au CI. Par contre, si la scission — malgré sa gravité — n'a pas fait éclater le CI, la proposition et la position de l'OCI ont cette signification. »

Donc l'OCI est une organisation liquidatrice du CI et par suite de la IV^e Internationale.

« Pour le remplacer par un cadre "d'unité des révolutionnaires". »

Inutile de préciser que l'OCI n'a évidemment pas sa place dans « la fraction trotskyste internationale ». Celle-ci doit combattre, tout au contraire, principalement l'OCI.

On est en droit de s'interroger : qui compose cette fameuse fraction ? La réponse est évidente : la LRSH et le CO de l'Europe de l'Est. Ce qui ne doit rien au hasard : le CO des Communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est, dont la LRSH est une section, est un embryon du super parti de l'Europe de l'Est, de l'Internationale de la Révolution politique, le « reste » est secondaire, accessoire. Varga ne tolère pas de rupture entre « théorie » et pratique, et il le prouve. On est obligé de se demander également, contre qui portaient en guerre ces valeureux combattants ? Contre le POR, contre PO, contre l'OCI, finalement contre le CO pour la reconstruction de la IV^e Internationale. La conclusion ne fait pas de doute : « la fraction trotskyste internationale » est une machine de guerre utilisée pour combattre contre la reconstruction de la IV^e Internationale. En réponse à cette conclusion évidente, Varga et ses compagnons déclarent : « Ce sont bien les méthodes de l'OCI. Ils nous insultent » :

« Nous appelons les organisations et groupes du Comité d'organisation international de former

une fraction avec nous pour le maintien et le développement du Comité International, pour la traduction organisationnelle de la résolution politique. »

Hélas si le Comité International a eu un rôle indispensable dans le maintien de la continuité de la IV^e Internationale, « l'avatar » de la LRSH et du CO des pays de l'Europe de l'Est est une démonstration supplémentaire qu'il a éclaté. La scission perpétrée par la SLL a libéré les forces centrifuges. Les forces de classe ont opéré. Varga et son groupe, au nom du trotskysme bien sûr, s'alignent politiquement à la gauche du stalinisme. Ils construisent une machine de guerre contre la reconstruction de la IV^e Internationale. Vraisemblablement ils devront faire de nombreux zig-zags. Pour faire exploser le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, pour attaquer l'OCI, ils doivent « coller » au Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale et à l'OCI.

L'OCI réaffirme qu'elle coupe tous liens politiques et d'organisation avec eux. Elle les combattra au sein du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale comme des adversaires de la IV^e Internationale afin de clarifier cette question aux yeux des organisations qui composent celui-ci.

UN PASSEPORT SIGNE

Le moment est venu de conclure. L'OCI s'en tient à son appréciation fondamentale des origines de la crise qui a disloqué la IV^e Internationale et des conséquences de cette crise. La IV^e Internationale n'a pas fait faillite. Son programme est l'expression consciente du mouvement du prolétariat, de la Révolution prolétarienne mondiale. La continuité de la IV^e Internationale, après sa dislocation, a été assumée par le CI. Pour n'avoir pas résolu les contradictions déjà décelables à sa formation, il n'a pu assumer jusqu'au bout cette continuité.

Lorsque les problèmes de la reconstruction de la IV^e Internationale se sont posés comme activités politiques pratiques, ces contradictions sont devenues explosives et ont effectivement fait exploser le CI. Ces contradictions sont, sous une forme donnée, dérivées des contradictions de classe : nationalisme et idéalisme petit-bourgeois opposés à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, en utilisant des formules radicales, « la IV^e Internationale existe, elle n'a pas à être reconstruite ».

La continuité de la IV^e Internationale demeure assurée grâce à la bataille politique menée particulièrement par l'OCI au sein du CI, et au nom du CI, qui a défini la ligne de reconstruction de la IV^e Internationale, et a accompli les premiers pas sur la voie de cette reconstruction. Un nouveau cadre organisationnel a été constitué : le Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la IV^e Internationale. Mais l'OCI ne cache pas que l'éclatement du Comité International est un nouveau coup très dur, et non une « crise de croissance », porté à la IV^e Internationale.

Contre les pablistes liquidateurs, contre les nouveaux tenants du « monde stalinien », du « monde de

la Révolution politique », il faut réaffirmer l'unité dans le temps et dans l'espace de la lutte des classes mondiale. La Révolution politique est entièrement intégrée, elle est partie constituante de la Révolution prolétarienne mondiale dont la Révolution russe a été la première révolution victorieuse. La lutte de classe mondiale oppose fondamentalement prolétariat et bourgeoisie, et non stalinisme et bolchevisme. La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires les bureaucraties parasitaires sont des excroissances sociales parasitaires.

La bureaucratie du Kremlin est née de la conjonction de l'état arriéré du pays de la Révolution d'Octobre, de l'épuisement du prolétariat de l'URSS, des défaites du prolétariat dans les pays capitalistes économiquement développés. Elle est une couche sociale particulière : mais elle est l'instrument de la réaction bourgeoise mondiale et en URSS, au sein de l'Etat ouvrier dégénéré parce que isolé et arriéré. Les défaites des révolutions allemandes en 1918 et 23, des mouvements révolutionnaires en Europe au cours de la même période, de la deuxième révolution chinoise, ont été décisives en ce qui concerne la constitution et le développement de la bureaucratie du Kremlin. Ces défaites ont assuré son contrôle sur l'Etat ouvrier qu'elle a fait dégénérer et sur le Parti Bolchevique qu'elle a détruit. L'écrasement du prolétariat allemand en 1933, du prolétariat espagnol en 1936-39, la défaite en 1936-38 du prolétariat français ont renforcé la bureaucratie du Kremlin.

Toutes ces défaites ont été les conséquences de l'absence de direction révolutionnaire. L'origine du développement de la bureaucratie du Kremlin, de sa victoire sur le bolchevisme, l'Opposition de Gauche,

c'est : l'absence des partis bolcheviques, de partis communistes authentiques, au sein de l'IC et particulièrement en Allemagne.

Ainsi que l'expliqua Trotsky : la question de la direction, de sa clarté théorique, politique, d'organisation, de sa fermeté, de son expérience, est à l'origine des défaites subies par le prolétariat, et non un mécanisme fatal de la lutte des classes. A leur tour, la dégénérescence de la révolution russe, la destruction du parti bolchevique, la soumission, puis la destruction de l'IC par la bureaucratie du Kremlin, la constitution de son appareil international, ont été la source de nouvelles défaites, et ont dressé de nouveaux obstacles à la construction de la direction révolutionnaire. La lutte des classes n'a pas cessé pour autant.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin a été le facteur principal du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. L'extension des rapports sociaux de production nés d'Octobre aux pays de l'Europe de l'Est a été fondamentalement le produit de la nouvelle vague révolutionnaire mondiale qui a ébranlé le système impérialiste mondial en ses vieux bastions, et qui a déferlé avec la Révolution chinoise, après avoir vaincu en Yougoslavie. L'abandon de l'Est de l'Europe par l'impérialisme à la bureaucratie du Kremlin, la division de l'Europe en deux, de l'Allemagne en deux, étaient nécessaires au maintien de l'ordre bourgeois, au sauvetage de l'impérialisme à l'échelle internationale. L'unité de la lutte des classes mondiales, malgré les apparences, restait à la base de tous les rapports sociaux et politiques mondiaux. La politique de la bureaucratie du Kremlin a empêché que les prolétariats en aient pleinement conscience.

C'est de ce point de vue, point de vue décisif, qu'elle a mis en cause l'unité du prolétariat mondial.

Mais, ainsi que Trotsky l'avait prévu, sous les apparences immédiates, la vague révolutionnaire de la fin de la guerre et de l'après-guerre minait la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin. Les rapports réels entre les classes et à l'intérieur des classes ont commencé à se manifester clairement et au grand jour lorsque, au cours des années 1953-56, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont été conjointement et ouvertement menacés par la Révolution sociale et la révolution politique. Révolution sociale et révolution politique ne se juxtaposent pas : elles sont organiquement liées ; elles sont parties du même processus, la Révolution prolétarienne mondiale, contre la bourgeoisie et son agent, la bureaucratie du Kremlin.

En 1968, une nouvelle phase de la Révolution prolétarienne mondiale s'est ouverte, que l'OCI a caractérisée comme : la période de l'imminence de la Révolution et de la contre-révolution. Plus s'approfondit la lutte des classes, plus elle s'approfondira, plus se précise et s'amplifie la nouvelle vague révolutionnaire mondiale, plus les rapports entre les classes apparaissent pour ce qu'ils sont : la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires, sont les agents de l'impérialisme, du maintien de la défense de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, des agents de la bourgeoisie au sein des Etats

ouvriers dégénérés et déformés. Elles se préparent à la guerre civile contre les prolétariats des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS.

La bureaucratie du Kremlin et son appareil international sont condamnés à être disloqués, pris entre la bourgeoisie et le prolétariat, en accomplissant leur fonction d'agent de l'impérialisme. La crise de l'impérialisme, à laquelle est organiquement liée la crise de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, sans parler de la bureaucratie chinoise, peut aller jusqu'à la dislocation du système impérialiste mondial, à l'éclatement de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Mais cela ne signifie pas encore la victoire du prolétariat mondial : la crise de l'humanité reste la crise de la direction révolutionnaire, qu'il s'agit toujours de résoudre. Seule la IV^e Internationale peut résoudre la crise de la direction révolutionnaire.

La IV^e Internationale est inséparable de toute l'histoire du mouvement ouvrier, de la lutte des classes mondiale, dont elle est l'expression consciente et organisée. Elle est un concentré de la lutte des classes, l'instrument décisif de la lutte de classe du prolétariat, en même temps qu'un enjeu de la lutte des classes. Mais elle n'est pas le reflet de la lutte des classes en général. Elle est une catégorie spécifique.

Ainsi, elle a été proclamée contre tout le cours immédiat de la lutte des classes mondiale en 1938, comme expression consciente et organisée du cours historique. Ainsi, elle a été disloquée au moment où l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin pesaient sur elle de façon écrasante, mais où la jonction entre la révolution sociale et la révolution politique se réalisait. La reconstruction de la IV^e Internationale reste la tâche centrale qui, pour être accomplie, exige que soient mises à jour les racines de la crise prolétarienne. La crise de la IV^e Internationale n'a pas ses racines dans une quelconque situation objective, dans une réalité « matérielle et organisationnelle » que serait la destruction de la section de l'URSS. Les racines de la crise de la IV^e Internationale sont au niveau de sa direction, de son incapacité à répondre aux problèmes de la construction de la IV^e Internationale. C'est en ce sens que l'assassinat de Trotsky et des vieux cadres bolcheviques a eu ses plus graves conséquences sur la IV^e Internationale. C'est en ce sens que fut altérée la continuité du bolchevisme.

L'OCI réaffirme : c'est l'objectivisme et le subjectivisme qui ont été à l'origine de la crise de la IV^e Internationale. L'objectivisme consiste à penser — et à agir en conséquence — que le mouvement du prolétariat se développe mécaniquement jusqu'à « reconnaître » la IV^e Internationale et son Programme ; le subjectivisme consiste à penser et à agir comme si la direction de la IV^e Internationale était la direction de « rechange », et comme si la proclamation de la IV^e Internationale avait résolu la « crise de la direction révolutionnaire » ; une fois proclamée, la IV^e Internationale n'avait plus qu'à se renforcer progressivement, alors qu'il s'agissait de la construire.

La crise de la IV^e Internationale continue à se développer : l'éclatement du Comité International est un développement de cette crise. Pourtant la continuité de la IV^e Internationale a été assumée par le Comité International : le CI a été le cadre qui l'a

permis. Des bases pour la reconstruction de la IV^e Internationale ont été posées. Un nouveau cadre a été constitué : le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. C'est ce cadre que s'efforcent de détruire le LASH et le Comité d'Organisation des Communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est.

Varga et son équipe utilisent alors leurs arguments massue :

« Nous qualifions la conception de l'OCI d'opportuniste sur le plan d'organisation ; l'OCI liquidatrice du CI devient partisane du "regroupement des révolutionnaires". »

Ces affirmations s'accompagnent de l'exigence d'appliquer à un certain « degré le centralisme démocratique ». Venant de la part des tenants du « maintien du CI » c'est assez cocasse : jamais à aucun « degré » le centralisme démocratique ne fut appliqué à l'intérieur du CI, jamais le CI n'a été « un centre dirigeant » : tout simplement parce que la dislocation de la IV^e Internationale ne le permettait pas. La dislocation de la IV^e Internationale a non seulement des conséquences organisationnelles mais aussi politiques. Les organisations, groupes, militants qui se réclament du programme de la IV^e Internationale, qui se dressent contre le pablisme liquidateur, qui se prononcent pour la reconstruction de la IV^e Internationale, n'ont pas l'homogénéité théorique et politique suffisante et il n'existe pas à l'heure actuelle de direction de l'Internationale qui se soit formée et sélectionnée dans la lutte politique commune, qui ait l'autorité politique justifiée suffisante, pour que puisse se constituer un « centre dirigeant ».

Il n'existe pas de « centre dirigeant ».

Mais les désaccords qui se sont manifestés sont-ils suffisants pour qu'actuellement une ou plusieurs organisations membres du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale en soient écartées ? A notre avis il n'y a dans ce cas que la LASH, ou, pour être plus exact puisque celle-ci n'est qu'un élément de l'embryon du super-parti, de l'Internationale des pays de l'Est, que le CO des pays de l'Est.

Par leur place dans la lutte des classes internationale, en fonction de leur histoire, de la relation de cette histoire avec celle de la IV^e Internationale, les organisations qui se sont engagées dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui acceptent le cadre du Comité d'organisation international doivent être caractérisées comme trotskystes. Elles ont leur place au sein du CO pour la reconstruction de la IV^e Internationale. D'autres organisations, ainsi la SLL, doivent également être caractérisées comme trotskystes, malgré la profondeur des divergences que l'OCI, en particulier, a avec elles.

Certaines organisations enserrées dans l'organisation internationale pabliste, le SU, s'ils coupent avec ce cadre ou si ce cadre est brisé, ne sont pas perdues pour la IV^e Internationale. Elles peuvent rejoindre le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Il est vrai que nous sommes encore très loin d'avoir reconstruit la IV^e Internationale. Mais l'étape actuelle, aussi insatisfaisante qu'elle soit pour des esprits aussi rigoureux que ceux des compagnons du monde de la révolution politique, doit être franchie. Les réponses organisationnelles de l'OCI sont en parfaite harmonie avec

son appréciation de la profondeur de la crise de la IV^e Internationale, des conséquences de sa dislocation politique et organisationnelle.

L'OCI estime qu'un cadre commun peut et doit être constitué en même temps que les divergences politiques peuvent et doivent s'exprimer ouvertement : actuellement il n'y a pas d'autre moyen de procéder. Le « radicalisme » affiché par le CO de l'Europe de l'Est, qui d'ailleurs s'écaille vite, consiste à tourner le dos à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, à s'y opposer en pratique. L'expérience d'aujourd'hui confirme les expériences passées. La politique de l'OCI ne doit rien à celle du « regroupement des révolutionnaires ». Son cadre et son sens : la reconstruction de la IV^e Internationale, sur la base du programme — sont parfaitement définis et clairs. Enfin loin d'être conciliante, loin d'enterrer les divergences qu'elle considère comme importantes, loin de jeter le voile sur les positions qu'elle estime être dangereuses, l'OCI lance la discussion sans attendre que d'autres le fassent. Ainsi en est-il à propos des positions du POR, de « Política Obrera », d'Avant-garde d'Israël. Elle propose textes et résolutions qui cernent ces divergences, qui explicitent ses positions, qui obligent chacun à s'exprimer et à prendre position clairement.

A ce propos : mais quelles sont donc les contributions de l'Internationale du monde de la Révolution politique, aussi bien par rapport aux divergences vis-à-vis des positions du POR, que précédemment au sein du CI au cours des discussions entre l'OCI et la SLL ? Aucune contribution ! Le pesant silence blanc des steppes sibériennes.

L'OCI s'est attelée à la tâche de reconstruire la IV^e Internationale, et cela depuis deux décennies. Un de ses objectifs est de reconstituer un centre dirigeant, de créer les conditions de l'application des règles du centralisme démocratique. Il s'agit de savoir comment y parvenir. Cela ne peut être réalisé qu'en application d'une ligne fondamentale. La reconstruction de la IV^e Internationale doit être considérée et située comme la question centrale de la lutte des classes. L'un des traits les plus importants, sinon le plus important, de la crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, ce sont les nouveaux rapports politiques qui ne font encore que se dessiner à l'intérieur de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier.

C'est par rapport aux couches qui se détachent des organisations traditionnelles, aux militants qui veulent organiser la lutte contre l'impérialisme et son agent la bureaucratie, à la jeunesse, sur le fond du mouvement du prolétariat dans son ensemble, c'est également par rapport aux organisations, aux militants, qui cherchent à rompre le carcan du pablisme, du SU, qu'il faut ouvrir la perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale. De ce point de vue nous sommes dans une situation radicalement différente de 1938, où le prolétariat et ses cadres étaient écrasés par les défaites successives, par l'impérialisme et son agent la bureaucratie du Kremlin, par la proximité de la guerre. La perspective de la IV^e Internationale doit être largement ouverte. L'objectif de réaliser une conférence ouverte que l'OCI a défini depuis déjà plusieurs années concrétise cette méthode.

Mais faut-il « d'abord » que se constitue un centre international, que s'applique le centralisme démocratique, à l'intérieur d'une organisation internationale, qui serait déjà finalement considérée comme la IV^e Internationale reconstruite ? Fausse question. L'homogénéisation des organisations-trotskyistes, éventuellement les clivages, les ruptures, mais aussi leur renforcement, l'apport de nouvelles forces, de nouvelles organisations, sont inséparables de l'action et de la discussion politiques situées dans cette perspective.

Elle ne peut résulter de quelque « à priori ». C'est ainsi que, en fonction de la progression de la discussion et de l'activité politique orientée en ce sens, la cohésion théorique et politique permettra que se forge un « centre dirigeant », que s'applique le centralisme démocratique.

Cependant rien ne se réalisera comme simple « reflet » de la lutte des classes : il faut un cadre politique, il faut l'activité consciente des organisations, sans quoi la lutte des classes ne résoudra rien. Ce cadre les compagnons du monde de la Révolution politique s'acharnent à le détruire, ces organisations ils s'emploient à les désagréger : leur cible c'est finalement l'OCI.

En conclusion, la virulente attaque anti-trotskyiste de Varga et de ses coéquipiers s'est développée sur la lancée de l'éclatement du CI. Elle est au fond commandée par les mêmes raisons politiques profondes qui font que l'OCI est au centre, en France, des attaques de l'appareil stalinien, des appareils bourgeois. L'OCI occupe une place dans la lutte de classes en France qui peut devenir déterminante lorsque éclatera, s'approfondira, l'inéluctable crise révolutionnaire qui s'annonce. C'est maintenant qu'en grande partie se joue l'avenir relativement proche. C'est maintenant que l'OCI doit se développer, se renforcer. C'est maintenant que ses adversaires doivent frapper. La France et la construction du parti révolutionnaire en France, sont naturellement parties de la lutte des classes mondiale, et de la reconstruction de la IV^e Internationale.

A ce point nous sommes obligés de nous interroger sur le comportement de Varga et de ses amis à l'intérieur de l'OCI et du Comité International, et cela depuis des années. Sans doute c'est en quelques semaines qu'ils en sont venus à exprimer clairement leurs positions, mais elles existaient plus ou moins en germe, de façon plus ou moins développée depuis des années. Notre erreur est de ne pas y avoir pris garde. Lorsque l'on reconsidère à la lumière des prises de position clairement affirmées aujourd'hui, le comportement, les prises de positions et l'absence de prises de positions de Varga, soit à l'intérieur de l'OCI que du Comité International, depuis des années, nous sommes obligés de conclure : Varga campait à l'intérieur de l'OCI.

Déjà à la 3^e conférence du Comité International en 1966, alors qu'il n'avait jamais soulevé de problèmes de cette nature au sein de l'OCI, Varga participait à un bloc contre l'OCI, auquel participaient Slaughter représentant de la direction de la SLL et Voix Ouvrières (Lutte Ouvrière aujourd'hui). Dans le texte « Pour le maintien du CI » Varga et son équipe tentent une fois de plus de brouiller les cartes, ils écrivent :

« l'invitation de VO a été décidée à une réunion avec la participation des délégués de l'OCI, de la

LRSH et de VO, où nous étions tous d'accord pour cette invitation ».

Personne ne conteste ce fait. Il y a un abîme entre inviter des représentants de VO à une conférence pour tenter de disloquer VO et faire bloc avec la direction de VO et des dirigeants de la SLL pour tenter d'imposer à l'OCI la fusion avec VO. Varga était d'accord (la bonne blague) pour que VO participe à la conférence de Londres : lui et Slaughter avaient passé un accord avec les dirigeants de VO qui visait à subordonner l'OCI, à lui imposer « l'unité ». Qu'au cours de la conférence, l'OCI ait fait voler en éclat l'opération, et contraint Varga, bon gré mal gré, à prendre ses distances avec VO est une autre affaire. En effet au cours de cette conférence :

« La délégation de la LRSH a "osé" poser le problème que le CI ne pouvait assumer cette continuité de façon complète. Que de ce point de vue la résolution devait être amendée. De fait, la LRSH a déposé un amendement conçu à peu près (l'original a été déposé au bureau de la conférence) dans les termes suivants : à cause de la crise pabliste et de ses graves conséquences immédiates, dans les années 50 le CI ou Comité International ne pouvait pas encore pleinement assumer la continuité de la IV^e Internationale, par exemple, en intervenant à la Révolution politique, notamment en Hongrie et en Pologne. »

Cette explication édulcore la position de la LRSH à la conférence de Londres. Varga rejoignait VO et affirmait que la IV^e Internationale n'existait pas ou n'existait plus. Cependant la version qu'il donne aujourd'hui est suffisamment claire, l'idée maîtresse est toujours : par suite de l'écrasement de la section de l'URSS, la IV^e Internationale a cessé d'exister ; en réalité par suite de la défaite du bolchevisme (l'opposition de gauche) devant le stalinisme la IV^e Internationale était mort-née. En conséquence, il est parfaitement normal que, alors, il ait fait bloc contre l'OCI avec VO qui toujours fut en dehors de la IV^e Internationale. L'OCI a admis à l'époque que Varga ait eu cette position, l'ait ensuite abandonnée et qu'il ait rompu avec VO. Mais il faut le constater, c'est maintenant l'évidence, Varga a reculé, Varga a rompu avec VO pour rester au sein du CI, pour rester à l'OCI, il est resté fondamentalement sur les mêmes positions, en taisant, en cachant celles-ci il campait à l'intérieur de l'OCI ainsi qu'à l'intérieur d'une organisation que l'on utilise, comme un corps étranger ; l'OCI était pour lui finalement une organisation ennemie et non son organisation.

La même position s'exprime d'une autre façon dans les prises de position des fidèles du Comité d'Organisation de l'Europe de l'Est contre les militants de ces pays qui sont restés à l'OCI : ils les considèrent comme « des valets de l'OCI », ils réagissent comme des nationalistes petits bourgeois-est-européens, comme des gens de pays qui ont « fait la Révolution ». L'OCI, le CI devaient être utilisés, ils devaient être mis au service de cette élite venue des « pays qui ont exproprié le capital ». Si dure qu'elle soit, il faut se rendre à la réalité, au fond pour eux l'OCI c'était la volaille à plumer. Il était normal qu'un jour ou

l'autre ils rompent avec elle, qu'elle devienne, l'ennemie déclarée, après avoir été la vache à lait que l'on utilise.

L'histoire a donné une place centrale à l'OCI quant à la reconstruction de la IV^e Internationale.

Entendons-nous sur ce que cela signifie. L'OCI n'est absolument pas une organisation qui serait investie de quelque mission particulière en raison de qualités intrinsèques qui lui seraient propres, ou de rôle particulier du prolétariat français. Mais parce que le pablisme avait comme conséquence, la destruction de la section française, cette section a dû, la première et seule, engager le combat contre sa destruction. Elle ne pouvait se défendre et résister au pablisme qu'au nom et au compte de la défense de la IV^e Internationale. Dès 1951, c'est pour sa survie, en combattant pour exprimer consciemment l'unité mondiale de la lutte des classes, sur le programme de transition, pour la défense et ensuite la reconstruction de la IV^e Internationale, qu'elle a résisté au pablisme. Là est la raison du rôle qu'elle assume. Mais il faut aussitôt ajouter qu'elle ne peut remplir sa tâche qu'en combattant pour la construction d'un centre international capable d'assumer le rôle moteur de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous ne ferons pas ici l'historique de la lutte de la section française depuis la crise pabliste. Mais tout le monde sait qu'au sein du CI au cours de ces dernières années elle a joué le rôle moteur ; qu'elle a eu une action dans tout ce qui a été fait pour progresser dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale, qu'elle a été à l'initiative de la deuxième session de la pré-conférence sans parler de la première session.

L'avenir du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale n'est pas indépendant de la capacité de l'OCI à l'animer, à impulser son action.

En bref pour empêcher la reconstruction de la IV^e Internationale, il est indispensable de briser le cadre qui se constitue, quelles que soient ses limites et ses faiblesses, il faut pour cela s'attaquer à l'OCI.

Les compagnons du « monde de la révolution politique » lancent leurs pierres contre l'OCI. Sur chacune d'elles un label : stalinisme.

(15 décembre 1972.)

Stéphane JUST.

Pour le maintien du comité international

I. un processus de clarification (l'histoire d'une discussion)

INTRODUCTION

Les militants trotskystes, en France du moins, se posent la question : que se passe-t-il ? Depuis la 2^e session de la pré-conférence internationale (1-4 juillet 1972), ils assistent à une détérioration tellement rapide des rapports entre l'OCI, d'une part, la Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois (LRSH) et le Comité d'Organisation des Communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est de l'autre, qu'ils peuvent difficilement admettre. Faute de connaître des faits successifs, leur contexte et très souvent le sujet et le contenu exacts des divergences, ils ne voient que certains éléments — ceux-ci isolés en eux-mêmes et montés en épingle —, et qui les frappent par leur gravité. Beaucoup de choses de ces derniers mois leur sont incompréhensibles, les dépassent et les désorientent.

Nous tous, la direction de l'OCI, la LRSH et le Comité d'organisation en portons une responsabilité, et nous est-européens ne voulons pas en amoindrir notre part. Pour cette raison aussi nous sommes obligés de faire une sorte de nettoyage par rapport à l'ensemble de tout ce qui arrive comme une avalanche sur la tête des militants. En même temps, ce n'est pas seulement un nettoyage dans le sens d'une réponse à telle ou telle accusation ou d'une explication de telle ou telle attitude mais la tentative de saisir l'ensemble de ce

processus, seule possibilité pour tous de comprendre toutes les divergences et tous les faits « incompréhensibles ».

Depuis la pré-conférence internationale, une multitude « d'explications » et de faits se sont produits qui nous ont petit à petit convaincus qu'il y a un lien étroit entre ceux-ci et nos divergences avec l'OCI par rapport aux problèmes importants relatifs à la IV^e Internationale. Nous parlons surtout de cette campagne déclenchée contre la LRSH et le Comité d'organisation, campagne qui s'est développée comme une boule de neige allant rapidement au dénigrement, au point qu'aujourd'hui personne ne la contrôle plus.

C'est un fait indéniable que la campagne contre certains membres de la LRSH et du Comité d'organisation, puis contre l'activité même de ces organisations a été lancée justement à partir du moment où les divergences ont apparu. Simple coïncidence ? Alors qu'aujourd'hui on établit des « dossiers » sur des camarades est-européens, calomnie nos organisations. Ces accusations sont aussi exagérées qu'étaient les éloges sur nos « résultats merveilleux » au temps qu'il n'y avait pas de divergences entre nous. Ce seul fait devrait déjà nous faire réfléchir sur le degré d'impressionnisme de certains camarades de l'OCI.

Il importe de mentionner quelques autres faits indiscutables. Premièrement, que la position de la LRSH et du Comité d'organisation — de défendre le Comité International contre sa dissolution — est bien connu. A tel point que, selon le camarade Lambert, « plusieurs camarades de l'OCI la partagent ». Dans ce cas comment qualifier toute une campagne nous accusant « de ne pas avoir une position » et ces remarques théâtrales qu'on « voudrait bien connaître leur position ». Deuxièmement, il y a des camarades de l'OCI qui ont répété tellement de fois — et cela déjà à la pré-conférence — comme quoi nous n'avions pas un texte, que finalement (il faut le croire) ils l'ont réellement oublié. Alors qu'il existe des textes qu'ils connaissent bien. Que faut-il penser d'un tel « oubli » ?

Commençons donc par examiner le cadre et les conditions ainsi que l'histoire de cette discussion. Celle-ci avait, comme toute discussion, son propre développement car elle était et elle est un processus de clarification qui a débuté par un certain tâtonnement. Ainsi personne ne peut se servir — à moins de sombrer dans la démagogie — du fait que

pendant longtemps il y eut effectivement des hésitations de notre part, pour nous accuser. Notre position ne s'est affirmée et clarifiée que progressivement, de même il nous a fallu du temps pour saisir la signification des incidents avec l'OCI. Tout au long, nous avons délibérément écarté toute précipitation irréfléchie, cherchant à comprendre. C'est l'une des raisons pour laquelle, depuis notre texte du 20 juin jusqu'aujourd'hui, nous n'avons pas produit un autre texte. Ceux qui essaient d'en forger un « argument » pour dire que nous n'avons pas de position, par cela se caractérisent eux-mêmes. Ils auraient fait mieux, en attendant, de publier notre texte du 20 juin et aussi la note du camarade Michel Varga remise au B.P. de l'OCI le 16 juin.

D'une manière générale, les camarades de l'OCI « oublient » précisément le développement de l'ensemble de cette discussion. Le texte du camarade Just du 8 août (1) est particulièrement frappé de cette maladie, alors qu'il n'y a aucune compréhension possible d'un ensemble sans saisir le processus de son développement.

AVANT LA 2^e SESSION DE LA PRE-CONFERENCE INTERNATIONALE

Nous devons revenir à la fin du mois de mai, début juin 1972, à la première discussion sérieuse au Bureau politique de l'OCI sur les propositions à soumettre (rapport) à la pré-conférence. Nous sommes bien obligés de faire état de ces discussions, car ne publiant pas notre texte et faisant le silence sur ces discussions, la direction de l'OCI développe toute une campagne nous accusant devant les militants de ne pas avoir une position et d'avoir refusé la discussion.

La première fois, un brouillon de texte, élaboré seulement dans ses grandes lignes, a été présenté comme projet de rapport à la pré-conférence. Il concluait à la nécessité de remplacer le Comité International (CI) par un Comité de liaison des organisations pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Le camarade Michel Varga a tout de suite pris position contre cette proposition, sans mesurer exactement la profondeur des divergences. Sa position n'était qu'un réflexe de défense nullement élaboré. Quel crime ! D'ailleurs il n'était pas le seul puisque les autres camarades reconnaissant le caractère « effectivement trop lâche » d'un Comité de liaison, l'ont transformé en un Comité d'organisations.

Voilà déjà un premier changement. D'autres suivront encore. Toujours est-il que le BP a décidé de poursuivre la discussion permettant à chacun de réfléchir — et aussi d'élaborer le texte définitif.

Lors de la prochaine réunion, le 9 juin, le camarade Michel Varga a déclaré qu'il serait une très sérieuse erreur politique d'abandonner le CI. Contre son opinion, surtout deux arguments ont été soulevés. Premièrement, que les divergences politiques avec certaines organisations — comme le POR bolivien — rendent impossible le maintien du CI. Autrement dit, que la position du camarade Varga vise à en exclure le POR. Argument bizarre, sur lequel nous reviendrons. Deuxièmement, qu'après tout, on peut former un Secrétariat à l'intérieur du Comité d'organisations qui serait, lui, politiquement plus homogène (1). Le BP a demandé au camarade Varga

de préciser par écrit sa position sur ces points, décidant en même temps que la discussion doit être poursuivie également dans la commission internationale de l'OCI.

C'est ainsi qu'à la réunion du 10 juin de cette commission, les camarades Varga, A... ont développé les arguments en faveur du maintien du CI. Remarquons en passant que c'était une curieuse façon de « ne pas avoir une position ». Mais au lieu de pouvoir convaincre l'ensemble de la commission, d'autres thèses ont été avancées par certains camarades contre le maintien du CI. Elles ont contribué à nous éclaircir davantage. Celle par exemple selon laquelle nous serions dans la même situation par rapport à la reconstruction de la IV^e Internationale où Lénine s'est trouvé à l'époque de la conférence de Zimmerwald par rapport à la III^e. Il faut reconnaître que cet « argument » a été vite abandonné.

Venons-en à la réunion du BP du 16 juin où le camarade Michel Varga a présenté sa courte note. Le BP ayant rejeté cette note, le camarade Lambert a fait la proposition surprenante de lever la discipline de l'OCI pour le camarade Varga afin qu'il puisse défendre sa position à la pré-conférence. Le camarade Varga a aussitôt protesté contre cette conception, disant qu'il va de soi, qu'à une réunion internationale sur les problèmes de la IV^e Internationale il défend la position de son organisation, le LRSH, et que la direction de l'OCI n'a pas à se prononcer là-dessus. Il a demandé que ce problème soit mis à l'ordre du jour du BP, immédiatement après la pré-conférence.

C'était la première fois qu'à la discussion sur les problèmes du CI et de son sort était liée la question des rapports entre organisations trotskystes et la place du camarade Varga en particulier. Et pas de n'importe quelle façon ! Or à cette étape, le cama-

(1) Il s'agit du texte intitulé « Pour la clarification politique » et publié dans le n° 6 de « Correspondance Internationale ». (NDR.)

rade Michel Varga était fermement convaincu qu'une discussion dissiperait rapidement ce « malentendu ». Il n'en fut rien. Bien au contraire, tout ce qui s'est passé depuis nous a fait progressivement apparaître une divergence de position. Mais sur le moment seul le camarade Lambert a entrevu un danger disant que tant qu'il n'y a pas de divergence, tout va bien. Par contre si une divergence surgissait, pour qu'elle puisse être réglée sans nous entraîner dans une situation inextricable, il vaudrait mieux que les est-européens se retirent de l'OCI. Cependant, le problème n'était pas approfondi à ce moment-là. Or, aujourd'hui, nous pouvons et devons le clarifier, ce que nous tenterons de faire plus loin.

Le 18 juin, le Comité d'organisation a discuté pour la première fois les textes élaborés par l'OCI, sans que les camarades connaissent quoi que ce soit des divergences et des discussions. Nous devons remarquer : depuis que le 11 juin, sur décision du BP, la commission internationale a largement discuté de ces divergences, beaucoup de camarades étaient parfaitement au courant de celles-ci — sauf les membres du Comité d'organisation. D'ailleurs, pour quelle raison aurait-on dû cacher cette discussion devant les membres du parti ? Et pourtant le camarade Varga n'en a pas parlé car étant certain ainsi que les camarades de la LRSH de pouvoir convaincre la direction de l'OCI, il a estimé nécessaire de ne pas sortir de ce cadre. A la réunion du 18 juin du Comité d'organisation, après l'introduction du camarade Michel Varga — toujours sans rien dire des divergences parce que voulant connaître l'opinion non influencée des camarades ! — ceux-ci les uns après les autres ont critiqué le texte de l'OCI exactement comme le camarade Varga l'a fait au BP et à la commission internationale. Alors que combien de fois nous avons entendu depuis que des camarades (français aussi) n'auraient pas pu avoir une telle opinion sans le travail « fractionnel » de Varga ? Veut-on nous faire croire qu'ils sont incapables de penser seuls ? A cette réunion du 18 juin, l'ensemble du Comité d'organisation a élaboré sa position de défendre le Comité International. En la résumant, la LRSH (membre du CI) a rédigé son texte, le 20 juin.

A cette étape, nous étions persuadés que grâce à cette discussion, la direction de l'OCI corrigerait rapidement son erreur. Pour cette raison, notre texte a été destiné à la direction de l'OCI. Depuis on entend des accusations qui vont en crescendo comme quoi nous n'avons pas de texte, pas de position et qui sait encore... Fort curieusement, en même temps on accuse le camarade Varga de montrer ce texte (inexistant ?) à certains camarades de l'OCI. Cette accu-

sation hystérique de fractionnisme contre le fait absolument normal que Varga a réellement consulté un seul camarade (!), est déjà en elle-même évocatrice. Il faudrait s'entendre. Il y avait un texte ou il n'y en avait pas ?

Le texte du 20 juin de la LRSH ne pouvait être remis et discuté au BP qu'à sa réunion du 30 juin parce que le camarade Michel Varga était plusieurs fois absent de Paris. (D'ailleurs, c'est ainsi que par hasard, il en a discuté avec un camarade.) A cette réunion du 30 juin, le BP ayant rejeté ce texte aussi le camarade Varga a conclu qu'il réfléchirait. Cette attitude a été dictée par le fait que déjà le lendemain 1^{er} juillet s'ouvrait la 2^e session de la pré-conférence internationale. Et puisque nous tous voulions convaincre la direction de l'OCI, il fallait décider, après cette tentative échouée au dernier moment, de l'attitude de nos délégations à la pré-conférence. Le camarade Varga n'avait pas le droit d'en décider seul. Et bien naturellement, cela demandait réflexion et discussion. Quel esprit soupçonneux faut-il avoir pour en conclure à une volonté diabolique de cacher notre position devant le BP ?

Il est indispensable de tirer la conclusion de cette première phase de la discussion. Tous les problèmes importants, dont chacun a connu un grand développement ultérieur, ont été soulevés et ont apparu mais sans qu'ils se présentent dans toute leur dimension. Ainsi les problèmes relatifs au CI et à sa dissolution, mais sans que le véritable contenu de la divergence puisse surgir. De même que la question des rapports entre nous et l'OCI elle aussi a été touchée, mais on ne lui accordait cependant qu'une attention limitée. Il est apparu également une différence entre l'OCI et nous quant à la manière même d'aborder la discussion : l'OCI était déjà décidée sur une ligne alors que nous cherchions de la comprendre, mais sans pour autant savoir des deux côtés que les désaccords vont s'approfondir. Nous avons pris pour une erreur ce qui était toute une ligne, alors que la direction de l'OCI — nous le supposons — ne nous a pris que comme sa fraction récalcitrante qui reviendra rapidement au bercail.

Tous les problèmes étaient donc là mais en germe. Du fait, la discussion elle-même était encore boîteuse et tâtonnante, assez amorphe, et personne ne savait au juste quel sera son dénouement, où elle conduira. Il était inévitable que par un point culminant les problèmes décisifs apparaissent mieux, introduisant un changement qualitatif nécessaire dans la discussion. Cette nouvelle étape fut franchie par et à partir de la pré-conférence.

LA 2^e SESSION DE LA PRECONFERENCE INTERNATIONALE

Nous sommes restés toujours sur la ligne de vouloir convaincre la direction de l'OCI, et nous avons jugé impensable d'ouvrir la bataille à la pré-conférence et de conquérir la majorité contre elle, contre seulement son « erreur ». Parce que nous avons continué à imaginer qu'il s'agissait d'un malentendu, ou d'une erreur momentanée de la part de l'OCI. Donc nous n'avons pas pensé à l'existence d'une diver-

gence de fond, et c'est ainsi que nous avons relégué cette discussion au second plan à la pré-conférence. Pour cette raison nous avons décidé que tout en maintenant notre position, nous restions sur la défensive. Ce fut une erreur monumentale. Qui plus est une faute. Nous n'avons pas peur de la reconnaître ce qui nous paraît important comme leçon à tous les trotskystes. En réalité, nous n'avons pas compris

qu'il est impossible sur ce terrain de tolérer le moindre malentendu. Car celui-ci touchant aux problèmes vitaux de la IV^e Internationale, était et reste essentiel. Notre volonté de marcher ensemble avec l'OCI nous a caché ce fait. D'autant plus que nous étions persuadés qu'elle commettait une erreur et encore provisoire. La leçon à en tirer est que lorsqu'il s'agit de problèmes aussi importants que ceux de la IV^e Internationale, le moindre différend sur les positions relève des divergences de fond.

Que s'est-il passé à la pré-conférence ? Nous pensons que c'est la seule manière juste de poser la question. Il est, en effet, impossible de la voir clairement sur la base des seules *appréciations* (générales et partielles) déjà formulées sur elle. C'est aussi une exigence importante de la méthode. Les camarades de la direction de l'OCI ont cette regrettable attitude de ne présenter de la pré-conférence que leur propre jugement, sans donner les éléments nécessaires pour que chacun puisse formuler son propre jugement. Or, ces événements, c'est le développement réel d'un processus vivant où chaque événement prend naturellement (et non pas arbitrairement) son relief et son importance, de même qu'il y trouve son explication. Ce n'est donc pas une sorte de résumé sans vie où les faits ne servent qu'à illustrer une appréciation déjà formulée.

Les deux premiers jours ont été consacrés au rapport politique et à sa discussion. Au cours de ces journées une délimitation nette et précise s'est produite entre d'une part, les organisations qui ont fermement défendu les principes du Programme et d'autre part, celles qui ont développé des conceptions sur la bourgeoisie « progressiste », sur la « nation d'Israël » (« Política Obrera » d'Argentine, « Avant-Garde d'Israël »), ou qui, indécises et flottantes, n'avaient pas de position ou partageaient celle de « Política Obrera » (Cellule trotskyste d'Italie, Labour Action Committee of Canada, League for a Workers Republic of Ireland). Dans ces discussions, l'OCI, la LRSH, le Comité d'organisation et d'autres organisations encore ont combattu coude à coude. Mais en même temps, nous avons évité d'introduire dans ces discussions le problème du sort du CI. Nous avons pensé que la démonstration d'un net clivage politique amènera les camarades de l'OCI à modifier leur opinion sur le plan organisationnel, à maintenir donc le CI. Mais c'était de ne pas compter avec le développement propre de la discussion elle-même. Car indépendamment de nous, les autres organisations ont parlé du problème du CI déjà dans ces discussions politiques.

Elles en ont parlé très clairement même. Développant leur position sur la base du Programme contre la bourgeoisie « progressiste » ou la « nation d'Israël », plusieurs organisations se sont prononcées en même temps pour le maintien du CI. Ainsi un deuxième clivage, moins net mais suffisamment clair, a commencé à se profiler sur le fond de la discussion. A tel point que dans l'après-midi du deuxième jour, le camarade Lambert a dit au camarade Michel Varga : « Vous avez déjà la majorité. » Ce qui est important, c'est que ce deuxième clivage a recoupé le premier (politique), mais avec une modification importante. Car les organisations ayant développé une position politique contraire au Programme, au

marxisme ou tout au moins indécises sur ce terrain ont été visiblement favorables à la dissolution du CI et à son remplacement par ce « cadre de discussion » proposé par l'OCI. Dans ce deuxième clivage, l'OCI s'est trouvée ainsi inévitablement regroupée avec les organisations qu'elle a combattues politiquement, face justement à celles avec qui elle luttait pour la défense du Programme.

Personne ne peut contester cette évolution de double regroupement, jusqu'à la fin de la deuxième journée, bien que ce deuxième clivage soit resté à l'arrière-fond. Des appréciations ultérieures sur la pré-conférence ont des défauts organiques. Premièrement, elles négligent complètement les deux premiers jours. Si les divergences politiques y sont traitées, elles ne sont pas présentées dans l'évolution réelle de la pré-conférence elle-même comme son contenu, mais en tant qu'un compte rendu à part, une liste de divergences que l'OCI a eu avec telle ou telle organisation. Deuxièmement dans ces appréciations, la pré-conférence cesse ainsi d'avoir une histoire dans laquelle tous les éléments et faits pourraient s'ordonner, prendre leur importance (réelle ou secondaire), selon la propre logique de cette histoire. A la place, nous avons affaire à deux pré-conférences : la première, les deux jours des *discussions politiques*, la seconde, ceux des *divergences* concernant la IV^e Internationale. Et entre les deux on n'établit aucun lien. Ensuite, l'histoire ainsi disparaissant, apparaît une sorte de catalogue des faits nus, tous seuls, dont le choix devient arbitraire.

Nous pensons que cette méthode n'éclaircit personne. En réalité, la pré-conférence avait bien son propre développement qui, à la fin de sa deuxième journée, est arrivé à un tournant très important. Or ce tournant même et son importance ne peuvent pas être compris sans la connaissance du développement réel des deux premiers jours.

Nous avons orienté tous nos efforts pour convaincre la direction de l'OCI avec la certitude de réussir. Les deux premiers jours ont renforcé notre certitude, car nous avons estimé impensable que les camarades de l'OCI ne tirent pas les conclusions nécessaires des discussions politiques et ne modifient pas leur proposition. Pour cette raison, nous avons décidé de ne gêner en rien une telle possibilité, et donc de ne pas intervenir au début des débats. Il était clair en effet que la profondeur des divergences politiques ne permettent pas l'unification organisationnelle.

Les rapports présentés le matin du troisième jour n'ont pas encore permis de juger. C'est seulement à la reprise de séance de l'après-midi qu'un changement qualitatif s'est produit, marqué par un incident, par rapport à la pré-conférence et à l'ensemble de l'évolution de la discussion entre nous et l'OCI. Pour cette raison, nous devons en parler en détail.

C'est le fameux incident avec les camarades A... et A... de la LRSH dont on a tellement parlé par la suite. Et là, il nous est impossible de ne pas sculigner certaines choses. Cet incident a été rapporté : premièrement, sans rien dire de ce à quoi exactement les camarades ont réagi, deuxièmement, comment était l'ensemble de leurs interventions. Pourtant il serait facile de publier cette partie du procès-verbal à partir du début de la reprise de séance. Chacun

savait que la pré-conférence arrivait à un tournant. A la reprise de séance, le camarade Lambert a occupé la présidence d'une façon toute naturelle dont il a le secret. C'était passablement surprenant, car jusque-là la pré-conférence a scrupuleusement observé la coutume de désigner le président de chaque séance. Disons aussi que le camarade Michel Varga était absent pour une dizaine de minutes. Le camarade A... a proposé donc la désignation d'un président, par exemple un camarade latino-américain.

L'inhabituelle ou l'impertinente, comme vous le voulez n'était pas cette proposition en ordre, mais bien plutôt la réaction complètement disproportionnée du camarade Lambert lui-même. En disant que « voilà que ça commence », il s'est précipité de la tribune sur le camarade de « Política Obrera » et l'a traîné sur la tribune. Donc, il l'a nommé lui, président de la séance sans attendre que la pré-conférence se prononce. Ce fut déjà assez pénible de voir quelqu'un perdre la tête de cette façon mais l'incident n'était pas encore terminé. Le camarade Lambert est resté sur la tribune pour diriger non pas encore les débats mais les inscriptions. A ce sujet, il y avait une curieuse alternance de prise de parole : le camarade Just suivait le camarade Lambert qui a recédé la parole à ce dernier et ainsi de suite. Ces interventions ont clairement signifié une pression exercée sur la pré-conférence. Pleines de sous-entendus menaçants, elles ont visé « ceux qui ont des opinions différents et qui ne s'inscrivent pas ». « Qu'ils s'expliquent ! », avons-nous entendu. Les délégations hongroise et est-européennes comme tout le monde, ont parfaitement compris qu'il s'agit d'elles. Mais conformément à leur décision de ne pas intervenir tout au début — seuls juges du choix du moment de leurs interventions — elles sont restées impassibles. Non sans un certain étonnement de voir ainsi de vieux camarades respectés se livrer à des exercices pareils. A un moment de cette gymnastique de plus en plus pénible — qui dans la résolution du 6 juillet du BP de l'OCI a reçu le qualificatif « d'organiser les débats » — le camarade Lambert a lancé une véritable sommation à la pré-conférence : « En cinq minutes toutes les inscriptions devraient être définitivement closes » et le temps de parole doit être limité à quelques minutes.

Pour comprendre la consternation de la délégation est-européenne, nous devons revenir aux journées précédentes. Là où le délégué de « Política Obrera » d'Argentine, après avoir attendu plusieurs heures — ce qui était son droit — a parlé à plusieurs reprises dont une fois pendant trois heures d'affilée ! Lors de sa dernière intervention, il se passait aussi un « incident ». Voyant l'impatience de la pré-conférence, le camarade Lambert a interrompu le délégué de « Política Obrera » en lui demandant gentiment qu'il abrège son intervention mais qu'il définisse sa position qu'on voudrait connaître. Le camarade Michel Varga a dû intervenir pour déclarer que la position de « Política Obrera » a été parfaitement définie par son intervention et tout le monde l'a comprise comme une position front-populaire. Le délégué de « Política Obrera » continuant son intervention, le camarade Michel Varga, comme une motion d'ordre, a posé la question au président : « Jusqu'à quand la pré-conférence doit-elle écouter cette intervention ? »

Le président a reposé la question au délégué de la « Política Obrera » qui a encore continué une demi-heure !

Et alors le lendemain on nous presse de s'inscrire et on veut limiter la parole à quelques minutes ? Cette attitude contrastait étrangement avec la singulière civilité accordée au délégué de « Política Obrera ». C'est dans ces conditions que, en l'absence du camarade Varga, le camarade A... a dû intervenir sur cette question. D'abord, il a remarqué que des camarades ayant plus d'expérience que lui devraient savoir que chaque délégation a le droit de choisir le moment de son intervention. Et même s'ils ne respectent pas ce droit, du moins ils ne devraient pas appliquer une pédagogie de classe. (Ici tout de suite nous protestons énergiquement contre l'explication fautive et tendancieuse de cette expression. Le camarade A... l'utilisant, a exprimé que le camarade Lambert ne devrait pas se comporter comme des pédagogues dans une classe, sommant les petits enfants à réciter leur devoir.) Ensuite il a expliqué que nos délégations, ayant des divergences avec le rapport présenté par l'OCI, ont jugé nécessaire — avant de les exprimer — d'entendre d'abord la position de quelques autres organisations.

Voilà l'incident qui a immédiatement été utilisé contre nous dans les interventions successives, à nouveau, des camarades Lambert et Just. Le ton a monté. Au point que, arrivé à la séance, le camarade Michel Varga n'ayant même pas pu écouter que le camarade A... lui relate ce qui se passait, surgissait à côté de lui le camarade Lambert comme une furie hurlante : « C'est toi qui a manigancé cela, c'est ta manœuvre, on va vider cet abcès ! » Et à partir de là jusqu'à la fin de la pré-conférence, les camarades Lambert et Just se sont livrés à des attaques systématiques et personnelles, en particulier contre le camarade Varga. C'est aussi à ce moment-là que les insinuations et même les attaques contre nos organisations ont commencé.

Nous avons dû parler de cet incident en détail parce qu'il a été présenté ultérieurement d'une façon tronquée et tendancieuse. En connaissance du développement réel de la pré-conférence, on pourrait effectivement poser la question : de quel côté venait donc l'agression ?... Mais nous laissons cet exercice aux spécialistes des faits isolés pour en venir à la véritable signification de cet incident. Là encore, il faut séparer l'histoire de la petite-histoire. L'incident a joué le rôle d'un catalyseur dans l'ensemble de la discussion que nous avons menée depuis quelques semaines déjà avec la direction de l'OCI. Nous répétons : à la pré-conférence encore nous voulions convaincre l'OCI, et sur la base des discussions instructives des deux premiers jours, nous avons cru y réussir. En conclusion, nous jugions important de ne pas intervenir tout de suite.

Or il est apparu que la délégation de l'OCI a tiré, elle aussi, une conclusion des deux premiers jours mais tout à fait opposée à celle que nous espérions. L'incident a démontré que, effrayée par la perspective très réelle de rester en minorité avec des organisations dont elle a critiqué la politique, la délégation de l'OCI a conclu à la nécessité de nous écraser. La tentative « d'organiser le débat » c'est-à-dire de le prendre en main, puis de créer par des sommations

menaçantes cette atmosphère d'isoler nos délégations servaient ce but. La preuve en est justement l'incident car les interventions des camarades A... et A... ont soulevé une tempête du fait même qu'elles ont permis de dévoiler cette tentative. C'est cela qui explique la réaction épidermique de certains camarades : on a osé rappeler à l'ordre le camarade Lambert lui-même. Quel crime de lèse-majesté, puisque — comme le camarade Just expliquera le 16 juillet — « le camarade Lambert incarne l'OCI » ! Cet incident était donc un révélateur pour montrer qu'il ne s'agit nullement d'une « erreur provisoire » de la part de l'OCI. Si sa délégation était tout à fait disposée à nous écraser afin qu'elle puisse faire adopter la dissolution du CI, c'est qu'elle avait toute une stratégie différente de la nôtre pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Plus précisément, ou bien l'OCI a changé sa position, ou bien elle a mis un contenu différent du nôtre dans les mêmes formulations. Or à la pré-conférence elle-même, nous n'avons pas pu encore percevoir l'ensemble de ces problèmes, alors que la délégation de l'OCI voyait déjà le danger que nous pouvions représenter de ce point de vue. C'est donc parce que, à ce moment-là, nous n'avons pas vu et compris le fond de cette politique que nous n'avons pas pu mener une véritable bataille contre elle. L'attitude de l'attaque virulente nous a surpris autant par son contenu que par sa forme. Jusqu'à la fin de la pré-conférence on a vu déverser sur nous toute une série d'accusations, les unes plus invraisemblables que les autres. Ainsi

on a entendu le camarade Lambert traiter le camarade Varga qu'il est déloyal, précisant qu'il a bien pesé ses mots.

Tout cela nous a aidé en même temps à comprendre petit à petit jusqu'à quel point est capable d'aller la délégation de l'OCI dans sa tentative de dénigrement et d'écrasement. Ainsi nous avons pu mesurer de plus en plus — de cette manière également — l'étendue de notre « crime » de vouloir maintenir le CI et de vouloir nous délimiter de ceux qui sont en désaccord avec le Programme. Ces attaques ont commencé à nous éclaircir davantage. Lorsque le camarade Lambert, « en pesant ses mots », a plusieurs fois déclaré que la divergence entre nous et lui est aussi grande, sinon plus grande, qu'entre lui et par exemple « Política Obrera », et que « l'OCI ne fera jamais une fraction avec la LRSH », nous étions sincèrement surpris d'abord, songeurs ensuite. Il se trouve que, nous aussi, nous avons « pesé » ces mots — et tous les autres qui ont été prononcés contre nous, contre nos organisations avec une hargne, une hostilité et malveillance que nous n'avons jamais supposées auparavant.

Mais à la pré-conférence nous ne sommes pas arrivés à comprendre pleinement et à caractériser donc l'ensemble de cette attitude et de cette orientation ; ce qui a freiné notre lutte. Dans l'ensemble, en maintenant notre position, nous avons réagi au développement de la discussion d'une façon empirique, en même temps que nous avons fait — de pas en pas — la découverte de la position de l'OCI.

LA QUESTION DE LA « FRACTION TROTSKYSTE » ET CELLE DU POR

Ces deux problèmes ont été déjà soulevés à la pré-conférence mais largement commentés par la suite, aussi bien oralement qu'en écrits par la direction de l'OCI. Ce qui nous oblige de leur consacrer un sous-chapitre à part, mais toujours dans le cadre de la pré-conférence. En même temps, nous devons faire état de critiques formulées plus tard.

Pendant la pré-conférence nous avons rédigé un court texte pour le maintien de la fraction trotskyste internationale, le CI. Ce texte devenait la cible de nos attaquants. Nous devons expliquer d'abord sa naissance. Au troisième jour, donc au début de la discussion sur le deuxième rapport, le camarade Lambert a présenté un projet de résolution demandant le vote là-dessus. Ce projet avait la caractéristique de formuler sous une forme abrégée l'ensemble de la position de l'OCI. Le camarade Michel Varga l'a qualifié d'un ultimatum à la pré-conférence car, en bloquant la discussion, il l'a pressé à se prononcer sur des problèmes encore en pleine discussion. Le camarade Lambert, en expliquant qu'il n'en était rien, a demandé à nos délégations de présenter un contre-texte. C'est ainsi que pendant une suspension de séance nous avons rédigé un court texte circonstanciel par rapport à la discussion mais qui est présenté maintenant comme notre seul texte et comme s'il contenait l'ensemble de notre position. Mais indépendamment de cette méthode, nous continuons à penser que même ce court texte résume notre position. Pour sa défense, préalablement nous devons

rejeter certaines explications formulées surtout dans le texte du camarade Just (8 août), consacré uniquement à ce projet de résolution.

Le camarade Just relève deux « erreurs » de forme dans notre projet. Mais sa critique de notre première « erreur » part d'un changement de notre texte, à peine perceptible. Il écrit que notre projet « ... propose à la pré-conférence la formation (?) d'une "fraction trotskyste" à l'intérieur de la pré-conférence ou de l'organisme qu'il aurait à constituer ». Il est clair cependant que nous ne proposons pas du tout la « formation » d'un organisme — donc quelque chose de nouveau — mais le maintien du CI. Comme notre projet l'écrit : « ... nous proposons le maintien du Comité International qui, en tant que fraction trotskyste internationale, offre le cadre, même organisationnel, à tous les groupes et organisations avec lesquels nous entendons mener la bataille pour la 4^e Conférence du CI ». Et si l'on sait qu'en général le camarade Just comprend les choses, nous devons conclure que dans ce cas particulier il lui semblait préférable de passer à côté du problème. Notre deuxième « erreur » de forme consisterait, selon Just, de soumettre ce projet sur la « fraction trotskyste » au vote des non-trotskystes, alors qu'il aurait fallu demander la convocation du CI. C'est purement et simplement de l'hypocrisie, camarade Just. Car à partir du moment où le texte avec sa conclusion de dissoudre le CI a été envoyé également aux organisations non-membres du CI

invitées à la pré-conférence, la tâche de celle-ci a été bien déterminée : se prononcer justement sur cette proposition. Nous pensons que, effectivement, c'était une erreur de ne pas convoquer préalablement le CI. Mais il est à remarquer que cette erreur que nous avons partagée avec l'OCI apparaît soudain comme une vertu de sa part et comme erreur de la nôtre. Nous avons donc défendu le CI dans un cadre donné, c'est-à-dire devant les groupes et organisations non-membres (et membres) du CI — convoqués pour statuer sur son sort ! — exactement comme à la première session de la pré-conférence où des votes ont été demandés aussi aux groupes et organisations non-membres du CI sur des graves problèmes relatifs au CI.

Et là nous attirons l'attention de tous les camarades sur cet effort manifeste de vouloir présenter notre position sous un angle bien particulier. D'après le texte du camarade Just et de nombreuses autres interprétations, il semblerait que nous considérons, d'un côté, des organisations membres du CI (de la fraction trotskyste) comme étant trotskystes, mais d'un autre côté, toutes celles se trouvant non-membres du CI comme des non-trotskystes, en quelque sorte des ennemies. Mais comment oublier si brusquement tout ce qui était la pratique du CI ? Du fait que celui-ci a coopté des organisations ou des groupes dans ses rangs sur la base des textes et discussions politiques, sur la base d'un jugement porté sur leur activité, il ne s'ensuivait jamais que le CI a regardé tous les autres groupes et organisations comme des ennemis ni même tous comme non-trotskystes. Le groupe trotskyste d'Allemagne (IAK) par exemple n'était jamais membre du CI, mais nous avons toujours considéré IAK comme un groupe trotskyste. Il ne venait à l'esprit de personne de dissoudre le CI pour que nous puissions marcher ensemble avec IAK ou avec d'autres organisations. Bien au contraire.

Mais ce problème est particulièrement important par rapport à des groupes et organisations qui sont loin du Programme et de l'organisation de la IV^e Internationale. Lorsque nous avons élaboré la perspective de la IV^e conférence internationale et combattu pour elle, le texte de fond, voté par le CC de l'OCI et soumis par lui à la première session de la pré-conférence, a écrit :

« ... tous groupes et organisations, engagés dans la lutte des classes, qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays et de l'Internationale, instruments indispensables à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du socialisme, sont partie prenante de cette discussion et qu'ils doivent y participer. » (C'est nous qui soulignons.)

Nous n'avons pas changé notre opinion par rapport à ce texte. Mais nous ne l'avons pas changé, non plus, par rapport au fait capital, sur lequel nous avons tous insisté, qu'une telle conférence ouverte ne peut se faire que sur la base politique et organisationnelle du CI, comme sa conférence. C'est l'OCI qui a changé son opinion sur ce point important.

Et là, nous entrons dans la discussion sur la « fraction trotskyste ».

Notons tout d'abord qu'à ce sujet, aussi bien dans le texte du camarade Just que dans les discussions orales, nous voyons une conception de très courte vue. Elle présente l'expression de « fraction » uniquement dans un sens particulier, celui de la forme organisée d'un regroupement à l'intérieur d'une organisation ou d'un organisme. Cette option est formaliste car elle essaie de présenter le sens de « fraction » en partant de ce mot lui-même et en restant à sa première signification bien limitée. Cependant il devrait être clair que l'existence du CI et la nécessité de son maintien, comme la « fraction trotskyste internationale » sont posées à la fois historiquement et concrètement par rapport à l'ensemble du mouvement ouvrier et de son développement.

Qu'on le veuille ou non, la IV^e Internationale est une fraction de l'ensemble du mouvement ouvrier international. La fraction la plus consciente, celle qui représente et offre la solution à la crise historique de la direction du prolétariat. Théoriquement, politiquement et organisationnellement indépendante par rapport à toutes les organisations et tendances, elles est pourtant à l'intérieur du mouvement ouvrier, et c'est dans une lutte des classes menée ensemble avec des militants, et aussi avec leurs regroupements divers qu'elle les oriente et dirige vers la révolution, vers son Programme et organisation. Si nous devons insister sur son indépendance en tant que le parti mondial de la révolution, la IV^e Internationale reste cependant une fraction de la classe ouvrière internationale, la plus consciente. Ces deux caractéristiques sont inséparables d'une de l'autre. Autrement, elle se dissoudrait ou bien tomberait dans un isolement sectaire.

Or ni la IV^e Internationale ni le mouvement ouvrier ne sont pas des abstractions. La continuité de la IV^e Internationale existe à travers et par le CI. C'est ainsi que le CI doit être compris comme la fraction la plus consciente du mouvement ouvrier international. Mais comme ce dernier n'est pas, non plus, une abstraction mais se présente dans son développement, donnant aujourd'hui la possibilité réelle et pas seulement historique pour la IV^e Internationale, celle-ci (le CI) doit se présenter comme fraction trotskyste justement par rapport à ce développement. La perspective de la 4^e conférence internationale en rend compte comme la forme de rencontre (de soudure) entre les groupes, militants évoluant vers la IV^e Internationale, et celle-ci. Le CI est donc la fraction trotskyste par rapport à l'ensemble du mouvement ouvrier international et par rapport, en particulier, aux forces (organisations, groupes, militants) qui se dégagent de l'influence des directions traîtres. Nous préparons actuellement la 4^e conférence internationale ouverte « pour tous les groupes »... Qui peut affirmer que par rapport à cette ouverture vers des éléments hétérogènes, le CI n'est pas une fraction et précisément la plus consciente ?

« En pesant ces mots », le camarade Lambert a refusé de constituer à jamais une fraction avec la LRSI. Veut-il tenir la 4^e conférence internationale avec des groupes et organisations dont nombreux ont voté contre la résolution politique ou se sont abstenus ? Le camarade Just dans son texte joue sur deux tableaux. D'un côté, il parle de la IV^e Inter-

nationale et de son indépendance, en s'efforçant de démontrer que, parlant « seulement » d'une fraction, nous ne la comprenons pas. Malheureusement, il en parle dans le passé. Lorsque, d'un autre côté, il parle du présent, la raillerie prend le dessus contre ceux qui, selon lui, veulent *seuls* constituer un organisme international homogène. C'est de la confusion. Pour en sortir, il disserte sur la fraction en général dans une organisation, comme par exemple dans l'OCI. Vient ensuite la question destinée à nous émouvoir : avec qui veut-on former cette « fraction trotskyste », autrement dit continuer le CI ? Le camarade Just répond lui-même à sa question qu'il n'y a que l'OCI et la LRSH, et puisque l'OCI n'en veut pas, il ne reste que la LRSH — et voilà quelle farce...

Mais il y a un oubli colossal, pourtant très facile à s'en rendre compte. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la répartition des votes sur le document politique de la 2^e session de la pré-conférence. Il en ressort clairement qu'il existe cette « fraction », et elle est assez nombreuse. Mais sur ce point, le camarade Just laisse tomber la question de l'indépendance, et il ne reste pour lui que l'ouverture. Toute seule. Or si l'organisme international, continuateur de la IV^e Internationale, ne se délimite pas fermement sur l'indépendance du prolétariat — bourgeoisie « progressiste », « nation d'Israël » — où est la limite de l'ouverture ? Sa définition devient arbitraire et non principielle. D'autant plus qu'il ne reste aucun organisme pour opérer une ouverture. A la place de cette dernière apparaît un trou. Bien entendu, celui-ci est aussi une ouverture, mais il ne faut pas les confondre. Une telle confusion est, en effet, beaucoup plus dangereuse dans la politique que dans un système d'écluse.

La nature de l'orientation qui sert de base à ces critiques commence donc à se dessiner. Pour le moment, prenons acte simplement de cette déclaration que l'OCI ne veut pas le CI, elle ne veut pas constituer une fraction trotskyste en général, ni — et encore moins — avec nous, est-européens en particulier. La question se pose automatiquement : que veut-elle alors ? Convoquer une 4^e conférence internationale où chaque organisation parmi les membres égaux du nouveau Comité d'organisation — dont une partie est en désaccord avec le Programme — agira selon sa conception. Et que fera l'OCI si une majorité ou une minorité s'y dégage, par exemple sur la base de la bourgeoisie « progressiste » ? Evidemment, elle formera une fraction... Mais c'est la meilleure hypothèse, et encore pour l'avenir. A présent, c'est-à-dire avant, pendant et après la pré-conférence, les camarades de la direction de l'OCI nous ont répété : « Avec votre position vous voulez exclure le POR. » La question du POR est devenue ainsi directement liée au problème du maintien ou de l'abandon du CI, autrement dit à la fraction trotskyste.

Déjà, comme nous l'avons signalé, la manière de lier le sort du CI à la nature du rapport avec le POR est surprenante. Comme si la forme de ce rapport pouvait et même devait déterminer la vie et la mort du CI. Cette façon de poser le problème nous était et reste étrangère. Nous avons parlé de principes, et on nous répond sur un autre plan. Les camarades de l'OCI l'appellent « réalisme ». Nous avons répété que le CI doit être maintenu sur la base

du Programme, de l'indépendance du prolétariat, et on nous répond que c'est impossible, car le POR ne peut pas l'accepter. Lorsque dans plusieurs discussions nous avons posé la question du CI au niveau des principes, les camarades de l'OCI ont ironiquement remarqué que nous ne voulons pas parler du POR. Visiblement, nous parlons deux langages, dont l'un serait celui du « réalisme », et l'autre... Car, en effet, qui veut parler de telle ou telle organisation en particulier quand il s'agit de définir et de défendre la base principielle de la continuité de la IV^e Internationale et de sa reconstruction ? Ce problème ne se pose pas par rapport au seul POR, mais à beaucoup d'organisations, de groupes et de militants, en commençant par ceux qui viendront à la 4^e conférence internationale. Mais si l'on définit la base de la continuité de la IV^e Internationale à partir de ce que telle ou telle organisation — en l'occurrence le POR — peut ou ne peut pas accepter, il n'y a plus aucune raison de refuser — dans le seul organisme international — l'entrée de très nombreuses organisations en désaccord avec le Programme. Leur « choix » devient arbitraire et non principiel. Même si nous reconnaissons que le POR est une organisation très importante.

Car il s'agit bien d'un désaccord. Certaines organisations, comme le POR, soutiennent que dans les pays sous-développés il existe une fraction « progressiste » de la bourgeoisie. C'est-à-dire elles prennent pour « progressiste » l'ultime tentative de la bourgeoisie à barrer la route à la révolution prolétarienne. Ce n'est pas n'importe quel désaccord avec le Programme : il s'agit de son essence même, de la révolution permanente, de l'indépendance du prolétariat. Dans nos analyses de la lutte des classes internationale, nous insistons sur le fait qu'aujourd'hui précisément c'est le pouvoir qui partout est directement au centre de toute lutte du prolétariat. L'attitude par rapport à la conception d'une bourgeoisie « progressiste » est donc vitale pour la IV^e Internationale. Ce n'est pas par hasard que Trotsky en parle expressément dans le Programme : « La IV^e Internationale... n'a ni ne peut avoir place dans aucun des Fronts Populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. »

Les camarades de l'OCI nous opposent ici la « réalité » de la profondeur de la crise de la IV^e Internationale, de l'étendue de sa dislocation par les pablistes. De telle sorte que de nombreuses organisations ne pourraient pas ressaisir du Programme d'un seul coup. Mais une telle vue frôle dangereusement l'idée que nous serions en quelque sorte à l'étape « zimmerwaldienne ». Ce qui nous oblige de revenir plus loin en détail sur la profondeur et la nature de la crise.

Pour le moment, nous devons dire encore que chez le POR justement, la conception de la bourgeoisie « progressiste » n'est pas restée au niveau de la discussion. Elle a été mise en pratique : le POR a réalisé un accord politique dans le Front révolutionnaire anti-impérialiste avec Torres, Front dont le Manifeste — paru dans *Masas* n° 402, novembre 1971 — démontre que dans l'émigration le POR a glissé sur la position de soutien à la bourgeoisie « progressiste ». Faisant partie de ce glissement, le

POR a aussi conclu un accord avec Castro — réalisation de sa conception sur le castrisme — se reflétant dans le texte du POR qui critique le foquisme sans critiquer Castro et le castrisme. Du coup, on ne discute pas seulement d'un texte. Après la contre-révolution du mois d'août 1971 en Bolivie, un changement s'était produit dans la politique du POR. Changement qu'il faudrait mettre en lumière et apprécier correctement, en discuter s'il le faut — mais aucunement poser la question du POR à partir seulement de sa lutte du mois d'août 1971. Changement, enfin, dont certains éléments ont été également présents avant et pendant le mois d'août 1971 et que nous avons critiqués.

Nous sommes convaincus qu'on fait un très mauvais service en premier lieu au POR lui-même et à ses membres en « assouplissant » les bases principales de la continuité de la IV^e Internationale afin qu'il puisse les concilier avec sa politique front-populist. On ne peut pas mettre la charrue devant les bœufs, et notamment faire le sacrifice du Programme pour la « méthode » de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Certes, le POR est une organisation très importante. D'autant plus importants sont ses problèmes, car leur solution engage ainsi toute une politique beaucoup plus nettement que ne ferait le rapport avec d'autres organisations. Les camarades de l'OCI nous ont répété : « Vous voulez donc exclure le POR. » Lorsque nous avons répondu que nous ne voulons exclure personne, que c'est à tous et à chacun de se définir par rapport au Programme — de nouveau on parlait deux langages différents. Ou alors faut-il répéter que notre Programme a réellement un caractère exclusif ? — et que pourtant ce n'est pas le Programme qui « exclut », mais des organisations, groupes et militants qui se définissent par rapport au Programme ?... C'est sur cette base que nous avons dit et nous continuons à dire, en premier lieu au POR et à toutes les organisations, ce que nous avons écrit dans notre projet de résolution à la pré-conférence, qu'avec le POR il faut poursuivre la discussion « jusqu'à son terme ».

En réponse, le camarade Just fait toute une histoire dans son texte du 8 août sur « ... un cadre à la discussion et à l'action politique communes... mais qui laisse, au moment présent, la responsabilité à chaque organisation de la définition et de l'application de sa politique... » Mais il n'analyse pas de quelle politique il s'agit. Il ne semble pas s'intéresser, non plus, à la signification de la différence entre un cadre de discussion pour des actions politiques communes et la continuité de la IV^e Internationale, seule base de sa reconstruction. D'après lui, nous serions des « éperdus » qui « ne comprennent pas... les origines du pablisme ». Tout dépend de ce qu'on veut, camarade Just : la continuité de la IV^e Internationale ou un cadre de discussion « laissant la responsabilité à chaque organisation... de l'application de sa politique » front-populiste. Quelle est la différence entre ce « cadre » et « l'unité des révolutionnaires » que nous condamnons tous ?

Dans son rapport sur la conférence latino-américaine, la délégation du CI et de l'OCI, dont le camarade Just en personne, est beaucoup plus claire et

conséquence. Le camarade Varga a voté ce rapport car, effectivement, cette délégation ne pouvait pas prendre l'initiative à la conférence latino-américaine d'une rupture avec le POR, soucieuse de préparer une discussion « menée jusqu'à son terme », en vue de la 2^e session de la pré-conférence. Et de ce point de vue, ce rapport écrit : « ...il faut comprendre que c'est là une situation qui ne peut se prolonger longtemps. » Alors ?... Notre crime serait de prendre ce rapport au sérieux ? Il est donc compréhensible que le même auteur, le camarade Just, dans son texte du 8 août en nous critiquant sur ce point sent le terrain se dérober sous ses pieds. Car à la fin de ses explications boiteuses, parce qu'inconséquentes, d'un seul coup il écrit : « L'OCI estime au contraire que la discussion et l'action politiques doivent être menées jusqu'au bout... » Il nous semble avoir vu déjà cette formulation quelque part. En effet, le camarade Just y cite notre propre texte, qui dit : « Il faut poursuivre la discussion jusqu'à son terme. » Mais il le cite mal parce que nous disons bien : jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à ce que le POR lui-même puisse s'expliquer sur sa position. Ensuite, le camarade Just écrit aussi : « La "fraction trotskyste internationale" est constituée de ceux qui s'organisent pour combattre ensemble pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Actuellement, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale assume et incarne la continuité de la IV^e Internationale. Il est "la fraction trotskyste internationale" — mais rapidement il se rectifie entre parenthèses — qui n'est pas une fraction. »

Il y a toute une confusion : selon le texte, « au moment présent » (?) il faut « un cadre de discussion » où chaque organisation définit sa politique éventuellement front-populiste. Cependant, le Comité d'organisation « assume et incarne la continuité de la IV^e Internationale ». Mais comment ? Les deux à la fois ? Cela « ...ne veut pas dire que la politique de chaque organisation ne doit pas être discutée et éventuellement — éventuellement ? — mise en cause par les autres organisations ». C'est ainsi que « ...l'OCI veut convaincre le POR, « Política Obrera » et d'autres. Bien entendu, il n'y a a priori aucune certitude que PO, que le POR, etc., seront convaincus ». Mais alors — pour reprendre l'aimable expression du camarade Just — où faut-il chercher une « médiocre rouerie » ?...

N'est-il pas plus clair, conforme aux principes de dire ouvertement au POR, à « Política Obrera » et à d'autres organisations que s'ils persistent sur leurs positions, ils ne peuvent pas appartenir au CI ? Ce qui n'exclut nullement notre combat pour les convaincre, et n'exclut aucun espoir. Mais vouloir assumer la continuité de la IV^e Internationale sur l'incertitude et l'espoir — c'est trop.

Les camarades de l'OCI nous répliquent que notre position implique la réalisation du centralisme démocratique au sein du CI ainsi maintenu pour obliger les organisations, par exemple le POR de changer leur politique ou de quitter le CI. Il importe donc de faire quelques remarques sur le centralisme démocratique, d'autant plus que son importance pour la reconstruction de la IV^e Internationale dépasse celle du seul rapport entre le CI et le POR.

Dans cette question comme dans bien d'autres

sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, les camarades de l'OCI parlent du centralisme démocratique en tant qu'un ensemble des règles statutaires. Or, s'il est vrai que le centralisme démocratique est défini dans et par ces règles, il est une catégorie éminemment politique. Comme telle, liée intimement aux problèmes et au développement de l'organisation, le centralisme démocratique est en développement constant, c'est-à-dire l'enjeu de la construction du parti, de l'Internationale. Dans ce sens, la reconstruction de la IV^e Internationale est la construction du centralisme démocratique. Du fait donc que notre tâche est de reconstruire la IV^e Internationale, ne s'ensuit nullement qu'il n'y aura pas de trace du centralisme démocratique avant cette reconstruction. Il ne s'ensuit donc pas que jusqu'à la reconstruction complète (?) de la IV^e Internationale nous ne faisons aucun effort d'avancer vers l'homogénéisation poli-

tique, donc en renforçant et en améliorant le centralisme démocratique. Actuellement, nous ne pouvons pas appliquer complètement les Statuts. Là nous sommes d'accord. De même que le CI ne pouvait pas le faire, constatant ce fait dans la résolution de sa 3^e conférence. Mais il ne faut pas rester à cette constatation formaliste, en la répétant contre tout effort vers le centralisme démocratique en tant que politique. Car nous pouvons et devons lutter pour élever le degré du centralisme démocratique, en commençant par l'application d'une discipline découlant d'un accord ferme sur le Programme. Le cadre du Programme est celui du centralisme démocratique nécessaire. Il y a une relation indissoluble entre ces deux déterminations de même contenu, la IV^e Internationale. Celui qui refuse d'assumer ce centralisme démocratique, met en question le Programme en le transformant en une collection d'idées.

CARACTERISATION D'UNE POSITION

La deuxième session de la pré-conférence, bien qu'au cours de cette session nous n'ayons pas pu saisir la profondeur de nos divergences, était en même temps l'expérience nécessaire pour y arriver. Et à cette étape, il nous faut résumer la discussion et donner une caractérisation de la position de l'OCI, position que nous critiquons.

Nous ne répétons pas ici l'analyse du développement de la lutte des classes internationale et de son étape actuelle. Nous devons souligner seulement que selon nous tous, « l'enjeu fondamental de la lutte des classes est la IV^e Internationale ». L'OCI est connue par ses textes et discussions vigoureux contre des positions politiques qui s'écartent du Programme. Sa polémique avec le POR, « Política Obrera », Avant-Garde d'Israël l'atteste. A la pré-conférence elle-même on a mené une lutte, une discussion intransigeante contre la conception de la « bourgeoisie progressiste », celle de la « nation d'Israël ». Surtout l'OCI et nous, est-européens. Nous étions bel et bien apparus comme une fraction, non pas seuls mais avec d'autres organisations, malgré les déclarations — ultérieures — fracassantes et solennelles du camarade Lambert.

Mais le problème grave c'est que lorsqu'il faut traduire cette intransigeance sur le plan d'organisation, les camarades de l'OCI la transforment en « méthode ». Il apparaît donc que la IV^e Internationale n'est l'enjeu de la lutte des classes que sur le plan du Programme. Organisationnellement — c'est autre chose. C'est déjà une séparation très dangereuse entre le programme et l'organisation, c'est-à-dire entre théorie et pratique. Nous verrons plus loin que c'est là l'origine d'une conception sur la continuité de la IV^e Internationale — voir le texte soumis à la pré-conférence —, selon laquelle « la trahison du Programme de la IV^e Internationale par le pablisme ne signifie pas la faillite du Programme ». (C'est nous qui soulignons.) Cela veut dire que d'une analyse politique correcte — « l'enjeu de la lutte des classes est la IV^e Internationale » — l'OCI tire une conclusion différente, sinon opposée, sur le plan d'organisation. L'organisation de la IV^e Internationale

est ainsi non seulement séparée de sa politique, mais du même coup, semble échapper à la lutte des classes comme son enjeu. Un « réalisme » de méthode la remplace qui opère à partir des considérations circonstancielles : le degré du développement de telle ou telle organisation.

Lorsque dans son texte du 20 juin la LRS et le Comité d'organisation ont établi cette contradiction entre les deux textes soumis à la pré-conférence — sans pouvoir mettre encore l'accent là-dessus —, certains camarades soupçonneux de l'OCI ont imaginé et dit qu'on veut séparer les auteurs des deux textes, les camarades Lambert et Just, et que cela ne réussira pas. Ces camarades n'ont rien compris : obéissant à un bien curieux réflexe, ils ont réagi comme s'il y avait une tentative de manœuvre de notre part ! Sans penser un seul instant à cette opposition entre l'intransigeance politique et l'opportunisme d'organisation. Car en effet, il s'agit de cela.

Quant à la pré-conférence le camarade A... s'est élevé contre le fait que par exemple la délégation irlandaise puisse voter pour un Comité d'organisation, car elle s'est abstenue de voter la résolution politique, le camarade Lambert a cru bon de taxer A... d'avoir « une attitude de grande puissance », ce qui a provoqué une certaine stupéfaction et une grande hilarité dans la délégation est-européenne. La délégation irlandaise est revenue, plus tard, sur sa position et a voté la résolution. C'est cet opportunisme d'organisation qui amène par exemple le camarade Just — bien connu pourtant pour ses analyses — dans son texte du 8 août à prendre de très petits instruments de mesure. Cela pour faire des calculs savants afin de déterminer, à partir du nombre — ou du nombre possible — des organisations membres du CI, s'il y a un nombre suffisant pour le maintenir. Ce jeu d'arithmétique l'occupe à tel point qu'il oublie que la IV^e Internationale est l'enjeu fondamental de la lutte des classes — aussi sur le plan d'organisation ! — et non pas d'un calcul arbitraire et circonstanciel. Pour les camarades de l'OCI, le point de départ est ce calcul, qu'ils appellent réalisme. Alors qu'en réalité, ils inversent le rapport

entre ce qui est fondamental et ce qui n'est que conjoncturel — ce que nous appellerons opportunisme d'organisation. Rien d'étonnant qu'ainsi, par une méthode d'élimination sur une balance de pharmacie, les camarades arrivent à dire qu'il ne reste que l'OCI, mais puisqu'elle est opposée au maintien du CI, il ne reste que la LRSH.

En cherchant ironiquement la « fraction trotskyste internationale », le camarade Just arrive de cette façon à la seule LRSH comme membre du CI éventuellement maintenu. Nous le remercions de cette fleur, mais ses calculs sont erronés. Précisément parce qu'ils tombent dans ces calculs, les camarades de l'OCI calculent très mal. Ils regardent le CI comme catégorie figée avec ses composantes d'antan, séparé de la lutte des classes, car sans s'apercevoir que le CI, continuateur de la IV^e Internationale, se développait dans et à partir de cette lutte. Pour s'en rendre compte, nous répétons, au lieu de se référer uniquement à un passé, il suffit d'analyser la discussion politique à la pré-conférence et sa conclusion, les votes. La ligne de démarcation y est nettement tracée entre ceux qui ont voté la résolution politique et ceux qui ont voté contre, globalement ou « en partie », ou se sont abstenus.

Cela signifie un grand changement pour le CI lui-

même : le deuxième changement après la scission de la SLL et de trois autres organisations. Or ce changement n'était pas traduit par et à travers le maintien et le développement du CI — donc organisationnellement —, comme une étape dans son propre développement. La pré-conférence commencée en tant qu'une phase importante de ce développement s'est conclue non pas différemment mais *en opposition* à ce même développement. A son début, elle s'est réclamée du CI, ensuite l'OCI a déclaré que celui-ci a déjà éclaté auparavant ! Pour l'OCI, la scission de la SLL et trois organisations d'avec le CI est l'éclatement de celui-ci et non pas une étape organique de son histoire, de même que la deuxième session de la pré-conférence qui apparaît en dehors de cette histoire, comme de nature différente. Alors que la vraie histoire du CI englobe aussi bien la première que la deuxième session de la pré-conférence, avec la scission de la SLL. Cet ensemble est l'histoire d'aujourd'hui de la IV^e Internationale, car il n'y en a pas d'autre.

D'où vient cet opportunisme d'organisation ? Il trouve son explication dans la séparation, voire opposition entre théorie et pratique, entre politique et organisation. Il cherche sa justification dans l'histoire de la IV^e Internationale et de sa continuité assumée par le CI.

II. sur l'histoire de la IV^e internationale et du comité international

Le défaut fondamental de la position de l'OCI — de remplacer le CI par un Comité d'organisation — consiste à poser le problème du CI, de son histoire, de la forme organisationnelle du regroupement trotskyste international, en un mot : la IV^e Internationale en parallèle de la lutte des classes, de son développement. L'histoire de la IV^e Internationale, celle du CI en particulier sont examinées en elles-mêmes, comme l'histoire intérieure de l'organisation, d'un organisme international dont le développement est, certes, fonction de la lutte des classes, mais expliqué par l'attitude de ses forces composantes, par la vie elle-même de la IV^e Internationale, du CI. Les pressions, les reflets de la lutte des classes n'y dépassent pas la valeur d'une généralité. Exactement comme une sorte de premier coup donné à un mécanisme.

Cette caractérisation paraît incompréhensible pour ceux qui connaissent les nombreuses analyses faites par l'OCI sur le développement de la lutte des clas-

ses et ses problèmes. Elles paraissent contredire notre affirmation. Mais ce n'est qu'une apparence. En réalité, l'histoire, la signification réelle de la IV^e Internationale ne sont pas organiquement liées à ces analyses mais apparaissent à côté. L'appréciation correcte : « l'enjeu fondamental de la lutte des classes est la IV^e Internationale » n'est pas analysée dans et par l'histoire de la IV^e Internationale, dans celle du CI et n'est pas posée en liaison organique avec les tâches, mais par rapport au passé elle surgit comme une généralité, et pour les tâches en tant qu'une exigence morale — « la IV^e Internationale n'est pas morte ». Cette séparation entre théorie et pratique qui est à l'origine du fait que de l'essence de l'analyse politique — l'enjeu est la IV^e — l'OCI tire une conclusion différente, sinon opposée, sur le plan organisationnel. Cette dernière apparaît ainsi comme quelque chose en soi dont on pourrait disposer à partir d'une « réalité », et qui ne serait pas l'enjeu de la lutte des classes.

SUR LA RACINE ET LA NATURE DE LA CRISE PABLISTE

La signification fondamentale de la IV^e Internationale — enjeu de la lutte des classes — peut être la mieux saisie à travers la crise pabliste. Le fait que le véritable enjeu de la lutte des classes est la IV^e Internationale était valable aussi dans le passé. Toute l'histoire de la IV^e Internationale est un combat acharné, y compris dans ses rangs, entre les

forces visant à la détruire et celles de son maintien. C'est par ce combat que la lutte des classes mondiale s'était toujours organiquement exprimée. La signification fondamentale de toute l'histoire de la IV^e Internationale est qu'elle était et reste l'expression condensée et donc le centre du processus contradictoire du combat mondial pour la solution de la crise de

la direction du prolétariat par et dans une lutte centrale pour la formation de l'avant-garde de ce prolétariat. Le défaut de la position de l'OCI est qu'elle n'envisage le caractère *centre* de la IV^e Internationale et de sa continuité qu'uniquement du point de vue de la *direction centralisée* soit de la classe ouvrière, soit des organisations trotskystes. C'est par là que le problème capital, à savoir que la IV^e Internationale est l'enjeu de la lutte des classes, n'est pas saisi dans toute son ampleur. C'est ainsi que la place d'une réalité fondamentale est occupée par un « réalisme » superficiel. Alors que le caractère de *centre* de la IV^e Internationale — et du CI, car autrement de quelle continuité pourrait-on parler ? — ne peut être compris que par rapport à cette concentration sur elle et en elle d'une lutte mondiale. Ramener la signification de la lutte du CI, expression centralisée de ce combat, au niveau d'une constatation banale : le CI ne dirige pas le prolétariat ni même les organisations trotskystes — c'est mettre le CI en dehors de la lutte des classes, en tant que son enjeu décisif.

La véritable signification de la IV^e Internationale ne peut pas être saisie par elle-même, mais par rapport à toute la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire qu'elle englobe. De ce point de vue, nous partons de la III^e Internationale. Elle est née contre la trahison de la social-démocratie pour assurer la continuité du marxisme, de l'avant-garde révolutionnaire. C'est par rapport à cette trahison, basée sur l'aristocratie ouvrière dont le rôle était de transmettre la pression de la bourgeoisie sur le prolétariat que la III^e Internationale était une nécessité.

Mais la III^e Internationale est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois. La IV^e Internationale est née contre cette trahison du stalinisme pour assurer la continuité du bolchévisme. C'est par rapport à cette trahison, basée sur la bureaucratie soviétique parasitaire dont le rôle est de transmettre la pression de la bourgeoisie sur le prolétariat, que la IV^e Internationale était une nécessité absolue. Elle plonge ses racines dans la révolution d'Octobre, continue toutes les traditions révolutionnaires condensées dans le bolchévisme dont elle est l'héritière directe. Dès sa naissance, elle apparaît ainsi comme l'enjeu fondamental de la lutte des classes, car contre le stalinisme, sa trahison, elle se postule à la direction du prolétariat. Dans sa proclamation il n'y a donc rien de circonstanciel.

Le document présenté par l'OCI à la 2^e session de la pré-conférence « Les tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale » invite à aller jusqu'au bout dans l'analyse de la racine du pablisme. Nous sommes d'accord. Aussi sommes-nous d'accord avec ce texte, comme avec bien d'autres écrits par l'OCI, concernant la caractérisation donnée du pablisme selon laquelle celui-ci est une capitulation devant la bureaucratie avec toutes les conséquences révisionnistes et liquidatrices que cela comporte. En premier lieu, nous pensons également avec l'OCI que le pablisme se caractérise par ses « théories » et pratique de briser l'unité mondiale de la lutte des classes.

Mais lorsque ce même texte essaie de chercher la racine du pablisme, nous commençons à ne plus être d'accord, pour finir par être en désaccord avec

l'analyse présentée. Au fait, celle-ci examine les différentes *manifestations* et expressions du pablisme, en particulier sa conception et pratique de rompre l'unité mondiale de la lutte des classes et, partant, de nier l'hégémonie du prolétariat. Or lorsque la question se pose : mais d'où vient ce pablisme ? — quelle est sa racine et celle de ses manifestations ? — dans le texte il n'y a qu'une seule réponse, bien qu'insuffisamment développée. C'est le titre du deuxième chapitre : « La conception subjectiviste-objectiviste de l'histoire racine du pablisme. »

Et là nous sommes déjà en plein désaccord. Car nous ne pouvons pas accepter que la racine du pablisme soit une « conception », une attitude subjectiviste-objectiviste devant l'histoire, comme le texte l'affirme. C'est du pur idéalisme ! Très surprenant de le voir présenté par l'OCI en tant qu'explication de la racine du pablisme, même si les camarades ajoutent cette généralité que c'est la pression des forces ennemies qui est à la base du pablisme. Un tel idéalisme plat nous oblige d'en chercher la raison.

Nous pensons que la raison principale en est que les camarades de l'OCI ne conçoivent l'histoire de la IV^e Internationale et de sa crise qu'en elles-mêmes. Le texte de l'OCI l'exprime clairement en parlant du pablisme dont il faut « rechercher les causes dans notre passé ». Et ce passé est réduit à la vie intérieure de la IV^e Internationale. C'est là qu'on se rend mieux compte qu'en réalité les camarades de l'OCI détachent l'histoire et la crise de la IV^e Internationale de la lutte des classes. Ils oublient la réelle signification de la IV^e Internationale, ne la posant pas dans toute sa dimension historique et mondiale. Or le point de départ essentiel, c'est que le problème central de notre époque est la longue lutte entre bolchévisme et stalinisme, lutte dont l'enjeu est la direction du prolétariat. Dans cette lutte, commencée par Lénine déjà, le stalinisme a pu infliger de nombreux coups sérieux au bolchévisme. Mais la lutte pour la IV^e Internationale, sa proclamation ont signifié que le bolchévisme est indestructible, et il continue. Dès lors, le combat historique entre lui et le stalinisme s'est concrétisé dans la lutte entre le stalinisme et la IV^e Internationale qui est le bolchévisme. Il s'agit toujours du même processus, de la même lutte, bien qu'elle ait pris des formes différentes.

Le pablisme n'a pas un caractère autonome, en dehors de cette lutte fondamentale. Bien au contraire, il n'est concevable qu'en fonction de ce combat historique et mondial entre le bolchévisme et le stalinisme. Pour cette raison, cherchant ses racines nous ne pouvons pas nous arrêter à sa conception subjectiviste-objectiviste (même si cette « pensée » lui est caractéristique), ni à la constatation trop générale qu'il est le produit de la pression des forces ennemies. Or déjà nous devons remarquer une chose. S'il est vrai que le pablisme subit l'influence et la pression de l'impérialisme, de la social-démocratie, de la petite-bourgeoisie, il est erroné d'établir une identité entre ces pressions et celle du stalinisme, comme le texte de l'OCI le fait à plusieurs reprises. Car, précisément, une telle identification efface l'essentiel, notamment qu'il s'agit du combat entre bolchevisme et stalinisme. Que le renforcement

relatif de la social-démocratie ainsi que la prolifération des courants petits-bourgeois eux-mêmes trouvent l'explication dans le rapport des forces entre bolchévisme et stalinisme par rapport à la classe ouvrière internationale.

Or justement, l'histoire de la IV^e Internationale est celle de ce rapport des forces dont l'enjeu est la direction du prolétariat. Si l'on cherche la racine du pablisme et de la crise, on doit examiner et concrétiser cette histoire, et non pas rester uniquement dans le cadre restreint de la IV^e Internationale. C'est par là qu'on trouve la base matérielle et la racine du pablisme — mais rien de plus. C'est-à-dire que nous n'allons pas identifier par cela le pablisme avec l'explication de la racine, mais nous le concevons à partir de cette base.

Le contenu profond de la IV^e Internationale est l'internationalisme prolétarien, l'unité mondiale de la lutte des classes. Elle est la continuité du bolchévisme contre le stalinisme basé sur le « socialisme dans un seul pays » brisant l'unité mondiale au profit de l'impérialisme. C'est là l'axe fondamental du combat entre bolchévisme et stalinisme mené par l'opposition de gauche pour aboutir à la fondation de la IV^e Internationale. Mais ce combat n'a pas cessé ! Bien au contraire, il s'est exacerbé en fonction même du développement de la lutte des classes et de la proclamation de la IV^e Internationale. Dans cette situation où dans le rapport des forces entre l'URSS et l'impérialisme la bureaucratie stalinienne s'est sentie — à juste titre — affaiblie, et surtout devant le défi du bolchévisme de proclamer la IV^e Internationale pour conquérir la direction du prolétariat — le stalinisme a réagi avec la férocité d'un fauve menacé. Il a entrepris la liquidation physique massive et complète de tous les oppositionnels mais surtout celle du plus grand parti de la IV^e Internationale, le parti de l'URSS qui a regroupé des dizaines de milliers de militants dans les camps. Ce fut un terrible coup porté par le stalinisme contre le bolchévisme, la IV^e Internationale. Dans ces conditions, seul Léon Trotsky assumait de façon inébranlable la continuité du bolchévisme. Staline s'en rendait bien compte. L'assassinat de Trotsky lui fut indispensable dans sa lutte pour liquider le bolchévisme. Il nous faut profondément réfléchir sur la signification des notes de Trotsky. Envisageant lucidement la probabilité d'un acte terroriste de Staline contre lui personnellement, il écrivait : « ... Staline y recourra à coup sûr de deux cas : si la guerre menace, ou si sa propre position empire à l'extrême... J'hésite à dire combien serait dur le coup porté par un tel acte terroriste à la IV^e Internationale... » (Journal d'exil, 1935, p. 58.)

Il importe de relever que pour Trotsky son assassinat serait la preuve de la faiblesse du stalinisme et non pas celle du bolchévisme, de la IV^e Internationale. L'histoire lui a donné raison, cinq années plus tard, lorsque la guerre était là. Mais l'hésitation de Trotsky à apprécier la signification d'un tel coup pour la IV^e Internationale donne matière à réflexion. Alors qu'il ne savait pas encore que toute la génération des bolchéviques d'Octobre sera anéantie ! Comme on a souvent souligné, la personne de Trotsky représentait la continuité du bolchévisme avec ses expériences. Mais aussi, il était le trait d'union avec cette continuité incarnée par le parti trotskyste de

l'URSS. Il exprimait pour la IV^e Internationale la continuité du bolchévisme historiquement et mondialement, dans le temps et dans l'espace. Et son assassinat signifiait un terrible coup porté par le stalinisme contre les fondements mêmes de la IV^e Internationale, et qui a complété l'extermination du parti trotskyste de l'URSS. Déjà pendant la guerre se sont manifestées les premières conséquences de ce rapport des forces entre bolchévisme et stalinisme, modifié par ce dernier en sa faveur. La IV^e Internationale à cause de l'inexpérience de ses militants — autrement dit en l'absence de Trotsky — n'a pas pu s'enraciner dans le mouvement ouvrier et résister à la dislocation, malgré les efforts de ses militants. En même temps, sur la base de l'anéantissement physique de tous les oppositionnels et du parti trotskyste de l'URSS, le stalinisme a pu se présenter devant la classe ouvrière internationale comme le défenseur de l'URSS, la vraie héritière d'Octobre. La IV^e Internationale se trouvait rejetée à la marge des grands événements. Or malgré tout, la révolution se développait et le stalinisme était obligé, pour maintenir son contrôle sur le prolétariat, de continuer la destruction de la IV^e Internationale.

En Europe de l'Est, là précisément où la révolution s'est développée vers l'expropriation de la bourgeoisie et le renversement de son pouvoir, le stalinisme entreprenait une vaste campagne de liquidation physique des partis et des organisations trotskystes, puis de tous les oppositionnels réels ou possibles. Il est impossible de ne pas apprécier cette campagne comme une guerre civile menée contre le bolchévisme, contre la IV^e Internationale.

Nous pensons que la liquidation de la IV^e Internationale en Europe de l'Est, par celle de ses partis en URSS et en Europe de l'Est, combinée avec l'assassinat de Trotsky, étaient une victoire — partielle mais très importante — du stalinisme contre la IV^e Internationale, en brisant l'unité organisationnelle mondiale de cette dernière. C'est cette rupture qui constitue la base matérielle sur laquelle le pablisme a pu se développer. Il est d'une importance considérable que c'est parallèlement avec cette destruction en Europe de l'Est et donc avec le raffermissement de la domination du stalinisme dans le mouvement ouvrier que sont apparus les premiers signes du révisionnisme à l'intérieur de la IV^e Internationale qui trouveront plus tard leur expression complète dans le pablisme. La racine du pablisme est donc dans la guerre du stalinisme menée contre le bolchévisme, sa continuité, avec des succès non négligeables, et en particulier la liquidation des organisations de la IV^e Internationale dans les pays sous la domination de la bureaucratie.

A cet égard, il est important de constater que la forme spécifique du pablisme, théoriquement et pratiquement, se présente toujours par rapport au stalinisme, à la bureaucratie stalinienne, aux pays dominés par elle. Par là s'exprime aussi à chaque instant que le pablisme est la capitulation devant le stalinisme dans la question centrale de la solution de la crise de la direction du prolétariat, essence de la IV^e Internationale comme enjeu de la lutte des classes. Que devons-nous en conclure ?

Dans sa lutte pour la destruction du bolchévisme, le stalinisme a réussi à couper la IV^e Internationale.

Il n'a pas « seulement » brisé l'unité mondiale de la classe ouvrière, mais en exterminant les partis et les organisations trotskystes en URSS et en Europe de l'Est, en assassinant Trotsky, il a pu briser l'expression organisée de cette unité. Il a réussi de la briser précisément à son point essentiel et central. Là où s'exprime l'unité mondiale de la révolution du prolétariat des pays capitalistes et de la classe ouvrière des pays dominés par la bureaucratie. Or du point de vue de la continuité du bolchévisme, contenu de la IV^e Internationale contre le stalinisme, c'est l'essentiel. Il est donc inexact de dire que c'est le pablisme qui a détruit la IV^e Internationale comme organisation mondiale. C'est considérer l'histoire et la crise de la IV^e Internationale en elles-mêmes, détachées de cette lutte contre le stalinisme. C'est expliquer la naissance du pablisme à partir de la IV^e Internationale et détacher cette dernière du terrain réel de la lutte des classes. Non, le pablisme a fait tout pour parachever « seulement » la destruction, entreprise par le stalinisme. Il s'agit toujours du même combat entre bolchévisme et stalinisme.

C'est cette rupture de l'unité fondamentale de la IV^e Internationale — et justement de la IV^e I — qui constitue la base et la racine du pablisme. Il est donc l'agent du stalinisme parce qu'il est le produit naturel de l'œuvre destructrice de celui-ci contre le bolchévisme. On ne peut pas le concevoir en soi, ne critiquant que ses caractéristiques et manifestations diverses. A cet égard, la conception d'analyser la crise de la IV^e Internationale en elle-même (donc pas en relation directe et constante avec le combat contre le stalinisme) amène le texte de l'OCI à parler du pablisme comme s'il était un produit de la IV^e Internationale. C'est-à-dire comme s'il avait fait faillite en tant qu'un courant de la IV^e Internationale. De cette façon, le texte de l'OCI arrive à dire que « le pablisme ne compte pas pour grand-chose comme force politique ». Ce qui est faux, car il est l'agent du stalinisme et sa vie est liée à ce dernier qui n'est pas encore mort.

Nous devons souligner qu'en définissant la base matérielle de la racine et du développement du pablisme, nous ne disons pas que celui-ci devait arriver fatalement. Ni qu'au cas de survivance des partis trotskystes en URSS et en Europe de l'Est il aurait été automatiquement balayé. Nous écartons de telles pensées mécaniques. L'histoire reste telle qu'elle se déroulait, et il s'agit de la comprendre. Car à partir du moment où le stalinisme a brisé cette unité organisationnelle de la IV^e Internationale, il ne reste que le Programme pour l'affirmer. Dans ce sens, le texte de l'OCI établit, mais d'une façon très ambiguë,

que « la crise de la IV^e Internationale... a ses racines dans la IV^e Internationale restructurée en 1946 ». Il faudrait donc expliciter mieux, cette affirmation, de même que cette autre, selon laquelle le pablisme n'a pas réussi à détruire le Programme. On pourrait dire que d'une manière bâtarde ces affirmations rendent compte d'une réalité qu'elles sont incapables de saisir.

Le pablisme n'a pas réussi à détruire ni la IV^e Internationale ni son Programme mais il a porté de très sérieux coups contre tous les deux. La IV^e Internationale possédait un Programme exprimant l'unité mondiale de la révolution, mais elle était organisationnellement détruite dans les pays dominés par la bureaucratie. Une base objective s'est créée ainsi pour la rupture entre le Programme et l'organisation — et notamment en fonction de la bureaucratie stalinienne. C'est cela qui explique que le Programme, porté « seulement » par les organisations des pays capitalistes, était en quelque sorte suspendu en l'air par rapport aux pays des conquêtes socialistes, donc au rôle et à la fonction de la bureaucratie. Il devenait ainsi la cible des révisionnistes qui, dès 1945, ont commencé à l'attaquer. La véritable signification de la IV^e Internationale a été émoussée, sur la base de laquelle sa liquidation organisationnelle devait être poursuivie.

Par leur conception, les camarades de l'OCI eux-mêmes sont victimes de cette histoire. Ils parlent de la IV^e Internationale, d'une part, comme existant en tant que Programme, d'autre part, en tant que des organisations. Le caractère distinct de la IV^e Internationale en tant que centre organisé — et non pas comme un programme sans incarnation organisationnelle — disparaît sous leur plume. Elle existait dans le passé, elle sera dans l'avenir, mais quant au présent, elle n'est pas « réaliste ». C'est une concession au fait accompli, dont l'origine est qu'ils réduisent la IV^e Internationale à sa propre vie, la mettant ainsi en dehors de la lutte des classes. Ils ne saisissent pas que la IV^e Internationale est toujours l'enjeu de cette lutte qui se concentre dans le combat entre bolchévisme et stalinisme. C'est ici que se trouve la racine de la séparation entre théorie et pratique, entre l'intransigeance dans les discussions et opportunisme dans le domaine de l'organisation. C'est de cette manière qu'ils arrivent à l'explication idéaliste de la racine du pablisme par les divers degrés de compréhension subjectiviste-objectiviste de l'histoire.

Le problème de fond réside dans la conception de toute la signification de la IV^e Internationale. Pour cette raison, nous devons examiner le problème de la naissance de la IV^e Internationale, celui de sa proclamation en particulier.

SUR LA SIGNIFICATION DE LA PROCLAMATION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Les anciennes discussions reviennent. Il ne peut pas en être autrement, car tant que la clarification profonde ne sera pas faite quant au sens même de la IV^e Internationale, on doit toujours aller jusqu'à la source de cette Internationale et réexaminer, pour ainsi dire, sa justification historique.

Il existe toute une légende, selon laquelle la pro-

clamation elle-même de la IV^e Internationale était motivée surtout par les défaites du prolétariat et, en particulier, par une nécessité circonstancielle de regrouper l'avant-garde en vue de la guerre qui s'approchait. C'est donc comme si, face aux défaites des années trente et ce nouveau recul annoncé et représenté par la guerre, les militants de la IV^e Interna-

tionale et Léon Trotsky lui-même avaient considéré nécessaire d'assurer la survie de la IV^e Internationale pour l'avenir. C'est donc comme si la guerre n'avait pas été imminente. Trotsky aurait (ou aurait pu) retardé la proclamation de la IV^e Internationale. Cette légende est tellement persistante que nous étions obligés de vérifier sa source et de reconsulter par exemple la brochure éditée par l'OCI, *Quelques enseignements de notre histoire*.

Cette brochure traite longuement le processus et la méthode de regroupement des révolutionnaires entre 1933 et 1938, mais elle n'établit pas avec suffisamment de clarté leur résultat : à savoir que la délimitation était faite. Ainsi la proclamation n'apparaît pas dans toute sa dimension. Sa signification est insuffisamment analysée. Ce processus de délimitation principielle à l'échelle internationale et historique est remplacé par la présentation d'un processus évoluant sur le plan national qui, bien sûr, ne peut pas poser la IV^e Internationale dans toute sa signification historique et mondiale. Si le regroupement des trotskystes, en France par exemple, ne peut pas être séparé de celui de la IV^e Internationale, les deux ne peuvent pas avoir une signification identique non plus. Ce n'est pas par hasard, que la brochure traite la proclamation de la IV^e Internationale dans des termes trop généraux : « ... il s'agit de l'expression d'une même nécessité : les conditions objectives sont mûres, les conditions subjectives retardent sur les premières : seul un effort conscient, organisé, planifié permettra d'opérer la jonction entre les deux ou mieux, leur interpénétration » (pp. 28-29).

Alors que le problème est beaucoup plus concret, ce n'est pas en général le retard de la conscience subjective dont il s'agit, mais très concrètement, de la trahison du stalinisme et de son influence sur le mouvement ouvrier.

La conclusion de Pierre Frank tirée de la proclamation de la IV^e Internationale, « bâtis ton parti ! » était, certes, ultimatisée adressée au mouvement ouvrier car elle était une conclusion mécanique de cette proclamation. La critique de cette conclusion est donc nécessaire. Mais elle ne peut pas se transformer en son contraire, également mécanique, en émuissant ainsi la signification fondamentale de la proclamation de la IV^e Internationale, comme l'enjeu de la lutte des classes.

Dans *Quelques enseignements de notre histoire*, on trouve les caractérisations suivantes sur la signification de la proclamation de la IV^e Internationale :

« La proclamation était l'unique moyen de permettre à la classe ouvrière... d'assurer l'héritage d'Octobre et de résoudre positivement les contradictions, les vicissitudes, les aberrations, les trahisons enfin, qui ne manqueraient pas de se produire, vu la faiblesse du matériel humain... » (pp. 29-30)

Trotsky estime :

« ... Il faut proclamer la IV^e Internationale dans le but, justement, de permettre à l'avant-garde, pour le compte du prolétariat mondial, de résister à la terrible pression qui va s'exercer sur elle avec la deuxième guerre mondiale... » (p. 29)

« ... C'est précisément parce que les défaites et les reculs, déjà immenses, vont inévitablement s'amplifier avec la nouvelle guerre impérialiste ; c'est précisément parce que l'unité de la lutte mondiale des classes doit être intégrée à la conscience de classe du prolétariat international sous la forme nécessaire d'une organisation, incarnant concrètement, si faible soit-elle, cette unité, face à la faillite de la social-démocratie et du stalinisme, que la IV^e Internationale doit être proclamée. »

(p. 29)

« L'existence même de la IV^e Internationale était le gage, que l'expérience historique du prolétariat ne se dissolve pas en une idéologie... (et) ... la IV^e Internationale... fut à même d'offrir aux militants conscients le cadre de leur combat... » (p. 30)

Nous pensons que cette appréciation de la signification de la proclamation de la IV^e Internationale est fautive. Elle ne la présente pas au cœur de la lutte des classes (caractérisée par la crise de la direction du prolétariat) comme son enjeu, mais en dehors du cadre concret et réel de l'histoire. Là encore, la surface de la réalité est prise par les camarades de l'OCI pour la réalité. Ce qui fut concret historiquement, ce n'était pas la guerre en vue mais la nécessité de répondre à la trahison du stalinisme. Ce n'était donc pas simplement un acte défensif contre les coups, ou la volonté de maintenir l'héritage, mais surtout l'armement théorique et pratique (organisationnel) de l'avant-garde, c'est-à-dire de la direction du prolétariat contre la trahison du stalinisme. Chez Trotsky il n'y a pas de trace d'un pessimisme motivé par les défaites ou par l'approche de la guerre qui l'aurait poussé à proclamer la IV^e Internationale comme un sauvetage pour l'avenir — après la guerre. Si le Programme écrit que la IV^e Internationale est déjà « surgie de... plus grandes défaites du prolétariat... », cela ne veut pas dire qu'elle soit le fruit des défaites, ou qu'elle soit condamnée par ces défaites à une vie marginale. Bien au contraire ! La démarche de Trotsky est entièrement différente. Il voyait la prochaine période avec la guerre non pas comme une hibernation mais en tant qu'un terrain de bataille favorable à la IV^e Internationale, convaincu que l'approche de la guerre et celle-ci (sauf son début où les révolutionnaires seront submergés) apportera la bataille décisive. Au point qu'il a reformulé l'alternative marxiste pour la prochaine période « socialisme ou barbarie » en tant que l'alternative de ce combat. Il est caractéristique qu'immédiatement après la guerre, de nombreux militants ayant pris ce pronostic d'un façon mécanique comme une prédiction de l'avenir, ont tourné le dos au Programme car il ne s'est pas réalisé.

Comment Trotsky a posé la question ? En 1935, il écrivait dans sa lettre au secrétariat international :

« L'opposition à la guerre doit de plus en plus coïncider avec la sympathie pour la IV^e Internationale... Le regroupement inévitable dans les différentes organisations ouvrières... doit ouvrir pour nous un débouché vers les masses ouvrières. Il faut s'orienter dans cette direction avec

toute l'indépendance nécessaire... Il est absolument nécessaire d'accélérer le travail préparatoire pour la IV^e Internationale. Les éléments révolutionnaires qui vont se détacher lors du groupement général dans la classe ouvrière doivent avoir la possibilité d'adhérer directement à une organisation internationale fondée sur toute l'expérience des luttes révolutionnaires.

(« Le mouvement communiste en France », p. 515.)

Ce n'est pas la préparation sur la base des défaites, afin d'assurer l'héritage pour l'avenir, mais son contraire, la préparation de la victoire possible. On pourrait objecter qu'il l'a écrit avant le dénouement des révolutions en Espagne et en France. Mais le 18 décembre 1938, donc après la conférence de fondation de la IV^e Internationale (le 3 septembre de la même année), Trotsky écrit :

« Le mouvement de 1936 n'a nullement épuisé les forces de l'avant-garde. La déception provoquée par le Front populaire a pu, assurément, apporter une démoralisation temporaire dans certaines couches ; en revanche, elle a dû exacerber la révolte et l'impatience des autres couches. En même temps, les mouvements de 1936 comme de 1938 ont dû enrichir le prolétariat d'une inappréciable expérience et faire surgir des milliers de chefs ouvriers locaux, indépendants de la bureaucratie officielle. Il faut savoir trouver accès à ces chefs... Les mots d'ordre fondamentaux de la mobilisation sont donnés par le programme de la IV^e Internationale, lequel, dans la période présente, a en France un caractère plus actuel que dans tout autre pays. »

(Ibid., pp. 610-611.)

Il est donc clair que pour Trotsky la proclamation de la IV^e Internationale n'était pas « de permettre au prolétariat de résister aux terribles pressions », mais l'œuvre nécessaire pour sa victoire. C'est la démarche essentielle de sa lettre écrite à M. Pivert : « Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire » (p. 615) ; il faut « aller jusqu'au bout ! » (p. 617). Il répète à D. Guérin, en 1939 : « Les révolutionnaires qui sont pour un programme déterminé et pour un drapeau déterminé se rassemblent à l'échelle internationale pour lutter pour la conquête des masses ». (C'est nous qui soulignons, p. 628.) Un parti national (même si

c'est sous la forme d'une organisation initiatrice) est pour vous une nécessité vitale, mais un parti international, cela ressemble à un luxe, et cela peut attendre. C'est mal, Guérin, fort mal. » (p. 629) Et dans son interview donné en avril 1939, après avoir longuement analysé le poids énorme du contre-courant, Trotsky conclut : « La situation est en train de mûrir et elle insiste pour que nous sachions exploiter cette occasion. Si nos camarades se laissent convaincre qu'il faut virer, la situation changera. » (p. 638)

La grande différence entre la manière de voir la proclamation de la IV^e Internationale par Trotsky et celle que présente la brochure de l'OCI saute aux yeux. Dans cette dernière, la proclamation apparaît comme une ceinture de sauvetage jetée dans un fort contre-courant, alors que pour Trotsky elle est destinée à renverser le courant. Dans le premier cas, la IV^e Internationale — à côté de la lutte des classes (celle-ci reste seulement une référence) — subit son influence défavorable, alors que pour Trotsky la IV^e Internationale y est intégrée comme son facteur, son enjeu. Car elle est « l'avant-garde de l'avant-garde ». Ainsi sa proclamation est définitive, puisqu'elle n'est pas un acte fortuit et circonstanciel, mais déterminé, face au stalinisme, par le besoin historique et immédiat du prolétariat et de sa lutte.

Bien entendu, les défaites successives et parmi elles surtout la liquidation des bolcheviks mettant en danger mortel la continuité historique du marxisme dans les conditions de l'approche de la guerre ont dû contribuer à décider Trotsky de proclamer la IV^e Internationale. Cependant, ce qui fut décisif, c'est que cet acte historique présentait et représentait la solution à la crise de la direction du prolétariat non seulement pour l'avenir mais aussi dans l'immédiat.

La moindre tergiversation à ce sujet rend au moins ambiguë toute l'histoire de la IV^e Internationale. Elle devient facilement une histoire intérieure qui subit les avatars de la lutte des classes, alors que nous devons la replacer constamment dans son véritable contexte, celui de la signification de sa proclamation. De ce point de vue, l'histoire de la IV^e Internationale ainsi que la véritable racine de sa crise trouvent leur explication dans et par l'histoire du rapport des forces dans la lutte des classes entre elles et son ennemi principal le stalinisme, car c'est contre lui qu'elle combat pour la direction du prolétariat. L'explication de la position de l'OCI se trouve dans sa conception fautive, ou du moins ambiguë, peu sûre et hésitante sur la véritable signification de la IV^e Internationale elle-même, y compris sa proclamation.

LE COMITE INTERNATIONAL ASSUMAIT LA CONTINUITE

Avec une telle conception, toute l'histoire de la IV^e Internationale devient arbitraire et formaliste. Les camarades présentent par exemple l'année 1952 comme étant le début de la crise, entendant par là, le début d'un malheur. Nous le voyons d'une façon diamétralement opposée. Le début (plutôt la base, l'origine) était plus loin : dans le coup porté par le stalinisme contre la IV^e Internationale. L'année 1952 n'était que le point culminant d'un développement antérieur sur cette base. Or le point de cristallisation en 1952 était marqué non

seulement par l'attaque pabliste ouverte, amorcée plus tôt, mais bien plus par le début d'un combat contre le pabliste né au sein de la IV^e Internationale. Il reflétait et exprimait que la IV^e Internationale est l'enjeu de la lutte des classes même dans son sein. Et alors que le pabliste était (est) l'agence du stalinisme dans la IV^e, la lutte contre elle en 1952 signifiait une phase importante dans le combat entre bolchévisme et stalinisme, ce dernier représenté par son agence, le pabliste.

Il faut constater que ce combat ne pouvait pas sur-
gir autrement que d'une façon empirique et bien faible,
non-clarifié, plein d'équivoque. Comme les camarades
de l'OCI l'affirment. Mais pourtant c'est là que s'exprime
la IV^e Internationale, sa continuité. Comment qualifier
donc l'opinion des camarades qui ont entrepris
cette lutte mais aujourd'hui rejettent cette histoire,
pourtant la seule réelle de la IV^e Internationale, avec
le dédain qu'elle n'était pas suffisamment belle !

Et, partant de cette vue, ils présentent une histoire
lamentable de la IV^e Internationale sous sa forme du
CI, dès sa naissance jusqu'aujourd'hui. Voyez-vous ?
Ce n'était qu'une équivoque, la crise (comme malheur
évidemment) s'approfondissait et aboutissait à l'éclat-
tement du CI. Comme s'il y avait entre 1952 et 1972
une période de déclin, pour ne pas dire vingt années
d'hibernation de la IV^e Internationale, et qu'elle ne
revit après ce cauchemar qu'à partir de maintenant.
Mais c'est une position très inconfortable.

Car il y a la question difficile : faut-il donc retourner
à 1952 ? Un tel sous-entendu ressort de l'insistance
particulière sur le centralisme démocratique qui existait
jusqu'à 1952. Les camarades de l'OCI répondent
qu'un retour est impossible car, entre autres, les con-
ditions de la réalisation du centralisme démocratique
ne sont pas réunies. Mais alors irrésistiblement une
nouvelle question se pose : est-ce que nous serions
dans une situation semblable à celle d'avant 1938 ?
Faut-il refaire le chemin parcouru ?

La présentation de la crise pabliste par les cama-
rades de l'OCI est unilatérale. En ce qui concerne
l'année 1952, ils donnent beaucoup plus d'importance
à l'attaque pabliste qu'à la résistance, au combat contre
lui. Partant de là, ils ne peuvent qualifier le CI et
son histoire d'une manière positive mais en tant
qu'approfondissement et aggravation de la crise. Ces
explications conduisent inévitablement à la conclusion
qu'un bon nombre d'organisations se réclamant du
Programme ne pouvaient, pour ainsi dire *objectivement*,
l'assimiler complètement. Par conséquent, on ne peut
leur offrir qu'un cadre acceptable « au moment pré-
sent ». La base théorique (historique) de ce raisonne-
ment est fautive, sa conclusion est à rejeter. Mais il
se peut que la « conclusion » ait précédé l'analyse
historique : puisqu'il n'y a de nombreuses organisations
qui ne peuvent pas accepter la totalité du Programme,
il faut créer un « cadre de discussion » où chacun
« définit et applique sa politique ». Pour l'expliquer, on
a besoin d'une histoire négative de la IV^e Interna-
tionale afin de pouvoir justifier que, objectivement, nous
ne pouvons pas avoir une base solide et homogène
(le Programme) pour maintenir le CI. Ici on réécrit
l'histoire, on la déforme.

Qu'on le veuille ou non, par cela même, on revient
avant 1938, comme si nous étions dans la phase du
regroupement entre 1933 et 1938. Il ne faut pas oublier
que, dès 1933, Trotsky parlait déjà de la IV^e Interna-
tionale comme d'une réalité — et pourtant sa procla-
mation signifiait un changement très important et défi-
nitif. C'est-à-dire, l'affirmation selon laquelle la IV^e
Internationale n'est pas morte, ressemble étrangement
à la conception de Trotsky entre 1933 et 1938, sauf
qu'elle oublie 1938. Autrement dit, en soi elle n'a
aucune valeur. Car après 1938, elle signifie en pré-
sence d'un Comité d'organisation large qu'on doit
refaire le chemin. Dans ce regroupement peuvent en-

trer tous ceux qui se réclament du Programme. Ainsi
les pablistes, Lutte Ouvrière, et tutti quanti. Aucun
obstacle de principe ne peut les en empêcher, car
c'est un « cadre de discussion » où chacun « définit
et applique sa politique » avec les mêmes droits.

Les camarades de l'OCI ne vont pas jusqu'au bout
de leur conception. Leur inconsistance dans cette
question fondamentale aboutit inévitablement à réécrire
l'histoire. Auparavant, le CI était pour eux aussi le
continuateur de la IV^e Internationale et comme tel
indispensable même pour le développement de l'OCI.
Comme ils l'ont écrit dans la lettre adressée à la SLL :

*« ... L'existence du CI et la continuité de la IV^e
Internationale qu'il assume furent indispensables
à la reconstruction de notre section, la section
française, et restent indispensables à notre con-
struction, comme à la construction de toutes les
sections de l'Internationale. C'est comme section
de la IV^e Internationale, parce qu'appartenant au
CI, en accomplissant sa tâche en fonction de ses
moyens matériels et politiques que l'OCI s'est
construite et poursuit sa construction. Il s'agit de
la substance même du trotskysme. »*

(« La Vérité », n° 556, p. 148.)

Oui, il s'agit de la substance même du trotskysme...
Mais ce qui était vrai dans cette polémique avec la
SLL deviendrait faux quand il s'agit de le prendre au
sérieux ? La conception de l'approfondissement de la
crise de la IV^e Internationale et du déclin prolongé du
CI est nouvelle. L'expression en est le texte présenté
à la pré-conférence. Mais puisque la LRS et le Comité
d'organisation (Est) ont soulevé des objections sous
l'influence de cette critique, l'appréciation de l'OCI
sur le CI devenait de plus en plus « nuancée ». Com-
parons seulement le texte soumis à la pré-conférence
à celui du camarade Just du 8 août. Or, au lieu de
saisir la réalité, ces « nuances », ces retouches appor-
tées ultérieurement révèlent encore plus la fausseté
de la position actuelle de l'OCI par rapport à l'histoire
du CI.

Puisque la LRS dans son texte du 20 juin a sou-
ligné déjà que l'histoire du CI, comme toute l'histoire,
est contradictoire, le camarade Just — obligé de re-
connaître cette vérité — essaie de la rendre contra-
dictoire. Dans son texte du 8 août, il met cette his-
toire sur une sorte de balance, ou ce qui est mieux,
dans les rubriques d'un livre de comptabilité. Il re-
cense ensuite les faits « positifs » dans une rubrique
et les « négatifs » dans une autre. Cette séparation
entre côté positif et côté négatif lui tient lieu pour
des contradictions. Cette opération terminée, il addi-
tionne les faits de ces deux rubriques. Mais étant
donné que le résultat ne donne pas un centre inter-
national fonctionnant sur la base du centralisme démo-
cratique, selon lui, l'ensemble se solde par une perte.
Seulement le camarade Just oublie complètement qu'il
y a une différence de taille entre contradictions et
contradictions dialectiques. Il « néglige » l'important,
notamment que les contradictions dialectiques ne sont
pas des faits qui simplement se contredisent mais les
caractéristiques d'un processus ayant un sens précis
de développement. Et parce que Just n'établit pas
fermement le caractère, le contenu précis de ce déve-
loppement, celui du CI — ou plus exactement, son

opinion bien que non-claire est qu'il y a échec, ses « contradictions » ne sont que l'expression d'un éclectisme arbitraire. Car il n'existe pas de contradiction dialectique en dehors du développement qui a sa forme d'existence.

Le processus vivant et réel de l'histoire de la IV^e Internationale, à travers les luttes du CI disparaît dans ce texte aussi, cédant la place à un dosage des « côtés » bons et des « côtés » mauvais de l'histoire du CI. Cependant, Stéphane Just connaît la dialectique. Mais lorsqu'on est sur une fausse ligne, la connaissance abstraite de la dialectique ne suffit plus. Il est donc normal que dans le choix éclectique de ces côtés, de ces faits, il opère complètement en dehors de la lutte des classes, à savoir non pas à partir de la question réellement importante : comment le problème « l'enjeu est la IV^e » s'est développé dans et par l'histoire elle-même du CI. Car si la ligne générale de cette histoire était descendante allant vers l'éclatement du CI, cela signifie que la IV^e Internationale, malgré les efforts (les « bons côtés »), a dégénéré. Les camarades de l'OCI s'effrayent devant une telle conclusion et remarquent : mais la IV^e Internationale n'est pas morte. Mais que signifie une telle affirmation si le CI a éclaté sous le poids de ses propres faiblesses ? Nous devons poser la question : où vivait donc la IV^e Internationale, sous quelle forme, sinon par et à travers le CI ? Autrement, l'affirmation que la IV^e n'est pas morte n'aurait aucun sens réel.

Et de nouveau, y apparaît la séparation entre programme et organisation. Car les camarades de l'OCI disent expressément que la IV^e Internationale existe en tant que *Programme*. Que c'est le Programme qui n'a pas fait faillite. Mais peut-on concevoir que le Programme pourrait vivre en soi, sans organisation ? Ici, l'opportunisme d'organisation du présent rejoint un idéalisme par rapport au passé, liés à une conception qui inverse le rapport entre méthode de construction et le Programme lui-même.

Et comme le processus réel de l'histoire contradictoire du CI disparaît, tout devient boiteux : la caractérisation de la crise et de ses différentes étapes, des points de changements qualitatifs, de même que de l'étendue et des limites de la tentative de destruction de la IV^e Internationale par les pablistes.

Commençons par ce dernier. Les camarades parlent de 1952, comme le début de la crise, donnant à cette dernière (répétons-le) le sens d'un malheur. Nous refusons cette façon de voir, et nous disons : fort heureusement il y avait une crise ! Le contraire aurait signifié qu'il n'y a pas de résistance au sein de la IV^e Internationale contre la tentative de liquidation ! Le pablisme s'était développé déjà auparavant comme un processus de capitulation devant le stalinisme sur la même base que celui-ci : la dislocation de l'unité mondiale du prolétariat, exprimée dans l'Internationale par la destruction des organisations trotskystes en URSS et en Europe de l'Est. Ce n'est que face à la cristallisation du pablisme que la résistance est née en 1952. C'est le début d'une longue lutte, et non pas d'un déclin. Le caractère pragmatique de cette résistance, son inconsistance s'expliquent par l'histoire antérieure de la IV^e Internationale, mais ne caractérisent pas l'essentiel. Les camarades disent que la naissance du CI était basée sur une équivoque. Ils confondent ici l'équivoque dans les conceptions des prota-

gonistes avec le sens historique et réel du CI qui exprimait — avec toutes les équivoques possibles — une résistance, puis une lutte contre la tentative de liquidation pabliste. Et ce n'était pas exactement ce qu'on peut appeler une équivoque !...

L'OCI aimerait voir la naissance et le développement du CI d'une façon « pure », armé de pied en cap. On peut regretter que ce ne fut pas ainsi, mais on ne peut pas caractériser la naissance du CI de cette manière ahistorique. Il s'agit d'analyser l'histoire réelle et non pas de la rejeter au nom d'une exigence puriste. Il est indéniable que le plus important dans la naissance du CI était la résistance exprimée au pablisme. Imparfaite ? Bien sûr.

Encore que, pour une appréciation correcte de la naissance du CI il ne faut pas forcer la dose au point de réécrire — ici aussi — l'histoire. Car sur la lettre de 1953 du SWP contre les pablistes, nous lisons l'appréciation suivante dans *Quelques enseignements de notre histoire* :

« ... Ce fut là un moment important dans la lutte contre le pablisme (car)... il permettait d'enclencher un processus qui, à travers les essais et les erreurs, en dépit de l'empirisme... débouche par la suite sur la constitution du Comité International... »
(p. 91)

C'est à l'aide de telles affirmations que nous pouvons parler d'une déformation de l'histoire, puisque cette brochure souligne le caractère positif de la naissance du CI, « en dépit de... », etc. Puis, la même brochure écrit :

« Dès lors, la constitution du Comité International fut rendue indispensable. Il était nécessaire de choisir son camp à l'échelle internationale : le fil de la continuité du marxisme et de son "Programme", le "Programme de transition", qu'assumait une poignée de militants français était, grâce au CI et quels qu'aient été les aléas de sa lutte par la suite, renoué. Le cadre de la reconstruction de la IV^e Internationale était ainsi conquis, de haute lutte. »
(p. 93)

Quelle est donc la véritable opinion des camarades de l'OCI sur la caractérisation de la naissance du CI ?

Ils ne voient pas l'histoire du CI comme un processus de développement. Ils disent que le CI a éclaté, car déjà en 1962 le SWP l'a quitté, ensuite la SLL a scissionné, c'est-à-dire — sauf l'OCI — toutes les organisations fondatrices. Mais, camarades, c'est un formalisme navrant qui vous pousse aussi à affirmer qu'il n'y avait jamais de véritables discussions au sein du CI. Nous devons donc nous occuper de cette histoire, ou du moins en esquisser les traits principaux.

Cette histoire connaît des étapes différentes, comme toutes les histoires qu'on ne peut pas ne pas caractériser dans un ensemble de développement. Le défaut de la conception de l'OCI est de ne pas distinguer ces étapes, ou tout au moins d'en émousser complètement les contours et donc la signification. Lorsqu'on regarde les analyses récentes — à partir du texte présenté à la pré-conférence — on s'aperçoit que

l'OCI ne voit qu'un bloc uni et immuable où le début (en 1952) ressemble à la fin (1972), pour ainsi dire sans aucun changement, que cette fin est expliquée par la situation du début, de façon déterministe et ainsi de suite.

En réalité, le CI a connu diverses phases dans son développement, séparées les unes des autres par un changement qualitatif aussi bien dans son caractère que dans sa composition elle-même, et que cet ensemble avec ses changements, ses étapes, a été intimement lié au développement de la lutte des classes, ainsi qu'à son expression dans la lutte contre le pablisme, dans la compréhension de plus en plus profonde de cette lutte.

D'une façon sommaire, la première période allait jusqu'en 1959, date de la victoire de la révolution cubaine et de l'avènement de Castro. C'est à partir de cette date que la position empirique du SWP à l'égard du pablisme commençait à se révéler. Son attitude par rapport à Castro devait le rapprocher du pablisme. Mais une lutte a été déclenchée au sein du CI, menée en particulier et surtout par la SLL contre la position du SWP. Ce combat, couvrant plusieurs années, a considérablement clarifié la nature du pablisme comme révisionniste et liquidatrice étrangère à la IV^e Internationale, et non pas comme un courant erroné du trotskysme. Il fallait cette lutte pour aboutir à cette délimitation essentielle, combat gagné par le CI pour affirmer l'indépendance du prolétariat contre les courants petits-bourgeois (castrisme) et face au stalinisme.

Cette période s'est conclue par un changement qualitatif du CI en 1962-1963. Il était marqué par deux événements importants. Le premier fut la rupture entre le SWP ayant rejoint, en 1962, les pablistes pour former avec eux le « Secrétariat Unifié » à un congrès de « réunification ». D'un autre côté, parallèlement à cette clarification et à sa conclusion, en 1963, la LRSH est entrée au CI.

Le changement fut très important. Il y avait une compréhension plus profonde du pablisme et, sur cette base, une modification dans la lutte internationale. Le CI s'approchait plus encore de la compréhension de ses véritables tâches rejetant l'unification avec ceux qui quittaient ouvertement le terrain de l'indépendance du prolétariat. Ce n'est pas par hasard que l'entrée de la LRSH a coïncidé avec ce changement, le rendant encore plus clair et plus important. Il s'agissait là d'un premier pas, certes limité mais de grande importance, dans la reconstruction de l'unité organisée de l'avant-garde brisée par le stalinisme, racine du pablisme et pour cette raison approfondie par ce dernier. Le CI exprimait par là le commencement de la reconstruction de la IV^e Internationale et précisément au point le plus important.

Le changement qualitatif s'est produit : le CI devenait dans les faits et dans sa composition constructeur de la IV^e Internationale. Alors que les camarades de l'OCI n'y voient que le départ du SWP présenté comme un échec de plus. Oubliant non seulement que ce « départ » était une clarification, mais aussi l'entrée de la LRSH et, sa signification (texte soumis à la pré-conférence), comme élément décisif (non pas en soi mais par ses implications) de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Lorsque nous pensons que dans l'œuvre de la reconstruction de la IV^e l'entrée de la LRSH et, en

général, la construction des groupes trotskystes dans les pays de l'Est est décisive, nous ne sommes pas conduits par un quelconque nationalisme. Nous affirmons par là, indépendamment de nos résultats modestes, que dans le combat entre bolchévisme et stalinisme où ce dernier a remporté une victoire provisoire et limitée par la destruction de la IV^e Internationale en URSS et Europe de l'Est — base matérielle du pablisme —, la IV^e Internationale a pris sa revanche. Elle fut réalisée avec l'apport principal de l'OCI mais par et dans le CI ! Nous ne disons pas, non plus, que la reconstruction de la IV^e Internationale se fera à partir des pays de l'Est, comme certains camarades de l'OCI nous prêtent cette opinion. Ce n'est pas à partir des organisations trotskystes de ces pays, mais seulement avec elles — ensemble — que nous pouvons la reconstruire. Et tandis que la rupture persistait, il n'y avait pas de reconstruction possible. Bien au contraire ! Par contre, nous affirmons que c'est à partir seulement d'un CI qui soude les organisations trotskystes qu'on peut entamer cette œuvre, et non pas à partir d'un « cadre de discussion ».

L'histoire réelle du CI est donc sensiblement différente de son pâle reflet présenté par l'OCI. Dès 1963 se développe un « nouveau » CI, à partir de l'ancien, jusqu'à la 3^e conférence internationale et au rassemblement de la jeunesse à Liège, en 1966.

Ce « nouveau » CI a entrepris la reconstruction de la IV^e Internationale. C'est sous ce mot d'ordre que fut convoquée la 3^e conférence internationale, au mois d'avril 1966. D'une part, pour consolider les résultats acquis en clarifiant la signification du changement intervenu, d'autre part, pour définir les tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale en les entreprenant.

Déjà à la pré-conférence, et depuis, certains camarades de l'OCI font un amalgame entre la position actuelle faussement interprétée de la LRSH et son comportement à cette conférence, également faussement interprété. Ils accusent la LRSH qu'à la conférence de 1966 elle a voulu unifier *sans principes* l'OCI, derrière son dos, avec Vcix Ouvrière (Lutte Ouvrière actuelle). La LRSH proteste énergiquement contre cette accusation, réchauffée pour l'occasion, sept ans plus tard !

Premièrement, l'invitation des VO a été décidée à une réunion avec la participation des délégués de l'OCI, de la LRSH et des VO, où nous étions tous d'accord pour cette invitation. Il est vrai que l'initiative venait de la LRSH qui, sur la base des informations de l'un de ses membres d'alors (membre aussi des VO) pensait — avec la direction de l'OCI — qu'il était possible d'amener les VO ou une fraction de ceux-ci à rompre avec leur conception anti-Programme et d'amorcer ainsi un processus, sur cette base, d'unification avec l'OCI. La délégation des VO a été invitée à la conférence de l'OCI préparatoire à la conférence internationale où elle est venue et a pris part au débat.

Deuxièmement, à la conférence elle-même, la LRSH bien qu'après l'OCI et la SLL, car soucieuse de convaincre l'un de ses membres appartenant aux VO — a pris ses distances à l'égard des VO et, après avoir vérifié que ses espoirs étaient vains, elle s'est nettement délimitée par rapport à eux.

Troisièmement, après cette conférence, la LRSH a entrepris une bataille de clarification à travers des discussions de plusieurs semaines pour établir définitivement sa position et aussi pour essayer de convaincre ses membres d'ailleurs, membres aussi des VO de rompre avec la position des VO. Le résultat de cette bataille fut consigné dans une résolution importante de neuf pages dactylographiées. Dans cette résolution, la LRSH a rejeté le soupçon (exprimé déjà à la 3^e conférence), selon lequel elle aurait tenté d'unifier *sans principe* l'OCI avec les VO. En même temps, elle a analysé que le fait d'avoir surestimé les possibilités de changer la position des VO (ou une fraction de celle-ci) venait de son assimilation incomplète de la continuité de la IV^e Internationale assumée par le CI, thème central des discussions de cette conférence. En effet, les VO sont nés et ont toujours vécu en dehors de la IV^e Internationale qu'ils rejetaient dès sa proclamation. Elle est venue à la 3^e conférence — comme nous avons pu la vérifier — avec la conception que puisqu'il n'y a — que le CI — et il n'existe plus la IV^e Internationale ! — la construction d'une Internationale peut être posée, en partant de zéro. La bataille de la 3^e conférence était d'affirmer et de réaffirmer que « la IV^e Internationale n'est pas morte », que le CI a assumé et assume sa continuité. Dans sa résolution, la LRSH a analysé et caractérisé les VO ainsi que ses propres insuffisances de ce point de vue.

Nous avons envoyé cette résolution de neuf pages aux directions de l'OCI et de la SLL. Les camarades l'ont trouvée correcte, mais ils ne l'ont pas publiée, bien que nous l'ayons demandée à l'OCI. Nous n'avons pas insisté, car après tout, le problème était réglé pour nous...

Mais il se trouve que dans ces discussions sur la continuité de la IV^e Internationale, la délégation de la LRSH a « osé » poser le problème que le CI ne pouvait pas assumer cette continuité de façon complète. Que de ce point de vue, la résolution devrait être amendée. De fait, la LRSH a déposé un amendement conçu à peu près (l'original a été déposé au bureau de la conférence) dans les termes suivants : à cause de la crise pabliste et de ses graves conséquences immédiates, dans les années 50, le CI ne pouvait pas encore pleinement assumer la continuité de la IV^e Internationale, par exemple, en intervenant à la révolution politique, notamment en Hongrie et en Pologne.

Un orage a éclaté. Non seulement l'OCI et la SLL ont rejeté en bloc cet amendement, mais la délégation de la LRSH a dû subir des longues attaques pour qu'elle retire son amendement ! Évidemment elle ne l'a pas fait. Elle le maintient toujours, elle n'a pas changé son appréciation. Mais nous n'avons pas supposé qu'un jour l'OCI, qui voulait son retrait en 1966, le dépasserait de si loin, en 1972 !

C'est à la même conférence que le CI a décidé de participer, à travers des mouvements de jeunesse que ses organisations animaient et dirigeaient, au rassemblement international de la jeunesse pour le Vietnam, organisé pour le mois d'octobre 1966 à Liège par les organisations stalinienne avec la participation des pablistes. C'est à la proposition de la LRSH que le CI a décidé de lier cette manifestation

pour le Vietnam à la commémoration de la révolution hongroise des Conseils dont le dixième anniversaire coïncidait avec cette manifestation.

Ainsi, un premier combat ouvert fut entrepris au niveau international à la fois contre le stalinisme et le pabliste, portant dans la rue le CI et sa politique par des milliers de jeunes. Remarquons que ce fut aussi la première manifestation d'un certain résultat du travail entrepris en Allemagne. Les succès de Liège sont connus. Ils ne soutiennent pas, non plus, la thèse selon laquelle le CI n'aurait rien fait pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Au contraire, Liège constituait le point de départ réel de l'élaboration d'une orientation concrète vers une Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse. Déjà l'année suivante, au congrès de Scarborough des Young Socialists, un appel a été lancé par les organisateurs de la manifestation de Liège pour une IRJ.

On nous dit qu'il n'y avait pas de discussions « véritables » au sein du CI, alors que de nombreuses réunions de celui-ci ont été consacrées, à ce moment-là par exemple, aux débats pour la clarification de la nature, du rôle et de la place d'une IRJ dans la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous avons beaucoup avancé sur ce terrain, malgré la persistance des divergences quant à la nature des organisations de la jeunesse. La SLL par exemple a soutenu que l'organisation de la jeunesse, elle aussi, doit entièrement se placer sur la base du Programme de la IV^e Internationale. Ces divergences ont évidemment freiné l'élan de la construction de l'IRJ, mais ne l'ont pas empêché. Bien plus, c'est en partie grâce à ces discussions que nous avons pu clarifier mieux nos tâches et les entreprendre avec résolution dans l'organisation de la jeunesse, en France par exemple. Or sans ce travail préparatoire, nous n'aurions pas pu mener la bataille en 1967 pour les positions dans la jeunesse, si précieuses lors de la grève générale de 1968. C'est aussi dans et par le CI que nous avons commencé à régler les difficultés surgies dans l'organisation grecque, après son passage dans la clandestinité.

Bien entendu, nous ne voulons pas présenter un CI parfait et sans faille. Mais face à une caractérisation trop unilatérale, nous devons insister pour ainsi dire obligatoirement sur « l'autre face de la médaille ». En ajoutant que précisément les divergences apparues au cours de ces années entre organisations-membres du CI — qui ont freiné mais n'ont pas empêché son activité — devaient arriver à maturité, à entrer en conflit avec la destinée, le rôle même du CI. Au fur et à mesure qu'en fonction du développement de la lutte des classes, les tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale devenaient de plus en plus pressantes, les divergences quant à la conception et à la méthode de la reconstruction ont cessé d'être objets de « simple » discussion pour devenir des conflits.

C'est donc à partir de 1968, marqué par la nouvelle phase de la lutte des classes internationale, imminence de la révolution et de la contre-révolution, que les divergences, bien présentes déjà auparavant, se sont développées. Mais l'œuvre de la reconstruction de la IV^e n'était pas arrêtée pour autant. C'est au cours de ces années-là que le rôle de l'OCI en tant que force motrice de cette reconstruction s'est affirmé

beaucoup plus nettement. Or elle a rempli ce rôle au nom et au compte du CI — avec la LASH —, car la SLL, si elle devenait de plus en plus passive, ne pouvait en même temps que suivre ce mouvement. Ainsi, bien que la résolution sur la Tchécoslovaquie a été élaborée par l'OCI, et il fallait la défendre contre les objections émises par la SLL, elle est devenue finalement la résolution du CI et distribuée aussi par la SLL. De même que, malgré le fait que l'ensemble du poids de la préparation matérielle et la tenue de la conférence fondatrice du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est a été supporté par l'OCI, la SLL y a également assisté encore. C'était aussi une résolution commune du CI de coopter dans ses rangs le POR de Bolivie. La tenue du rassemblement à Essen a été aussi décidée ensemble, bien que la SLL ait été déjà plus que réticente.

Il est hors de doute que déjà pendant cette période, la SLL est devenue un frein. Pourtant, il serait erroné de dire que la raison en était un refus de la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous pensons que la SLL avait (a) une autre conception, une autre méthode que celles des nôtres qui lui interdisaient de participer à nos efforts. Nous ne partageons pas cette conception, ni cette méthode — décrites avec plus ou moins de bonheur dans les divers textes de l'OCI — et qui ont abouti à un immobilisme du CI, immobilisme parce que couvrant une crise.

Mais ce qui est l'essentiel, c'est que la maturation et l'éclatement de cette crise est, selon nous, le produit de l'activité antérieure positive du CI et non pas, comme l'OCI soutient, l'aboutissement logique d'un déclin, déterminé par une « équivoque de 1952-1953 ».

C'est là où nos conceptions s'opposent, où nos positions divergentes se cristallisent. Pour nous, c'est une crise de croissance, même si elle est réellement grave, alors que pour l'OCI, elle est une crise mortelle. C'est pour cette raison que le fait d'avoir ajouté ultérieurement des « faits positifs » à l'activité du CI ne change rien à l'affaire.

L'importance de ce problème est considérable, car nous devons définir exactement où sommes-nous afin de pouvoir continuer la IV^e Internationale. Le texte soumis à la pré-conférence écrit que maintenant « le terrain est balayé ». Oui et non à la fois, et c'est là où nous devons être précis. Il est balayé, car la nouvelle crise du CI a cristallisé les problèmes essentiels de la reconstruction de la IV^e Internationale aussi bien sur le plan programmatique que sur celui de la conception et de la méthode de la reconstruction de la IV^e Internationale. La gravité de la crise vient justement du fait qu'elle a comme contenu tous les problèmes importants et avec des positions mieux définies. Le terrain est donc déblayé, car une telle cristallisation donne d'énormes possibilités d'aborder la voie de la solution, une voie difficile sans doute, dans la clarté. Voilà pourquoi nous devons avoir encore plus de responsabilité envers la IV^e Internationale et faire attention à ne pas perdre la tête, ni le fil de la continuité. Car ce terrain n'est pas complètement déblayé au point de devenir un désert pour les pionniers. La crise nouvelle du CI pose enfin les problèmes dans toute leur clarté, mais elle ne l'a pas encore solutionné — ni à l'égard du passé, ni par rapport à l'avenir. Il n'est pas possible de déclarer la solution en dehors du CI. Car si le terrain est déblayé des plantes poussées en désordre, on ne peut rien y semer en se précipitant pour enlever aussi l'humus.

POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Résumons d'abord que les analyses récentes de l'OCI remplacent l'histoire vivante du CI par un simple calcul figé des organisations membres et qui négligent le développement du CI. Alors que celui-ci démontre que depuis sa constitution en 1953, le CI a mené une longue bataille de clarification. Il faut également la caractériser. Au centre de cette longue bataille se trouve la délimitation nécessaire à l'égard du pablisme comme courant révisionniste et liquidateur. C'était un développement riche et positif. Or cette délimitation ne pouvait se faire qu'en liaison avec un combat permanent contre toutes les conceptions petites-bourgeoises auxquelles le pablisme est organiquement lié. Lorsqu'on cherche la base et la signification de cette lutte, on doit établir qu'elle fut menée sur la base de l'indépendance du prolétariat pour défendre et affirmer ainsi l'essence du Programme. C'est l'acquis décisif du CI.

Dans cette lutte, bien évidemment, le CI lui-même se transformait, y compris dans sa composition, par rapport à sa naissance. Progressivement, et à travers des conflits et des ruptures, il est devenu plus apte à remplir son véritable rôle. En même temps, il est de-

venu aussi porteur des nouvelles divergences et des nouveaux conflits, mais à un niveau déjà plus élevé.

C'est l'histoire réelle de la IV^e Internationale, au cours de ces dernières vingt années. C'est par là qu'elle a vécu, qu'elle n'est pas morte. Où ailleurs aurait-elle pu vivre ?... Il serait complètement utopique d'attendre une histoire sans divergence et sans conflits de la IV^e Internationale. Comme dans ce passé, il y en aura dans l'avenir également. Sur la base de la conception d'une histoire sans faille de la IV^e Internationale, émergeant avec beaucoup de difficultés et lentement, avec des équivoques d'un coup terrible porté contre elle par le stalinisme et le pablisme, on ne pourrait que s'engager sur la voie de l'impatience. En réalité, les appréciations sur le passé engagent l'avenir.

Les camarades de l'OCI nous disent : le CI a fait faillite, le CI a éclaté. Mais une telle conclusion ne peut être avancée que sur la base d'un jugement négatif de son histoire. Nous sommes donc en désaccord sur ce point. Et précisément parce que nous caractérisons cette histoire dans son ensemble comme posi-

tive, nous pouvons dire nettement que le CI a assumé la continuité de la IV^e Internationale, par son existence même. Comme la résolution de la 3^e conférence internationale l'affirme. Nous ne voyons aucune raison pour l'amender. Par conséquent, on ne peut pas jeter le CI par-dessus bord comme s'il avait fait faillite et il faudrait, sinon recommencer, du moins contourner cet « obstacle ».

Un tel rejet exigerait, en premier lieu, une caractérisation du CI aboutissant à nier qu'il a assumé la continuité. Les camarades de l'OCI ont essayé, puis, voulant « nuancer » ils sont tombés dans l'éclectisme pour ne donner aucune caractérisation de l'ensemble de l'activité du CI. C'est exactement comme le paysan vendeur d'une ânesse sur le marché. L'acheteur lui demande : est-elle pleine ? Ne sachant pas l'intention de l'acheteur, il répond : si je veux elle est pleine, si je ne veux pas, elle ne l'est pas.

Ensuite, il faudrait aussi caractériser les organisations scissionnistes du CI, en particulier la SLL pour établir si oui ou non, elles ont rompu avec la IV^e Internationale ? Nous ne le pensons pas, car il serait erroné de dire que la SLL — de même d'ailleurs que le POR par exemple — sont devenus ennemis, c'est-à-dire passés du côté de l'ordre bourgeois. Le fait que la SLL nous qualifie avec l'OCI et la LOM du Mexique de centristes, ne nous oblige en rien de la suivre sur cette voie irresponsable. C'est-à-dire, en dépit des graves divergences qui nous séparent de la SLL, même de ce côté-là l'histoire du CI ne peut pas être définitivement close. Ce n'est pas par hasard que dans de nombreux documents, avant la 2^e session de la pré-conférence, nous avons affirmé ne pas légitimer la scission. Même le texte de l'OCI soumis à la pré-conférence est sur cette ligne encore. Il justifie sa proposition d'abandonner le CI par deux arguments. Le premier est que le CI dans toute son histoire n'a pas assumé son rôle, il n'était pas un centre (donc, il faut abandonner le « rêve » de centre), mais il a empêché la « véritable » discussion et la « véritable » reconstruction. Le deuxième est qu'il y a crise qui s'est approfondie avec la scission. C'est seulement après, lorsque nous avons critiqué l'inconsistance de cette opinion, que les camarades de l'OCI ont soulevé — à la pré-conférence ! — la « théorie » de l'éclatement du CI. Nous repoussons cette théorie basée sur l'impressionnisme, et non pas sur la signification historique du CI en tant que continuateur de la IV^e Internationale.

Certes, la scission est grave. Mais elle ne détermine pas le CI. Pas plus pour l'avenir que par rapport au passé. Par contre, si la scission — malgré sa gravité — n'a pas fait éclater le CI, la position et la proposition de l'OCI à cette signification. Nous n'acceptons pas ces attaques contre le CI venant de part et d'autre et dirigées par des camarades qui imaginent d'en disposer. Là encore, nous trouvons cette conception qui n'envisage la IV^e Internationale, en l'occurrence sa continuité par le CI, qu'en fonction de la propre vie intérieure de celui-ci. Nous qualifions la position de l'OCI d'une attaque contre le CI pour le remplacer par un cadre « d'unité des révolutionnaires ». Car celui qui met en question l'histoire vivante de la IV^e Internationale, en supposant pouvoir « créer » la forme de

sa continuité, ne peut qu'arriver à ce résultat. Il faut mettre l'accent sur le fait suivant : la continuité de la IV^e Internationale n'est pas et ne peut pas être une sorte de « création libre ». On ne peut pas disposer de l'histoire réelle et concrète de la IV^e Internationale, de son unité organique. L'élément de la discontinuité du CI — dont écrit le camarade Just — s'intègre dans un développement continu, et n'apparaît pas comme sa négation absolue, comme un « deus ex machina ». C'est de ce point de vue que nous disons : la position de l'OCI est une attaque contre le CI. Elle est le fruit d'un changement brusque, intervenu au cours des premiers mois de l'année 1972. Mais il a pu se produire, car les éléments de cette tendance à l'opportunisme d'organisation ont existé déjà auparavant.

Nous ne marchons pas, et pour cette raison, on nous qualifie de sectaires. Comme c'est bien normal. Mais les sectaires sont ceux qui ne cherchent pas et ne trouvent pas la voie vers les masses et, par rapport à la reconstruction de la IV^e Internationale, vers les militants, groupes et organisations. Nous avons une autre position et une autre activité. Car de l'existence, du maintien du CI sur la base ferme du Programme — en l'élargissant conformément au développement de la lutte des classes et à son expression dans l'activité de la reconstruction — il ne s'ensuit nullement qu'il se coupe de ces militants et organisations. Parce que la distinction nette étant une nécessité, elle n'est coupure que pour les sectaires. La III^e Internationale dirigée par Lénine et Trotsky n'était pas coupée du fait d'avoir une solide base programmatique. Au contraire, toute son activité ouverte vers les organisations, même réformistes, était basée sur cette distinction essentielle.

Ce qui est important par rapport à cette distinction, c'est qu'il ne s'agit pas du Programme en général, mais de son essence, l'indépendance du prolétariat. À l'égard de ce problème central nous devons être intransigeants sur le plan organisationnel également, car il se trouve placé au centre de toute la lutte du prolétariat, surtout à l'heure actuelle. C'est ainsi que nous intégrons la lutte des classes et ses problèmes centraux y compris dans les rangs de la IV^e Internationale, en répondant correctement aux besoins fondamentaux de cette lutte. En même temps, il se trouve aussi que précisément c'est l'indépendance du prolétariat qui est l'acquis principal du CI. Ainsi tout se joint, tout s'ordonne dans notre position pour le maintien du CI.

C'est uniquement en le maintenant que le CI peut couvrir la bataille de préparation de sa 4^e conférence internationale en y invitant tous les groupes, organisations et militants qui s'engagent pour l'Internationale qui est pour nous la IV^e. Bien entendu, une telle invitation devrait être adressée aussi aux organisations scissionnistes du CI. Celui-ci devrait donner une forme organisée à la préparation de la 4^e conférence par son Bulletin de discussion, par ses conférences préparatoires et partielles, par des commissions particulières, etc. Voilà notre position qui, au lieu d'être sectaire, donne la véritable ouverture vers la 4^e conférence parce qu'elle se tient sur la frontière d'une délimitation nécessaire, exprimée par le maintien du CI.

III. les rapports entre l'o.c.i. et nous, leur signification

Au lendemain de la pré-conférence, alors qu'il nous a fallu intégrer ses expériences dans notre position et donc la développer, nous étions obligés de faire face à une attaque de la part de la direction de l'OCI contre des membres de la LRSH. Cette attaque,

ses suites et ses implications nous ont convaincus qu'elles sont inséparables des divergences qui nous opposent. Pour cette raison, il est nécessaire de les intégrer dans ce texte pour pouvoir développer notre position.

ORGANISATIONS INDEPENDANTES OU FRACTION SANS UNE ORGANISATION

Deux jours après la pré-conférence, le 6 juillet, le BP de l'OCI a pris une résolution appelant à « condamner politiquement » deux membres de la LRSH, les camarades A... et A..., à cause de leur comportement à la pré-conférence. Indépendamment du fait (ou au contraire, lié à cela) que cette résolution part d'une déformation et d'une supposition tendancieuse — déjà graves en elles-mêmes — de ce qui se passait, son véritable contenu est qu'elle condamne, A... et A... *en tant que membres de l'OCI*. Le camarade Michel Varga a voté contre cette résolution en expliquant au BP, dont il était membre, qu'à une conférence internationale, dans une discussion internationale, les membres de la LRSH ne relèvent pas de l'OCI, même si ces camarades sont aussi membres de cette dernière du fait de leur situation particulière.

Mais à partir du vote de cette résolution, toute la discussion sur les problèmes relatifs à la IV^e Internationale a été déviée sur un autre terrain. Sur celui de la discipline organisationnelle à l'égard de l'OCI et, partant, de notre rapport en tant qu'organisations avec l'OCI. Mais si les discussions animées et la détérioration de nos rapports nous ont retardé pour poursuivre l'élaboration de notre position et ont causé des perturbations dans notre activité, elles ont en même temps contribué à éclaircir et à renforcer notre position.

La LRSH a immédiatement répondu au BP de l'OCI en demandant d'annuler sa résolution. Et elle a posé la question centrale : l'OCI reconnaît-elle la LRSH et le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est comme organisations indépendantes et, dans l'affirmatif, quand veut-elle discuter des modalités de nos rapports ?

Mais au lieu de répondre (nous avons attendu presque deux mois !) et de discuter avec nous, la direction de l'OCI a jugé préférable de charger le camarade Just de présenter cette résolution à la réunion du Comité d'organisation, le 16 juillet. Cette réunion a rassemblé également des camarades français travaillant avec nous, et de cette façon, presque tous les participants étaient membres de l'OCI. Le camarade Just a préalablement tenu (une heure et demie avant la réunion officielle) une autre réunion à laquelle nous, est-européens, n'étions pas convoqués (!). C'est après,

qu'à la réunion normale du Comité, il a présenté la résolution du BP dont l'existence était inconnue par nous tous (sauf les membres de la LRSH). Le camarade Just, après avoir insisté sur le « caractère très grave » du comportement d'A... et A... à la pré-conférence internationale (!), a demandé que la réunion vote (!) la résolution. Il a ajouté que le refus du vote ou le vote contraire auraient « des conséquences organisationnelles » (!).

Sans entrer dans une discussion sur le fond, le camarade Varga a souligné le caractère abusif de ce procédé, de même que d'un vote. Cependant, sur la demande du camarade Just, il a soumis cette résolution au vote. Tous les camarades français présents ont voté pour, alors que les est-européens, tous ont voté contre !

Il est impossible de ne pas remarquer ici certaines choses. Que penser de l'attitude de certains camarades qui ont voté à deux mains — quelques-uns absents même de cette réunion — la condamnation des camarades A... et A... — et cela sans rien savoir de la pré-conférence ? Agissent-ils toujours sur la base d'une croyance ? Et cela relève aussi de la méthode. Il faut que nous disions une fois pour toutes qu'une telle croyance, de même que l'attente à une telle croyance, nous sont profondément étrangères, car nous en avons trop d'expérience. Et lorsque nous exprimons cela, on nous rétorque : « vous vous accusez d'être stalinien ». Allons, camarades !...

Déjà l'ensemble de ces procédés, de même que les argumentations nous ont tous secoué, et édifié en même temps. Après ces faits, l'atmosphère de nos relations a été empoisonnée, marquée par des incidents. Qui peut s'étonner si plusieurs d'entre nous ont très sévèrement condamné ces méthodes, en évoquant, bien sûr, nos expériences. De toutes façons, nous condamnons de telles méthodes et nous disons nettement que la reconstruction de la IV^e Internationale ne peut pas tolérer que des condamnations de telle sorte, héritage d'un passé révolu, puissent se produire.

Ces incidents ont révélé l'ambiguïté de notre situation. Il est un fait que la LRSH et le Comité d'organisation (Est) ont leur centre en France composé de camarades y résidant qui sont en même temps membres de l'OCI pour la plupart. La résolution du 6 juillet

let, la réunion du 16 ainsi que les divers incidents nous ont convaincus qu'il y a des divergences profondes entre l'OCI et nous quant à cette double appartenance. Pour nous, la résolution du 6 juillet était illégale dans son contenu et par sa forme. Pour les camarades de l'OCI, elle avait la base solide du centralisme démocratique de l'OCI, valable pour tous ses membres. Et c'est encore sur la base de ce formalisme dans la conception et de l'application du centralisme démocratique que la direction de l'OCI voulait régler l'ensemble de nos rapports. Elle a affirmé que la LRSH et le Comité d'organisation (Est) sont indépendants. En même temps, elle nous a poussé à nous défendre et développer notre position à l'intérieur de l'OCI en tant que ses membres. Nous sommes convaincus que les camarades de l'OCI pensent réellement qu'il nous serait possible de faire les deux à la fois. Pour cette raison, nous devons nous en occuper un peu plus, bien que brièvement.

Il est vrai que ceux parmi nous qui étaient membres de l'OCI avaient le droit de défendre une position opposée à celle de la direction. Une telle attitude nous aurait rapidement amené à déclarer une fraction au sein de l'OCI. Nous avons envisagé cette possibilité et, après discussions, nous l'avons rejetée. Voici nos raisons :

Une telle fraction, au moins à son début, n'aurait regroupé que nous, est-européens, en nous transformant en fraction déclarée d'une autre organisation, l'OCI. De plus, le rythme de discussion et d'élaboration ainsi que les obligations découlant d'une telle situation nous auraient été imposés par les possibilités et besoins propres à l'OCI, en nous poussant à ne nous occuper que de cette lutte fractionnelle. Au cas où nous serions restés dans la minorité, vers l'extérieur — donc aussi vers nos camarades des pays de l'Est — il aurait fallu observer la discipline de la majorité. En supposant qu'après un certain temps nous aurions conquis la majorité, il aurait fallu assumer la direction de l'OCI. Et qui se serait occupé, entre-temps, de la reconstruction de la IV^e Internationale en Europe de l'Est ? Les camarades français, sans doute...

Par rapport à ce problème de fraction — qui n'est pas une chose abstraite dont on pourrait parler en évoquant simplement, d'une manière formaliste, les règles bien connues du centralisme démocratique —, ce qui est de principe c'est que, effectivement, nous ne sommes pas une fraction de l'OCI et dans l'OCI. Chaque pas dans un tel sens nous aurait transformé dans les faits en une telle fraction bien définie. Or ni la LRSH, ni le Comité d'organisation (Est) et ses groupes ne peuvent se permettre de transformer le centre de leur activité qui, actuellement, se trouve en France, en une fraction de l'OCI.

Alors qu'à travers et dans toutes les discussions, les camarades de l'OCI nous ont poussé, certains ont provoqué, à occuper une telle situation. Nos camarades ont été constamment sollicités de défendre « ouvertement » leur position et même accusés sur la base du centralisme démocratique de l'OCI. C'est donc pour assainir cette situation dégradée, évitant la pression de former une fraction et ainsi pour assurer à la discussion une base saine et internationale que nous avons pris la mesure de nous retirer de l'OCI. Les camarades de l'OCI regrettent cette décision. Nous aussi. Mais si nous ne nous comprenons pas là-dessus, c'est qu'il y a une divergence quant à la nature même de nos organisations. Il est impossible, en effet, de se référer au centralisme démocratique (de l'OCI) parce que le camarade Michel Varga — après notre retrait de l'OCI, donc obéissant à un centralisme démocratique (de la LRSH) — a quitté la session du CC de l'OCI, le 9 septembre, lorsque le camarade Lambert a attaqué non pas notre position, mais l'activité de nos organisations. Ces attaques ont visé à contraindre le camarade Varga à assumer la défense de nos organisations en tant que membre du CC de l'OCI (le CC n'était pas informé que Varga et les autres camarades est-européens se sont retirés de l'OCI). Elles ont poussé le camarade Varga dans une alternative : ou bien ouvrir la bataille pour une fraction, ou bien quitter le CC. Et puisque nous refusons fermement de nous transformer en fraction de l'OCI, il n'y avait pas de choix.

SUR LA NATURE DE NOS ORGANISATIONS

Précisément c'est un problème à clarifier. Dans différentes discussions, les camarades de l'OCI en reconnaissant le caractère d'organisation trotskyste à la LRSH refusent de donner ce qualificatif au Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est. D'après certaines déclarations assez confuses (il faudrait en écrire un texte, camarades !), il nous semble qu'ils ont la bizarre conception suivante :

Le Comité d'organisation (Est) ne serait qu'un regroupement transitoire — non pas quant à son développement —, mais par son caractère même, car il engloberait trotskystes et non-trotskystes, n'ayant pas pour base le Programme. Que de plus, les seuls trotskystes dans ses rangs seraient uniquement les camarades qui, résidant en France, sont membres de l'OCI. En somme, une sorte de CAO en émigration ! Il fallait la trouver !...

Alors plusieurs questions se posent : premièrement, comment se fait-il que les camarades n'ont pas compris la résolution de fondation de ce Comité ? Toute cette résolution, sa démarche même, est orientée sur le problème central du parti, de l'Internationale trotskyste. Le fait qu'il fallait un certain temps pour affirmer ce caractère de constructeur du parti et de l'Internationale du Comité, c'est-à-dire comme noyau trotskyste, donc une organisation, n'enlève en rien de ce caractère. Au contraire. Cette résolution, d'ailleurs, se conclut à la nécessité de s'organiser et donc de fonder le Comité.

A la lumière du fait que des camarades ont pris ce Comité pour un « cadre de discussion », nous comprenons beaucoup mieux leur conception sur la reconstruction de la IV^e Internationale — et nous la critiquons encore plus. Et là, deux nouvelles questions se posent : la première est que si la reconstruction

de la IV^e Internationale n'exige pas une organisation trotskyste mais un amalgame de trotskystes et des non-trotskystes dans une seule organisation, comment assurer la frontière nécessaire ? La deuxième question est que si dans le Comité d'organisation seuls les membres de l'OCI seraient des trotskystes, est-ce que cela parce que la délimitation nécessaire se ferait à partir de l'OCI ? Autrement dit, dans cette conception, c'est l'OCI qui serait le centre international ? Nous ne pourrions pas, nous, souscrire à de telles affirmations. Or il est important de les clarifier nettement, car nous voyons une étrange parenté entre la conception d'un Comité d'organisation international remplaçant le CI comme « cadre de discussion », et cette vue sur notre Comité d'organisation. Il est vrai que leurs noms se ressemblent...

Nous comprenons également mieux le sens de la critique formulée par le camarade Lambert sur la résolution de notre camp. Si nous l'avons bien compris, cette critique nous reproche que dans cette

résolution, résultat de ce camp, nous disons clairement que le Comité d'organisation (Est) ne peut pas coopter tous les participants. Car parmi eux plusieurs camarades ne pouvaient pas encore clarifier leur attitude par rapport au Programme, ayant des confusions. Mais en même temps, cette résolution dit aussi que le Comité associe néanmoins ces camarades à son activité puisqu'ils veulent sincèrement construire un parti marxiste et une Internationale marxiste. De deux choses l'une : selon la critique, ou bien il aurait fallu faire adhérer tout le monde au Comité, ou bien ne pas les associer à notre activité. Or d'après toute la conception de l'OCI aussi bien sur un Comité d'organisation international que sur notre Comité d'organisation, il aurait fallu que nous les intégrions sans discernement au Comité d'organisation (Est). Mais non ! Ces camarades y viendront lorsqu'on aura clarifié avec eux dans une activité en commun tous les problèmes encore en discussion. Nous ne sommes pas prêts à dissoudre le Comité d'organisation, ni à l'isoler de ces camarades.

CONCLUSIONS

En premier lieu, nous résumons nos divergences avec l'OCI quant à la conception de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous qualifions la conception de l'OCI, tout récemment élaborée, d'opportunisme sur le plan d'organisation. Elle a pour base une rupture entre théorie et pratique, dont elle est la manifestation. Cette conception puise son soutien théorique dans une vue fautive sur l'histoire de la IV^e Internationale et du CI, sur la signification de cette histoire. La racine d'une telle conception est dans une analyse insuffisante du pablisme qu'elle considère comme un courant en soi ne recherchant pas sa base matérielle et concrète. Car malgré les efforts et les batailles considérables que l'OCI a menés pendant des dizaines d'années pour la défense du marxisme et de la IV^e Internationale, elle reste encore contaminée par ce passé, encore victime dans une mesure non négligeable des conditions extrêmement difficiles de sa propre lutte contre le pablisme. Cette œuvre n'est pas encore terminée, alors que les camarades de l'OCI sont convaincus du contraire. Voilà où se trouve l'origine du mal.

Il nous faut constater que, aussi bien dans sa conception que dans sa méthode que nous critiquons, l'OCI montre des oscillations. Elle s'engage sur une voie dont elle n'est pas elle-même convaincue de la justesse. A cause de cela, nous répétons, nous sommes persuadés que les camarades de l'OCI eux-

mêmes sont sincères lorsqu'ils protestent — et avec des exemples concrets — contre de telles affirmations. Oui, justement, il y a des exemples pour montrer que, dans tel ou tel cas, la conception et la méthode sont différentes. Mais ces inconséquences soulignent encore plus la gravité de ces problèmes.

En ce qui concerne la perspective de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, nous disons : depuis la pré-conférence, il y a déjà un changement. Selon nous, il faut un regroupement au sein du Comité d'organisation international, sur la base ferme de la résolution politique de la pré-conférence. Mais elle ne suffit plus. Depuis, la discussion s'est développée. Il y a une divergence entre ceux qui veulent traduire cette résolution sur le plan organisationnel et ceux qui le refusent, en traçant la voie vers la dissolution.

En conséquence, nous appelons les organisations et groupes du Comité d'organisation international de former une fraction avec nous pour le maintien et le développement du Comité International, pour la traduction organisationnelle de la résolution politique !

Octobre 1972.

*Ligue des Révolutionnaires
Socialistes Hongrois.
Comité d'organisation des
communistes (trotskystes) de
l'Europe de l'Est.*

annexe :

extraits du rapport du bureau politique de l'O.C.I.

Le rapport du Bureau Politique de l'OCI dont il est question dans le texte du camarade Just est un document réservé aux militants de l'OCI et aux organisations adhérentes au Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. L'essentiel des problèmes politiques soulevés dans ce document est repris dans le texte du camarade Just.

Nous ne publierons donc ci-dessous que quelques extraits de ce rapport qui permettent de mieux suivre le déroulement des faits.

Ce sont ceux qui portent sur la manière dont Varga et ses partisans ont engagé une action désagrégeatrice contre l'OCI. En publiant ces éléments de fait, nous ne nous éloignons pas de la nécessaire clarification. Comme le dit le rapport du Bureau politique de l'OCI : « pour les marxistes que nous sommes les méthodes ne sont pas étrangères à la politique et aux forces sociales et politiques qui les sous-tendent ».

Rappelons que le BP de l'OCI avait relevé les militants du CO de l'Europe de l'Est, en même temps, membres de l'OCI, des obligations du centralisme démocratique en ce qui concernait les problèmes politiques discutés à la pré-conférence, afin qu'ils puissent défendre leur position en toute indépendance politique.

À la pré-conférence, après la présentation du rapport de l'OCI sur les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale, le camarade Lambert demande aux camarades de s'inscrire et propose que la discussion s'organise, afin que la pré-conférence puisse terminer ses travaux dans la clarté.

A..., de la LRSH, membre de l'OCI, prend la parole et dénonce cette proposition comme relevant de la « pédagogie de classe ». On sait qu'en URSS comme en Europe de l'Est, c'est au nom de la « science de classe », de la « littérature de classe », de la « pédagogie de classe » que la bureaucratie stalinienne écrase ses opposants. Puis A..., lui aussi de la LRSH et membre de l'OCI, récusé le camarade Lambert comme président. Ce n'est pas un problème de personne : la signification de cette récusation c'est que les propositions d'organisation faites au nom de l'OCI visent à « manipuler » la discussion.

C'est à partir de ces faits que, le 6 juillet, le Bureau Politique de l'OCI vote à l'unanimité, à l'exception de Varga qui se prononce contre, la résolution suivante :

« Le Bureau Politique de l'OCI réuni le 6 juillet 1972 estime que :

- 1) L'intervention du camarade A... accusant le camarade P. Lambert d'exercer une « pédagogie de classe » parce qu'il proposait que la discussion soit organisée ;
- 2) L'intervention du camarade A... récusant le camarade P. Lambert en tant que Président.

Sont à condamner politiquement comme mettant en cause l'OCI dont ils sont membres,

Décide que cette résolution sera communiquée à la direction de la Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois. »

Le 8 juillet, la LRSH répond par la lettre ci-dessous :

« AU BUREAU POLITIQUE DE L'OCI.

Le 8 juillet 1972.

Camarades,

La Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois a pris connaissance avec stupéfaction de la résolution (lettre) du BP de l'OCI, en date du 6 juillet 1972, condamnant deux de ses membres, accusés d'une attitude anti-OCI. Elle la rejette catégoriquement.

La délégation de la Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois a défendu la position de la Ligue votée à l'unanimité après une discussion longue et responsable. C'est comme défenseurs mandatés par leur organisation sur sa position, qui n'était pas celle de l'OCI, que leur responsabilité peut être évoquée et uniquement sur ce terrain. De même que l'attitude de toute organisation présente doit être, et a été appréciée fort justement sur ce terrain. En conséquence, la Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois ne comprend ni n'admet que sa délégation fasse l'objet d'une exception à cet égard, et demande donc au BP de l'OCI d'annuler cette résolution.

Estimant que la résolution du BP de l'OCI du 6 juillet 1972 soulève un certain nombre de problèmes importants, la Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois lui demande de donner une réponse claire aux deux questions suivantes :

1) La Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois et le Comité d'Organisation des Communistes (Trotskystes) de l'Europe de l'Est avec ses différents groupes, dont elle est membre, sont-ils des organisations indépendantes, définissant leur politique propre tant en ce qui concerne la construction des sections dans leurs pays respectifs que pour la reconstruction de la IV^e Internationale ?

2) Dans le cas d'une réponse positive à la première question — comme nous le supposons —, pour quand envisage-t-il une réunion, que nous estimons très urgente, entre les représentants des deux organisations (OCI-Ligue et Comité) afin d'élaborer et de définir en commun les mesures qui s'imposent ?

La Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois.

Au sujet de cette lettre, le BP fait notamment les commentaires suivants :

« Nous sommes en présence d'un véritable tour de passe-passe, utilisé ici pour la première fois, mais qui deviendra la méthode affectionnée de Varga.

La Résolution du BP de l'OCI ne met pas en cause A... et A... pour avoir défendu leur position politique, mais pour avoir essayé d'accréditer que l'OCI, assurant la présidence d'une séance de la 2^e Session de la pré-Conférence, aurait pu utiliser cette présidence pour tenter de bloquer l'expression des positions politiques des uns et des autres. Ce n'est tout de même pas la même chose !

La Résolution du Bureau Politique du 6 Juillet est donc en droit de blâmer deux militants de l'OCI pour cette attitude anti-OCI.

Le BP de l'OCI dont, remarquons-le, Varga est toujours membre mais auquel il ne participera plus durant tout le mois de juillet — prétextant ensuite du travail de préparation du Camp des militants de l'Europe de l'Est, comme si les autres membres du BP n'assumaient pas la préparation de camps et de bien d'autres tâches encore ! — décide de ne pas répondre à cette lettre du 8 juillet. Le BP de l'OCI qui, comme toujours, cherche à assainir le terrain de la discussion, ne veut pas prendre position en l'absence de Varga et décide d'attendre le retour de Varga — qui aura lieu le 2 septembre — pour l'examiner qu'en sa présence la lettre du 8 juillet de la LRSB.

Le 2 septembre, par lettre la LRSB et le CO de l'Europe de l'Est, fait savoir qu'ils ont décidé de « retirer leurs membres » de l'OCI. Le 4 septembre 1972, le BP se réunit et adopte, à l'unanimité, Varga y compris, une résolution qui dit :

4 septembre 1972.

« Le BP admet que Varga estime que le BP de l'OCI a mal interprété les interventions des camarades A... et A... qui, de son point de vue, ne peuvent être comprises comme mettant en cause la position de l'OCI dans des méthodes de reconstruction de la IV^e et ses rapports avec la Ligue Hongroise.

Le camarade Varga estime que l'OCI n'a jamais entendu mettre en tutelle ou manipuler la Ligue ou toute autre Organisation intéressée.

(Unanimité.)

Le souci du BP de l'OCI de créer le terrain pour une discussion saine sur les divergences politiques était si évident que Varga a été amené à voter la Résolution.

Il est clair pour tous que si le BP « admet » une autre interprétation que la sienne concernant les « interventions

des camarades A... et A... », il n'en maintient pas moins sa propre interprétation.

La lutte politique commune dans une même organisation, l'OCI, tout en garantissant l'indépendance politique de la Ligue, ouvrirait la possibilité de créer le cadre politique pour la poursuite de la discussion sur les points en divergences. C'est dans ces conditions que Varga, avec tout le BP, demande aux signataires de la lettre du 2 septembre 1972 de la reconsidérer, c'est-à-dire de revenir sur leur décision de quitter l'OCI.

Pour tout le BP, y compris à cette étape pour Varga, le retrait des militants des Pays de l'Est, de l'OCI, ne peut être que « dommageable » au combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et des sections nationales.

Pour tous les membres du BP donc, en apparence, y compris aussi pour Varga, ce vote avait la signification que la discussion politique sur les divergences allait s'organiser. Au BP du 8 septembre 1972, Varga dépose une nouvelle lettre :

AU BUREAU POLITIQUE DE L'OCI.

Camarades.

La Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois et le Comité d'Organisation des Communistes (Trotskystes) de l'Europe de l'Est enregistrent avec satisfaction la décision du BP de l'OCI du 4 septembre de revenir sur sa décision du 6 juillet 1972, et acceptent de reconsidérer leur lettre du 2 septembre.

Nous estimons aussi que, conformément à notre accord et à notre responsabilité commune à l'égard de la IV^e Internationale, en particulier pour la clarté de la discussion en cours, il faut éviter que des incidents regrettables se reproduisent et que cette discussion puisse paraître, de près ou de loin, comme une tentative de notre part d'organiser une fraction dans l'OCI. Pour assurer cette clarté, nous prenons la mesure de retirer nos membres de l'OCI et sommes d'accord d'établir une commission commune qui mettra au point les formes de collaboration entre les deux organisations (Ligue et Comité d'Organisation d'une part, l'OCI de l'autre part) ainsi que celles de la participation individuelle des membres de nos organisations à la lutte de classes en France.

Salutations communistes.

Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois.
Comité d'Organisation des Communistes (Trotskystes) de l'Europe de l'Est.

Le 6 septembre 1972.

Cette lettre est un monument de duplicité. Alors que d'un commun accord le BP — y compris Varga — a admis une autre interprétation des actes commis par A... et A... à la 2^e Session de la pré-Conférence, Varga en feignant « d'enregistrer » que le BP est « revenu sur sa décision du 6 juillet 1972 », remet en cause son vote. Autrement dit, Varga demande au BP de l'OCI de « capituler » politiquement sur la question des questions du bochevisme, à savoir le centralisme démocratique.

En même temps, il maintient la décision de rupture que constitue le « retrait ».

A partir de cette rupture sans base politique avouée se multiplieront les actes hostiles à l'encontre de l'OCI : les racines politiques et sociales de ces attaques sont mises à nu dans le texte du camarade Just, publié dans ce numéro de C.I.